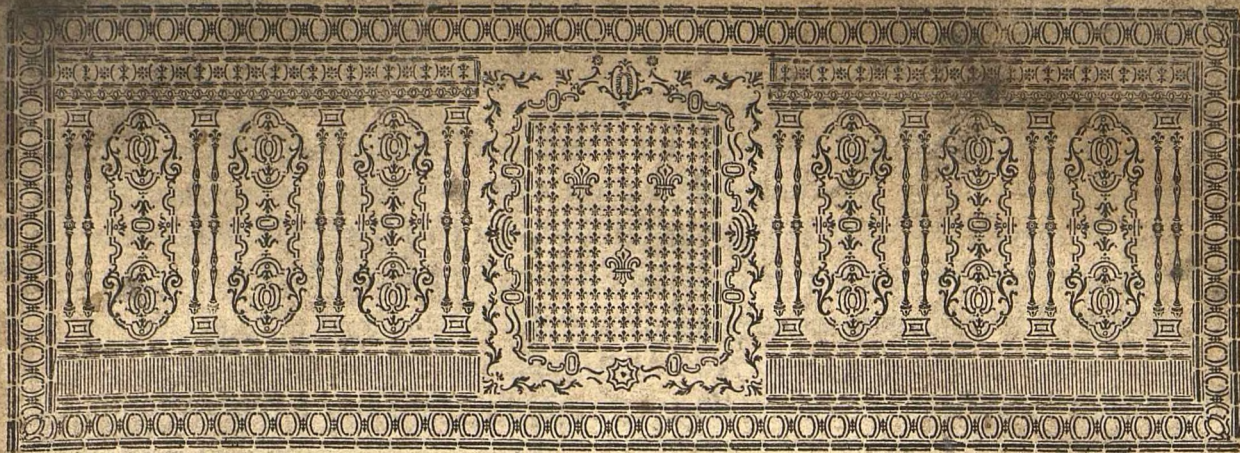


Perigord

Auberoche en
Perigord

(dordogne)



MEMOIRE SIGNIFIE
POUR
L'INSPECTEUR GENERAL
DU DOMAINE
DE LA COURONNE,

Demandeur & opposant à l'arrêt rendu au Conseil le 6.
octobre 1674. & à l'arrêt du Parlement de Bordeaux,
du premier mars 1736.

CONTRE Messire Jean Chretien de Macheco de Premeaux,
Evesque de Perigueux, deffendeur;

Le sieur Charles de Saint-Astier-des-Bories, demandeur en
cassation de l'arrêt du premier mars 1736. & deffendeur;

Et Estienne Arnaut Prestre, Docteur en théologie, Chanoine
& Maistre-escole de l'Eglise de Perigueux, aussi deffendeur.

A MOUVANCE immédiate sur tout ce qui dépendoit anciennement de
la chastellenie d'AUBEROCHE, & en particulier sur les paroisses d'Antonne
& Sarliac, que possède le sieur de Saint-Astier, & sur le fief de la Brochancie,
esté acquis par le sieur Arnaut, fait l'objet de la contestation sur laquelle
le Conseil doit prononcer.

L'EVEQUE de Perigueux pretend que ce droit de mouvance immédiate
appartient à son Evesché.

L'INSPECTEUR GENERAL soutient au contraire, que les portions de
la chastellenie d'Auberoche, qui estoient possédées par Henry IV. lors de son
avenement à la couronne, & qui ont esté aliénées depuis, forment des domaines
engagés, qui ne peuvent estre soumis à la mouvance d'aucun seigneur particulier;

A

BIBLIOTHEQUE
DE LA VILLE
DE PERIGUEUX

G243

inalienable
du domaine
de la couronne
28
30 et 31 Lib.
des Rois
Général
Royaume
avant
domaine
page 32
mouvance
droit de
domaine
mémoire ancien
union du domaine
particulier du
domaine de la
couronne page 15 et
suivantes
anciennement
de la mouvance d'un
fief hors lequel
certaines propriétés
paragraphe de la
disposition de la
est page 37 et
suivantes
depuis de fief page
Wante faculté de
achat impossible
de depuis de fief
par la suite
page 49
Vaitons d'un seul
domaine page 15
et 144
Sont inscrites dans page
48 et 49
motifs honnêtes de la
pouvoir contester
jugement souverain
page 64
contre de la
et d'un de la
page 18
opinion page 36
et de la
le domaine
page 66

& que les autres portions de cette même chastellenie, sur lesquelles les auteurs de Henry IV. se sont expressement réservé la foy & hommage, lorsqu'ils les ont aliénées, relevent nûement de Sa Majesté.

L'Evesque de Perigueux oppose un arrest du Conseil du 6. octobre 1674. & un arrest du Parlement de Bordeaux du premier mars 1736. Comme ces jugemens donnent atteinte aux droits du Roy, & qu'ils ont esté rendus sans que les personnes préposées pour la deffense du Domaine de Sa Majesté, ayent esté entendues, l'Inspecteur general y a formé opposition.

LE SIEUR DE SAINT-ASTIER reconnoist qu'il est vassal du Roy, il poursuit la cassation de l'arrest de 1736. qui l'a condamné à rendre hommage à l'Evesque de Perigueux; & en cela, ses demandes sont conformes à l'intérêt du Roy.

Mais il veut s'attribuer la mouvance sur le fief de la Brochancie.

LE SIEUR ARNAUT, qui a fait l'acquisition de ce fief en 1726. a cru devoir reconnoistre pour seigneur immédiat, l'Evesque de Perigueux, auquel il estoit attaché, tant par la dignité qu'il possède dans son Chapitre, que par sa qualité de Grand-vicaire.

L'INSPECTEUR GENERAL maintient que la mouvance sur le fief de la Brochancie, débattue jusqu'icy entre l'Evesque de Perigueux & le sieur de Saint-Astier, n'est ni à l'un ni à l'autre, & qu'elle appartient au Roy.

POUR mettre les droits du Roy dans tout leur jour, l'Inspecteur general se propose de rappeler dans ce Memoire, les principes qui doivent servir de regle en matiere de Domaine, & qui reçoivent une application naturelle à l'affaire presente; & de respondre aux objections que l'Evesque de Perigueux a expliquées dans son memoire imprimé, signifié le 13. aoust dernier.

F A I T.

LES Seigneurs de la maison d'Albret, sont devenus propriétaires de la chastellenie d'Auberoche, en 1470. par le mariage d'Alain, sire d'Albret, avec François de Blois, dite *de Bretagne*, comtesse de Perigord, & vicomtesse de Limoges.

Jean d'Albret leur fils, ayant epousé Catherine de Foix, Reine de Navarre, Alain d'Albret son pere, en qualité de *son tuteur & d'administrateur de sa personne & de ses biens*, eut plusieurs guerres à soutenir pour luy conserver la couronne de Navarre, la principauté de Bearn & le comté de Foix; il fut obligé de faire des despeses considerables, & d'emprunter de grandes sommes & pour acquitter ces dettes, il crut devoir alienier une partie de ses domaines de Perigord. Quelques-unes de ces alienations furent faites à perpetuité, la plus des autres sous la faculté de rachat; & dans tous les contracts, Alain d'Al se reserva la foy & hommage sur les choses alienées.

L'affaire presente fournit deux exemples de ces differens genres d'alien^{is}.

Le 4. decembre 1487. Alain d'Albret vendit à perpetuité à Jean d'Astier sieur des Bories, la justice & la directe sur une partie des ^{nt-}ffes d'Antonne & de Sarliac, dépendantes de la chastellenie d'Auberoche, à ^{arge} qu'il les tiendrait de luy en fief.

Vendidit ad perpetuum penitus, & quitavit nobili de Sancto-Aster^{is} tifero, pro se ac suis successoribus universis recipienti, omnimodam jurisdict^m in quæ exinde dependent, parochiarum d'Antonne & de Sarliaco, ^{ant-}enta, & de castelliana de Alba-Rupe, necnon omnes census, redditus,

possessiones & emphyteotas, quos ipse dominus venditor in eisdem parochiis habere poterat ; nihil sibi RETINENDO, nisi HOMAGIUM dictarum rerum, sibi faciendum per ipsum emptorem & suos, & ressortum causarum appellationum.

Le 26. avril 1498. Alain d'Albret aliena à Geoffroy de Saint-Astier, de pareils droits de justice & de directe, dans l'estendue de la paroisse de Savignac-les-deux-Eglises, & sous les mesmes conditions, c'est-à-dire, sans y rien excepter ni réserver, *sinon l'HOMMAGE lige tant seulement ; lequel hommage ledit sieur de Saint-Astier seroit tenu faire & prester en la forme & maniere qu'il est accoustumé en tel cas en la seneschaussée de Perigord.*

Alain d'Albret stipula de plus, la faculté de reméré pour six ans. *Aussi a esté dit, qu'au cas que mondit seigneur, ou les siens, hoirs ou successeurs, ou aucuns d'eux, veuille ou luy plaise recouvrer & racheter lesdites choses ainsi vendues, il le pourra, en payant le prix audit sieur de Saint-Astier, en argent comptant, & ce dans le temps & espace de six ans.*

Alain d'Albret & ses successeurs, voulurent exercer cette faculté de rachat, dans le temps stipulé, mais ils éprouverent beaucoup de résistance de la part de ceux qui avoient acquis sous cette condition. Cela donna lieu à une instance réglée, qui fut portée au Conseil de Navarre, & qui n'ayant pu estre terminée, à cause des guerres qui agiterent le royaume, estoit encore entiere lorsque Henry IV. parvint à la couronne.

Ainsi ce Prince réunit au domaine de l'Estat, par son avenement au trosne, non-seulement une partie des terres dépendantes de la chastellenie d'Auberoche, qu'il possédoit encore par ses mains, & le droit de mouvance sur les portions alienées, mais aussi la faculté de rachat sur les terres qui avoient esté vendues avec clause de reméré.

Henry IV. ayant besoin d'argent, resolut de tirer une augmentation de finance, de ceux qui possédoient les domaines que ses predecesseurs avoient alienez sous faculté de rachat.

Il leur offrit de cesser les poursuites qu'il avoit faites jusques-là contre eux, pour rentrer dans la propriété de ces terres, à condition qu'ils remettroient entre les mains du tresorier general de son ancien domaine, les deniers qui auroient esté reglez par le sieur Charon lieutenant general au siege de Bergerac, qu'il commit à cet effet, par ses lettres patentes du 24. juillet 1593.

Henry de Saint-Astier se trouvant dans ce cas, à cause de la paroisse de Savignac, Jean Foucaud sieur de Lardimalie, gouverneur de Perigord, son oncle, se chargea de traiter avec le sieur Charon, pour obtenir une composition plus favorable à son neveu. Il passa le 8. Juillet 1597. un acte, par lequel, moyennant une somme de 600 livres qu'il promit de payer, il fit ratifier au sieur Charon, au nom du Roy, les contracts de vente des trois paroisses d'Antonne, Sarliac & Savignac, & le sieur Charon fit une reserve precise de l'hommage dû au Roy, *sauf l'HOMMAGE lige, & serment de fidelité que le sieur de Saint-Astier & les siens, seront tenus de faire & prester à sa Majesté & ses successeurs, comme Comte de Perigord, & Vicomte de Limoges, tel qu'il lui doit à chaque muance de seigneur & de vassal.*

Les besoins de Henry IV. devenant plus pressans, il jugea à propos d'aliener une partie de ses domaines de Perigord. Sa premiere intention fut que ces alienations se fissent sous faculté de rachat : mais pour trouver plus facilement des acquereurs, il permit ensuite aux Commissaires qu'il avoit nommez, de vendre à perpetuité, & de renoncer en son nom, à tous rachats & retraits.

Ce Prince se détermina à accorder cette permission, parce qu'il croyoit

pouvoir disposer librement de son ancien domaine, au moyen de l'edit qu'il avoit donné en 1590. pour separer cet ancien domaine, *de son Estat & Couronne de France*, & en consequence de l'enregistrement qui avoit esté fait de cet edit au Parlement de Bordeaux.

Mais les Commissaires furent chargez de reserver au Roy, les hommages des terres qui avoient esté precedemment alienées; de stipuler que celles qui devoient l'estre, releveroient, sous pareille foy & hommage, de Sa Majesté, & de declarer ces droits de mouvance inseparablement unis & incorporez au comté de Perigord, & vicomté de Limoges.

Ces reserves produisent leur effet, par rapport au sieur de Saint-Astier. Quoyque les Commissaires de Henry IV. eussent aliené en differentes fois, tout ce qui restoit au Roy de la chastellenie d'Auberoche, lors de son avenement à la couronne, sçavoir le chef-lieu de cette chastellenie, consistant dans l'emplacement & les ruines de l'ancien chasteau, les paroisses du Change, de Blis & de Millac, celles de sainte Marie de Cliniac & de saint Laurent du manoir, & celles de S. Pierre de Chignac, & de saint Crespin d'Auberoche: quoyque celuy auquel ces ventes avoient esté faites, fust luy-mesme un des commissaires préposez aux alienations, sçavoir le sieur Foucaud de Lardimalie, Gouverneur de Perigord; ce qui marque que Henry IV. ne se déterminoit à aliener, qu'à la sollicitation de ses propres officiers, qui cherchoient à se rendre propriétaires, à vil prix, de ses anciens domaines: quoyque le sieur de Saint-Astier fust parent du sieur Foucaud, cependant le sieur de Saint-Astier rendit hommage au Roy, en la Chambre des Comptes de Paris, le 26. fevrier 1608. & reconnut tenir les paroisses d'Antonne, Sarliac & Savignac, en fief immédiat de Sa Majesté, à cause de ses comté de Perigord & vicomté de Limoges.

Henry IV. ayant révoqué par l'edit du mois de juillet 1607. celui de 1590. & déclaré que son ancien domaine avoit esté réuni de plein droit, au domaine de l'Estat, par son avenement à la couronne, tout ce qui avoit esté aliené depuis cet avenement, fut considéré comme des domaines engagez, sujets à revente & à rachat, nonobstant les clauses inserées aux contrats, par lesquelles les ventes avoient esté faites à perpetuité, & à titre d'inféodation.

On permit par un arrest du Conseil du 27. decembre de la mesme année 1607. aux habitans des villes & lieux dont les justices & domaines avoient esté engagez, de rembourser les possesseurs, tant de la finance qu'ils feroient apparoir estre entrée directement dans les coffres du Roy, que des frais & loyaux cousts; & le Roy promit que les justices & domaines qui auroient esté ainsi rachetez, ne pourroient plus dorenavant estre alienez.

Les habitans des paroisses du Change, Blis & Millac, offrirent de racheter, au nom du Roy, *les justices, domaines, cens, rentes, hommages, greffes, prevosté, droits de geole, & autres revenus dans l'estenduë de leurs trois paroisses, ensemble l'enclave & ruines du chasteau d'Auberoche*, qui avoient esté alienez au sieur Foucaud de Lardimalie. Ces offres furent jugées avantageuses au Roy, qui les accepta, & en ordonna l'exécution par des lettres patentes du mois de juin 1613. qui furent enregistrées au bureau des finances de Guyenne, le 12. juillet suivant.

Les héritiers du sieur Foucaud, pour se maintenir dans ces domaines, & empêcher l'effet de ces lettres, furent obligez de payer une augmentation de finance.

Les enfans du sieur de Saint-Astier apprehenderent aussi qu'on ne voulust les évincer d'une partie des paroisses qu'ils possedoient, ils allerent au-devant, & demanderent des lettres, par lesquelles le Roy ratifiât les contrats de vente de 1487. & 1498. & l'acte de 1597. ces lettres leur furent accordées au mois de decembre 1610.

En

En 1641. Jean-Jacques de Saint-Astier representa devant les Commissaires nommez pour l'alienation & revente des domaines situez en Guyenne, les titres de propriété des paroisses d'Antonne & Sarliac. M.^{re} Henry Dagueffeu Premier President du Parlement de Bordeaux, qui estoit à la teste de la commission, jugea que ces deux paroisses, qui avoient esté alienées dès 1487. & à perpetuité, par Alain d'Albret, n'avoient point appartenu à Henry IV. & que l'avenement de ce Prince à la Courone, n'avoit rendu domanial que le droit de mouvance reservé par le contract de vente.

*Ces vendus par
le p. avant son
avenement à la couronne
n'ont point regardé
les Domaines*

C'est pourquoy il décida qu'il n'y avoit pas lieu de faire proceder à la revente des justices de ces deux paroisses, & que le sieur de Saint-Astier devoit continuer d'en jouir relativement à son contract d'acquisition, & par conséquent à la charge de l'hommage envers le Roy; l'ordonnance qu'il rendit à ce sujet, est du 10. septembre 1641.

Conformement à cette décision, le sieur de Saint-Astier rendit hommage entre les mains des Tresoriers de France de Guyenne, le 31. juillet 1665. & il fournit au mois de decembre suivant, un aveu & dénombrement qui fut reçu au Bureau le 13. janvier 1666. après avoir esté publié & affiché sur les lieux, & lû à l'audience du Seneschal de Perigord.

Le sieur de Saint-Astier n'est pas le seul qui se soit acquitté des devoirs de vassalité envers le Roy, on a produit plusieurs autres hommages rendus entre les mains des Tresoriers de France de Guyenne, en 1667. & 1668. pour raison de biens situez dans l'estendue de la chastellenie d'Auberoche.

En 1671. le Roy fit proceder à la confection d'un nouveau papier-terrier en Guyenne; M.^r de Seve qui estoit alors Intendant dans cette province, fut choisi pour présider à la commission: & sur le vû de cet hommage du sieur de Saint-Astier, de 1665. de son aveu & dénombrement, & des publications qui l'avoient accompagné, il rendit une ordonnance le 27. fevrier 1673. par laquelle il maintint le sieur de Saint-Astier en la possession & jouissance de la seigneurie & justice des trois paroisses d'Antonne, Sarliac & Savignac, & ordonna que dans quinzaine il rendroit un nouvel hommage de ses seigneuries, & fourniroit un nouvel aveu.

Ainsi, toutes les fois qu'il a esté question des droits du Roy sur ces paroisses, devant les Commissaires de son domaine, & qu'ils se sont déterminez sur le vû des titres communs au Roy & à son vassal, le droit de mouvance immédiate de Sa Majesté a esté reconnu & confirmé.

M.^r de Seve rendit dans le mesme temps deux ordonnances, en faveur de l'Evesque de Perigueux; l'une, du 20. decembre 1673. le maintenoit dans le droit de mouvance sur la terre d'Abjac, qui appartenoit au sieur d'Hautefort, avec lequel il agissoit de concert; & l'autre, du 5. mars 1674. faisoit deffenses de mettre aux encheres, & de publier en vente *la terre d'Auberoche*, qui estoit possédée par le sieur Foucaud.

Le 6. octobre 1674. l'Evesque de Perigueux obtint un arrest du Conseil, qui ordonnoit l'exécution de ces deux jugemens, mais par provision seulement, & sauf les droits du Roy au fonds.

L'Evesque de Perigueux crut pouvoir se faire un titre de cet arrest, pour soumettre à sa directe tous ceux qui possédoient des terres qui avoient anciennement fait partie de la chastellenie d'Auberoche: il le fit afficher dans toutes les paroisses qu'il regardoit comme dépendantes d'Auberoche, & notamment dans celles d'Antonne & de Sarliac, avec sommation generale aux propriétaires des fonds, de luy rendre hommage.

La plupart de ces propriétaires pensèrent, avec raison, qu'un arrest, dans lequel ils n'avoient point esté parties, ne pouvoit faire loy à leur égard, & anéantir les liens de vassalité qui les unissoient au Souverain: c'est pourquoy ils demeurèrent dans leur premier estat, & ne rendirent point d'hommage à l'Evesque de Perigueux; le sieur de Saint-Astier fut de ce nombre.

Sous pretexte du mesme arrest de 1674. l'Evesque de Perigueux fit signifier le 29. avril 1679. au Procureur du Roy de la commission du papier-terrier, qu'il prétendoit avoir droit de mouvance sur differens particuliers, au nombre desquels il nomma le sieur de Saint-Astier.

Cet acte extrajudiciaire ne parvint point à la connoissance du sieur de Saint-Astier, & ne fut suivi d'aucune poursuite contre luy, pour l'obliger à reconnoître effectivement l'Evesque; ainsi la mouvance qui appartenoit au Roy sur les paroisses d'Antonne & Sarliac, n'en reçut aucune atteinte.

Ce fut en 1717. que l'Evesque de Perigueux tenta, pour la premiere fois, de s'assujettir le sieur de Saint-Astier, en s'adressant directement à sa personne, & le faisant assigner en sa qualité de seigneur des Bories, Antonne, Sarliac & autres places, pour qu'il eust à luy rendre hommage.

Mais le sieur de Saint-Astier, bien loin de déferer à cette interpellation de l'Evesque, luy fit signifier des deffenses, par lesquelles il luy declara qu'il relevoit du Roy; & il joignit à ces deffenses, une copie des hommages que ses auteurs avoient rendus à Sa Majesté.

Cette declaration du sieur de Saint-Astier, en consequence de laquelle l'Evesque de Perigueux abandonna sa demande, forme un nouveau titre pour le Roy, qui justifie la possession dans laquelle les sieurs de Saint-Astier se sont toujours maintenus, de ne reconnoître d'autre seigneur immédiat, que Sa Majesté.

Les choses sont demeurées dans cet estat jusqu'en l'année 1734.

Le sieur de Saint-Astier ayant pretendu que le fief de la Brochancie relevoit de luy, parce qu'il est situé dans la paroisse d'Antonne, & que le sieur Arnaut qui avoit acquis ce fief en 1726. luy en devoit les droits; l'Evesque de Perigueux a pris le fait & cause du sieur Arnaut, son Grand-vicaire, & a soutenu devant le Seneschal de Perigord, qu'il avoit droit de mouvance non seulement sur le fief de la Brochancie, mais aussi sur toute la chastellenie d'Auberoche, & en particulier sur les paroisses d'Antonne & de Sarliac.

Le Procureur du Roy, bien loin de veiller à la conservation des droits de Sa Majesté, qui avoit le principal interest dans cette contestation, a donné des conclusions, comme s'il eust esté chargé de faire valoir les pretentions de l'Evesque: & le 27. aoust 1734. le seneschal de Perigord a rendu une sentence, qui a déclaré l'Evesque seigneur suzerain de l'entiere chastellenie d'Auberoche, qui a debouté le sieur de Saint-Astier des demandes qu'il avoit formées contre le sieur Arnaut, par rapport au fief de la Brochancie, & l'a condamné à rendre hommage à l'Evesque, pour les paroisses d'Antonne & Sarliac, & autres biens acquis par le contract de 1487.

L'appel de cette sentence a esté porté au Parlement de Bordeaux: l'affaire estoit de nature à estre communiquée au Procureur general, cependant elle ne l'a point esté; & après partage à la Grand-Chambre, l'Evesque de Perigueux a obtenu arrest le premier mars 1736. en la premiere des Requistes, par lequel la sentence a esté confirmée.

Le sieur de Saint-Astier s'est pourvû en cassation contre cet arrest du Parlement; & il a esté ordonné par arrest du Conseil du 26. février 1736. que la requête du sieur de Saint-Astier seroit communiquée à l'Evesque de Perigueux

7

& au sieur Arnaut, & que l'instance seroit jugée en la grande Direction, avec l'Inspecteur general du domaine, au rapport de M.^r Berthier de Sauvigny, auquel M.^r de la Porte a esté subrogé depuis.

L'Inspecteur general a formé opposition à l'Arrest du Parlement de Bordeaux, du premier mars 1736. & à l'arrest du Conseil du 6. Octobre 1674. & il a demandé qu'il soit fait deffenses à l'Evesque de Perigueux, de pretendre droit de mouvance sur aucun des vassaux de la chastellenie d'Auberoche, ni sur ceux auxquels il a esté aliené quelques paroisses dépendantes de cette chastellenie, depuis l'avenement de Henry IV. à la couronne; & qu'il soit ordonné au sieur de Saint-Astier & au sieur Arnaut, de rendre hommage au Roy pour les paroisses d'Antonne & Sarliac, & pour le fief de la Brochancie; & d'acquitter envers Sa Majesté & les officiers de son domaine, les autres droits & devoirs dont ils sont tenus.

C'est sur ces demandes qu'il s'agit de statuer: elles embrassent, comme l'on voit, trois objets; premierement, les paroisses d'Antonne & de Sarliac, que possède le sieur de Saint-Astier: en second lieu, tous les autres domaines qui ont autrefois fait partie de la chastellenie d'Auberoche, & qui en ont esté démembrés avec reserve de foy & hommage envers Sa Majesté, ou ses auteurs, avant ou depuis l'avenement de Henry IV. à la couronne: en troisieme lieu, le fief de la Brochancie, qui a esté acquis par le sieur Arnaut. Il est necessaire d'examiner chacun de ces trois chefs separement.

P R E M I E R C H E F,

Concernant les paroisses d'Antonne & Sarliac.

C E premier chef ne paroist pas susceptible de la plus legere difficulté. L'Evesque de Perigueux veut évincer le Roy, d'une mouvance dont Sa Majesté & ses auteurs ont joui sans aucune interruption depuis 1487. jusqu'à present, & qui est fondée sur les actes les plus précis & les plus authentiques, & sur la possession la mieux suivie & la plus tranquille; sur le titre original qui a fait passer aux sieurs de Saint-Astier la propriété des deux paroisses d'Antonne & Sarliac, qui appartenoient auparavant aux Seigneurs d'Albret, & que ces Seigneurs ont alienées à la charge expresse de l'hommage envers eux: sur un acte de 1597. émané du consentement mutuel de Henry IV. & du sieur de Saint-Astier, par lequel l'obligation de la foy & hommage envers le Roy, pour ces deux paroisses, a esté renouvelée: sur des hommages rendus à la Chambre des Comptes, & au Bureau des finances, en 1608. & 1665. sur des lettres patentes du Roy, & des ordonnances des Commissaires du domaine, des années 1610. 1641. & 1673. qui ont maintenu les sieurs de Saint-Astier dans leur propriété, toujours à la charge de rendre hommage au Roy: sur une reconnaissance précise du sieur de Saint-Astier, aujourd'huy propriétaire de ces deux paroisses, qui a déclaré en 1717. qu'il relevoit du Roy; declaration qu'il a opposée à un acte, par lequel l'Evesque de Perigueux, avoit, pour la premiere fois, dirigé contre luy une demande qui tendoit à l'obliger de luy rendre hommage; declaration qui a fait cesser les poursuites de l'Evesque, & au moyen de laquelle le sieur de Saint-Astier a conservé, sans aucun trouble, jusqu'en l'année 1734. la qualité de vassal immédiat de Sa Majesté.

Qu'oppose l'Evesque de Perigueux à des titres si formels, & à une possession si constante? Rapporte-t-il quelques actes, par lesquels il ait esté servi de la

mouvance sur ces deux paroisses, par lesquels il paroisse qu'il en ait joui concurremment avec le Roy, & qui soient capables de balancer les titres & la possession de Sa Majesté! l'Evesque de Perigueux ne represente aucune piece de cette qualité.

Il est reduit à dire que les hommages qui ont esté rendus au Roy, sont des actes *surpris*, qu'ils doivent estre regardez comme *une usurpation sur l'Evesché de Perigueux*: Que Henry IV. en se reservant l'hommage sur les deux paroisses, par l'acte de 1597. a fait ce qu'il n'estoit pas en droit de faire. Comme s'il suffisoit pour détruire des actes, de leur donner des qualifications odieuses, & de revoquer en doute le pouvoir de ceux qui les ont passez, sans rapporter aucune preuve solide de ces vains reproches.

Il est reduit à se servir, pour estayer sa pretention, de jugemens rendus en 1623. 1673. & 1674. lors desquels il ne s'agissoit pas des paroisses d'Antonne & de Sarliac; lors desquels, les titres concernant ces deux paroisses, n'estoient pas produits; lors desquels les sieurs de Saint-Astier propriétaires de ces paroisses, n'estoient point parties, qui n'ont rien décidé avec eux, à leur sujet, & contre eux.

Il est reduit à faire valoir une affiche qu'il a fait apposer dans les deux paroisses en 1674. une dénonciation qu'il a fait signifier au Procureur du Roy en 1679. actes extrajudiciaires, non connus du sieur de Saint-Astier, qui indiquent seulement, de la part de l'Evesque, une pretention de mouvance; mais qui marquent en mesme temps, la foiblesse de son pretendu droit, puisque ses tentatives, à cet égard, sont demeurées sans suite & sans effet jusqu'en 1734.

Il est reduit à opposer, que le sieur de Saint-Astier n'a point rendu d'hommage au Roy depuis 1717. Mais ne suffit-il pas qu'il ait refusé constamment de reconnoistre l'Evesque de Perigueux, & que cet Evesque n'ait esté servi par aucun des predecesseurs du sieur de Saint-Astier, pour écarter toute pretention de sa part? Ne suffit-il pas que le sieur de Saint-Astier ait déclaré expressement en 1717. qu'il relevoit de Sa Majesté, & qu'il ait esté lié envers le Roy; & par cette declaration personnelle, & par le titre primordial de sa propriété, & par les aveux rendus par ses auteurs, pour qu'il n'ait pu, quand il l'auroit voulu, abdiquer la qualité de vassal de Sa Majesté? Ne suffit-il pas que le Roy ait esté une fois propriétaire du droit de mouvance sur le sieur de Saint-Astier, qu'il ait joui de ce droit pendant plusieurs années, comme Roy, pour que ce droit soit devenu inalienable & imprescriptible?

Et par consequent, il ne peut estre douteux que le Roy doit estre maintenu dans le droit de mouvance immédiate sur les paroisses d'Antonne & de Sarliac, & que l'arrest de 1736. qui a condamné le sieur de Saint-Astier à rendre hommage à l'Evesque de Perigueux, pour ces deux paroisses, doit estre reformé.

S E C O N D C H E F,

Concernant les autres terres qui dépendent de la chastellenie d'Auberoche, comme domaine ou comme fief.

L'INSPECTEUR GENERAL s'est attaché à faire voir dans son premier dire, premierement, que plusieurs des terres qui dépendent de la chastellenie d'Auberoche, doivent estre regardées comme domaniales, parce qu'elles appartenoient à Henry IV. en 1589. & qu'elles sont devenues une portion du
domaine

domaine de l'estat, par l'avenement de ce Prince à la couronne. D'où l'Inspecteur general a conclu, que ces terres ne peuvent estre assujetties à la mouvance d'aucun seigneur particulier.

Il a fait voir en second lieu, que les terres de la chastellenie d'Auberoche, qui ont esté alienées à perpetuité par les auteurs de Henry IV. avec reserve de foy & hommage, doivent estre déclarées mouvantes immédiatement de Sa Majesté, & non de l'Evesque de Perigueux; parce que les droits de mouvance, qui ont une fois appartenu au Roy, ne peuvent plus estre alienez ni prescrits.

L'Evesque de Perigueux soutient au contraire, qu'il doit estre maintenu dans le droit de mouvance immédiate, sur toutes les dépendances de la chastellenie d'Auberoche; il se fonde sur plusieurs moyens.

Il pretend, 1.^o que la chastellenie d'Auberoche a relevé de toute ancienneté, de l'Evesché de Perigueux, & que l'avenement de Henry IV. à la couronne, n'a pû luy faire perdre ce droit de mouvance. 2.^o Que le Roy peut posséder un domaine privé, séparé de celui de l'estat; & qu'ainsi les portions de la chastellenie d'Auberoche, qui appartenoient à Henry IV. en 1589. comme héritier des Seigneurs d'Albret, n'ont point esté unies de plein droit au domaine, mais que le Roy a esté le maître de les aliener. 3.^o Que Catherine de Bourbon, sœur de Henry IV. qui avoit espousé Henry de Lorraine Duc de Bar, avoit sa moitié dans la propriété de la chastellenie d'Auberoche, qui est située en pays de droit escrit, & que cette moitié n'estoit pas susceptible d'union au domaine. 4.^o Que nos Rois sont tenus de mettre hors de leurs mains, les biens qu'ils viennent à posséder dans la mouvance de leurs vassaux; & que par consequent, le droit de mouvance qui appartenoit à l'Evesque de Perigueux, sur la chastellenie d'Auberoche, formoit un obstacle insurmontable à la réunion de cette chastellenie au domaine, & obligeoit le Roy de s'en défaire. 5.^o Que les auteurs de Henry IV. en alienant plus des deux tiers de la chastellenie d'Auberoche, ont commis un dépié de fief; qu'en consequence de ce dépié, les droits de mouvance qu'ils s'estoient reservez sur les portions alienées, ont esté dévolus de plein droit à l'Evesque de Perigueux leur seigneur suzerain; que ces droits de mouvance ayant esté perdus pour eux, ils n'ont pu en faire passer la propriété à Henry IV. & que ce Prince a pu encore moins les réunir au domaine. 6.^o Que les jugemens qui ont assuré jusqu'icy à l'Evesque de Perigueux, la jouissance du droit de suzeraineté, sur toute la terre d'Auberoche, ne peuvent recevoir aucune atteinte.

Pour détruire ce systeme dans toutes ses parties, l'Inspecteur general va établir les propositions suivantes.

La premiere, *Que le droit de mouvance sur la chastellenie d'Auberoche, n'appartenoit plus aux Evesques de Perigueux, depuis plusieurs siecles, lorsque Henry IV. est parvenu à la couronne.*

La seconde, *Que l'avenement de Henry IV. à la couronne, a rendu la chastellenie d'Auberoche, une portion du domaine de l'estat.*

La troisieme, *Que Madame Catherine de Bourbon, sœur de Henry IV. n'avoit point droit à la propriété de la chastellenie d'Auberoche, non plus qu'aux autres terres qui composoient le Domaine de la Maison de Navarre.*

La quatrieme, *Que la mouvance qui a appartenu anciennement à l'Evesque de Perigueux sur Auberoche, n'a pu former d'obstacle à la réunion de cette chastellenie au domaine, lorsque Henry IV. est monté sur le trosne.*

La cinquieme, *Que l'Evesque de Perigueux, ne peut opposer au Roy, le dépié de fief.*

La sixieme, Que les clauses de remercé, apposées à plusieurs des alienations faites par les Seigneurs d'Albret, concourent à détruire le moyen que l'Evesque de Perigueux a voulu tirer du dépié de fief.

La septieme, Que les jugemens obtenus par l'Evesque de Perigueux, ou par ses predecesseurs, ne peuvent prevaloir sur les droits du Roy.

PREUVES DE LA PREMIERE PROPOSITION,

Que le droit de mouvance immédiate sur la chastellenie d'Auberoche, n'appartenoit plus aux Evesques de Perigueux, depuis plusieurs siecles, lorsque Henry IV. est parvenu à la couronne.

CETTE premiere proposition, est d'autant plus importante, que si l'Inspecteur general réussit à l'establiir d'une maniere invincible, comme il ose s'en flatter, elle sappe par le fondement, toutes les pretentions de l'Evesque de Perigueux.

Suivant l'Evesque de Perigueux, « on auroit peine à trouver dans le royaume, » une mouvance mieux establie que la sienne; elle a esté reconnue publique-ment dans tous les temps. Elle est fondée sur la possession la plus constante, depuis près de 700. ans. »

Pour remplir ces grandes idées, l'Evesque de Perigueux a eu recours à tous les titres qu'il pouvoit découvrir, & en effet il en a cité dont il n'avoit point encore fait usage, lorsque l'Inspecteur general a donné son premier dire. Mais si la réunion de ces titres a jetté plus de lumiere sur ce qui s'est passé dans les anciens temps, si elle a levé les doutes de l'Inspecteur general à certains égards; elle luy a aussi donné lieu de faire de nouvelles recherches, qui luy fournissent un moyen décisif & peremptoire contre l'Evesque de Perigueux.

Voicy ce qui resulte des titres de l'Evesque.

* *Tome II.* Il paroist par des extraits imprimez dans le *Gallia Christiana**, que Frotarius Evesque de Perigueux, qui mourut en 991. après avoir gouverné son Eglise pendant 14. ans, avoit fait bastir, par ordre du Roy, différentes fortereffes, & entr'autres, le chasteau d'Auberoche, pour mettre le pays à couvert des incursions des Normands.

Le mesme recueil nous apprend, que *Geraldus de Gordonio*, qui devint Evesque de Perigueux en 1037. aliena, pour soutenir la guerre contre le Comte de Perigord, les principaux chasteaux de son Eglise, & notamment celui d'Auberoche.

Une Bulle du Pape Urbain III. de l'an 1187. énonce que le vicomte de Limoges possédoit Auberoche, dans la mouvance de l'Evesque de Perigueux.

En 1208. Artur de Limoges rendit hommage à l'Evesque, *pro castro & castellania de Alba-Rupe*.

Une sentence arbitrale rendue par l'Evesque de Perigueux, en 1257. entre Guy IV. Vicomte de Limoges, & l'Abbé & les Chanoines du Dorat, marque que l'Evesque regardoit Auberoche comme un fief qui relevoit de luy.

Marie de Limoges, héritiere de sa Maison, porta ce vicomté & la chastellenie d'Auberoche, à Artus de Bretagne son mary.

L'Evesque de Perigueux les fit assigner en 1282. pour qu'ils eussent à luy rendre hommage.

Artus de Bretagne satisfit à ce devoir en 1287.

Jean, Guy & Isabelle de Bretagne, rendirent pareil hommage à l'Evesque en 1302. 1314. & 1318.

Enfin l'Evesque de Perigueux rapporte un hommage de Tallerand, Cardinal de Perigord, dont on ne sçait point la date précise, mais qui a dû preceder sa mort, arrivée en 1364.

Cette suite de titres anciens établit suffisamment que la chastellenie d'Auberoche a relevé, dans l'origine, de l'Evesché de Perigueux, & que les Evesques ont joui de cette mouvance jusqu'en 1364.

Mais il n'en est pas moins constant qu'il y a eu une cessation absolue d'hommages & de reconnoissances en faveur de l'Eglise de Perigueux, au moins depuis 1364. jusqu'en 1589. que Henry IV. est parvenu à la couronne, attendu que l'Evesque de Perigueux ne produit aucun acte, par lequel il paroisse que ses predecesseurs ayent esté servi de cette mouvance pendant ce long espace de temps, qui embrasse la durée de plus de deux siècles.

Pour suppléer à ce défaut de titre, & jetter du doute, s'il estoit possible, sur un point de fait si essentiel, l'Evesque de Perigueux a eu recours à une énonciation qui se trouve dans l'arrest du 6. octobre 1674. cette énonciation est conçue en ces termes : *Extrait de l'inventaire des titres du tresor de Pau, contenant plusieurs hommages faits par le Vicomte de Limousin, à l'Evesque de Perigueux, collationné en l'an 1462.*

Mais, premierement, cette énonciation paroist fautive. Car comment auroit-on pû extraire du tresor des titres de Pau en 1462. des actes concernant une seigneurie qui n'a commencé à appartenir à la maison de Navarre, qu'en 1470. plus de huit années après.

En second lieu, quand on présupposeroit cette énonciation exacte, les hommages contenus dans cet extrait de 1462. n'ont pû estre rendus depuis 1346. jusqu'en 1437. attendu que la chastellenie d'Auberoche a cessé d'estre possédée, pendant cet intervalle de temps, par les Vicomtes de Limoges, mais a appartenu d'abord aux Comtes de Perigord, & ensuite aux Ducs d'Orleans, qui ne l'ont rendue aux Vicomtes de Limoges, que par le contract fait en 1437. entre Charles d'Orleans & Jean de Blois, dit de Bretagne, par l'entremise de Jean, bastard d'Orleans : ces hommages extraits dans le vidimé de 1462. ne peuvent pas non plus estre presumez avoir esté faits depuis 1437. car si l'Evesque de Perigueux avoit esté reconnu, soit par Jean de Blois, qui n'est mort qu'en 1454. soit par François de Blois sa niece & son héritiere, qui n'a esté mariée à Alain d'Albret, qu'en 1470. il auroit esté saisi de ces actes d'hommages en original ; il n'auroit pas eu besoin, pour en prendre connoissance, de se faire delivrer un vidimé, auquel on n'a ordinairement recours que pour conserver & rendre plus lisibles des titres anciens. Par consequent l'extrait de 1462. ne peut indiquer d'autres hommages, en faveur des Evesques de Perigueux, que ceux dont on a rendu compte jusqu'icy, & anterieurs à 1346.

En troisieme lieu, un extrait qui n'est point rapporté tout au long, qui se trouve simplement visé dans un arrest, mais d'une maniere qui ne peut donner aucune notion du temps dans lequel les actes dont cet extrait faisoit mention, ont esté passez, ne peut jamais former de titre, & suppléer à la representation des actes originaux.

Par consequent l'Evesque de Perigueux ne prouve point que ses predecesseurs ayent continué d'estre servis depuis 1364. par consequent il ne prouve point que la chastellenie d'Auberoche relevât encore de son Evesché lorsque Henry IV. est monté sur le trosne.

L'Evesque de Perigueux croit avoir entierement respondu à ce moyen, en opposant que les maximes féodales ne permettent pas de revoquer en doute que

le vassal ne peut prescrire la liberation de la foy & hommage contre son ancien seigneur, ces devoirs estant dûs *in recognitionem superioritatis, in quibus*, dit du Moulin, *omnis præscriptio rejicitur*.

Mais l'Inspecteur general n'a pas pretendu que les auteurs de Henry IV. aient cessé de devoir la foy & hommage aux Evêques de Perigueux, par la voye de la prescription. Il a seulement présenté la cessation absolüe de tous devoirs, de tous actes d'hommage, & de toute autre reconnoissance de la part des propriétaires de la chastellenie d'Auberoche, envers les Evêques de Perigueux, pendant l'espace de plus de deux siècles, comme une marque que le droit des Evêques, quand il ~~se~~ auroit esté bien fondé d'abord, avoit esté esteint dans la suite par une voye legitime: & ce que l'Inspecteur general ne proposoit dans son premier dire, que comme une presumption très-naturelle, & presque nécessaire, il est presentement en estat d'en donner une preuve complete & démonstrative.

Elle se tire des propres titres de l'Evêque de Perigueux, & des lettres patentes du Roy Charles VI. dont on va rendre compte.

On a vû par les premiers titres de l'Evêque, que la chastellenie d'Auberoche avoit esté originairement donnée en fief aux Vicomtes de Limoges; que Marie de Limoges héritiere de sa Maison, avoit porté cette seigneurie à Artus de Bretagne son mary.

Guy de Bretagne leur second fils, eut en partage le comté de Penthièvre, la vicomté de Limoges, & la chastellenie d'Auberoche. Ces seigneuries furent recueillies après sa mort, par Jeanne de Bretagne sa fille unique: elle épousa en 1337. Charles de Blois; & en 1346. Philippe de Valois Roy de France, les engagea à vendre la chastellenie d'Auberoche à Tallerand, Cardinal de Perigord.

Voilà ce qui donna occasion à ce Cardinal, de faire rendre peu de temps après, l'hommage dont on n'a point la date, & qui est le dernier acte par lequel l'Evêque de Perigueux ait esté servi de la chastellenie d'Auberoche.

La succession du Cardinal de Perigord passa à son neveu Archambaud IV. du nom, Comte de Perigord. Ce seigneur s'estant revolté contre le Roy, & ayant commis de grands excez contre differens particuliers, le Parlement de Paris rendit un arrest contre luy le 18. avril 1396. par lequel il fut banni du royaume, & ses biens furent confisquez au profit du Roy.

Archambaud V. son fils, ayant perseveré dans la mesme revolte que son pere, fut pareillement banni du royaume, par arrest du Parlement du 19. juillet 1399. & tous ses biens furent confisquez au Roy, *pour crime de leze-majesté*.

Charles VI. estant devenu propriétaire, à ce titre, du comté de Perigord, de toutes les terres qui y estoient jointes, & en particulier de la chastellenie d'Auberoche, cette seigneurie fut nécessairement affranchie de la mouvance de l'Evêque de Perigueux, parce que le Roy ne peut relever d'aucun de ses sujets. L'Evêque n'eut plus d'autre droit à exercer, à cet égard, que de demander une indemnité proportionnée à la perte qu'il souffroit par l'extinction de sa mouvance; & cette indemnité luy fut sans doute accordée, suivant l'usage qui a esté observé de tout temps à ce sujet, & dont on rapportera dans un moment, des exemples très-anciens.

Non seulement la mouvance de l'Evêque de Perigueux sur la chastellenie d'Auberoche, fut esteinte *de droit*, aussi-tost que la propriété de cette chastellenie eut esté acquise au Roy, comme on le démontrera avec plus d'estenduë dans la suite, mais mesme l'Inspecteur general rapporte un titre émané du Souverain, qui établit d'une maniere positive, que cette mouvance de l'Evêque fut esteinte *de fait*, en sorte qu'elle n'a esté ni pû estre recréée depuis: car Charles VI. ayant

ayant jugé à propos d'employer les biens qui luy estoient eschûs par la confiscation prononcée contre le comte de Perigord, à augmenter les domaines de Louis Duc d'Orleans son frere, il luy en fit don par des lettres patentes du 23. janvier 1399. & il s'en reserva expressement l'hommage.

Au moyen de cette clause, ces lettres de don forment un titre constitutif de mouvance, au profit du Roy & de sa couronne, sur tout ce qui faisoit la matiere du don, & specialement sur la chastellenie d'Auberoche.

Voicy en quels termes ces lettres s'expliquent :

« Feu Archambaud, comte de Perigord, & autre Archambaud son fils, tous deux nos sujets justiciables, ayant violé la foy & fidelité qu'ils nous doivent, & à « nostre couronne de France, pour avoir commis le crime de leze-majesté envers « Nous & la chose publique de nostre royaume, s'estant rendus felons, rebelles & « desobeissans à leur Prince naturel & legitime, & par ce moyen, leurs villes & « fiefs nous ayant esté acquis & confisquez; Considerant les bons & agreables ser- « vices que Louis Duc d'Orleans, nostre très-aimé & très-cher frere nous a faits : « Ayant eu avis de nostre Grand-Conseil, de nostre certaine science, pleine puis- « sance & autorité royale, par ces presentes, avons donné, accordé & octroyé, « donnons, accordons & octroyons à nostredit frere, & à tous ses hoirs & suc- « cesseurs quelconques, le comté de Perigord, avec son titre, chasteau & chaste- « lenie, *le chasteau d'Auberoche*, le comté de Bourdeil, le chasteau de Montignac, « le chasteau de Razac, &c. avec tous les tenemens, profits & émolumens, « fiefs & arrieres-fiefs, tous & chacuns leurs appartenances & dépendances quel- « conques, lesquels nous sont acquis & confisquez, & à nostre couronne, comme « de ce appert & resulte par les arrests sur ce donnez & intervenus en nostre Cour « de Parlement à Paris. » *SAUF ET RESERVÉ toutefois, la foy & hommage dûs à Nous & à nos successeurs; lesquels foy & hommage, tant nostredit frere que ses successeurs, seront tenus prester toutes & quantes fois que le cas y écherra, tant à Nous qu'à nosdits successeurs Rois.*

Ces lettres developpent d'une maniere bien claire & bien précise, quelle a esté la veritable raison pour laquelle les Evesques de Perigueux n'ont point esté reconnus pour seigneurs suzerains d'Auberoche, par aucun de ceux auxquels cette chastellenie a appartenu depuis ce don, jusqu'à l'avenement de Henry IV. à la couronne: c'est que cette chastellenie avoit esté acquise au Roy par confiscation, & que le Roy ne l'avoit donnée qu'à la charge qu'on la tiendrait de luy en fief: c'est qu'au moyen de la reserve expresse que le Roy a faite par ses lettres de 1399. du droit de mouvance immédiate sur Auberoche, & sur les autres choses qui faisoient l'objet du don, cette mouvance a esté, pour se servir des propres termes des lettres, *inseparablement acquise & incorporée au domaine & à la Couronne.*

Charles Duc d'Orleans succeda à son pere en 1407. Ce Prince ayant eu le malheur d'estre fait prisonnier par les Anglois, se détermina, après plusieurs années de captivité, à aliener les biens qu'il possédoit dans le Perigord; il donna sa procuration à Jean bastard d'Orleans, comte de Dunois, qui en fit la vente en son nom en 1437. à Jean de Blois, dit de Bretagne, petit-fils de Charles de Blois & de Jeanne de Bretagne, qui avoient vendu la seigneurie d'Auberoche à Talle-
rand Cardinal de Perigord, en 1346.

C'est ainsi que les vicomtes de Limoges, qui avoient cessé de posséder cette chastellenie pendant près de cent ans, s'en trouverent de nouveau propriétaires; mais avec cette difference, qu'ils l'avoient reçue d'abord des Evesques de Perigueux, à la charge de l'hommage envers leur Evesché; au lieu qu'ils la possederent pour la seconde fois, libre de cette mouvance, comme l'ayant acquise des

Ducs d'Orleans, auxquels le Roy l'avoit donnée, à condition qu'ils la tiendroient immédiatement en fief de la couronne.

Jean de Bretagne décéda sans enfans en 1454. il eut pour héritière Françoise de Bretagne, sa niece, qui épousa Alain d'Albret en 1470.

En conséquence de cette alliance, Jean, Henry & Jeanne d'Albret, Antoine de Bourbon, & Henry IV. ont possédé successivement la chastellenie d'Auberoche, comme un fief relevant nûement du Roy, sans avoir jamais esté troublez ni inquietez par les Evesques de Perigueux, sans que jamais ces Evesques leur ayent demandé aucun hommage.

La proposition que l'Inspecteur general a avancée, ne peut donc recevoir aucun doute; sçavoir, *Que le droit de mouvance immédiate sur la chastellenie d'Auberoche, n'appartenoit plus aux Evesques de Perigueux depuis plusieurs siecles, lorsque Henry IV. est parvenu à la couronne.*

Le titre qui a anéanti la mouvance de l'Evesque, est connu & legitime, sçavoir, la propriété de cette chastellenie acquise au Roy Charles VI. par droit de confiscation.

C'est donc inutilement que l'Evesque veut tirer avantage d'un ancien droit de mouvance qui est esteint depuis si long-temps, & dont ses predecesseurs ont reçu, ou du moins laissé prescrire l'indemnité.

Il faut donc écarter cette pretendüe possession de *sept cens ans*, que l'Evesque de Perigueux a alleguée si legerement.

Donc tous les autres moyens qu'il a proposez, & qui ont pour base cette fausse présupposition d'un droit de mouvance appartenant encore à son Evesché lorsque Henry IV. est devenu Roy de France, tombent d'eux-mesmes, & se détruisent entierement, sans avoir besoin d'un plus ample contredit, puisque le fondement sur lequel ils sont appuyez, & sans lequel ils ne peuvent se soutenir, n'a rien de solide ni de réel.

Mais, pour ne rien obmettre de ce qui peut contribuer à la deffense des droits de Sa Majesté, & sans se départir de ce moyen décisif & peremptoire, l'Inspecteur general va faire voir par l'establissement des propositions suivantes, que quand mesme l'Evesque de Perigueux justifieroit que ses predecesseurs ont conservé la suzeraineté de la chastellenie d'Auberoche jusqu'au moment que Henry IV. est monté sur le trosne, il n'en seroit pas moins certain que l'avenement de ce Prince à la couronne, auroit rendu la chastellenie d'Auberoche une portion du domaine de l'Estat, & l'auroit, par conséquent, affranchie de la mouvance de tout seigneur particulier.

PREUVES DE LA SECONDE PROPOSITION.

Que l'avenement de Henry IV. à la couronne, a rendu la chastellenie d'Auberoche une portion du domaine de l'Estat.

L'ESTABLISSEMENT de cette proposition dépend d'un principe qui est aujourd'huy universellement reconnu, sçavoir, que tout ce qui appartient au Roy, lors de son avenement à la couronne, se réunit de plein droit au domaine.

NOUS n'admettons point en France de distinction entre le domaine de l'Estat & le domaine du Prince; nous ne reconnoissons en ce royaume, qu'une seule espece de domaine, sçavoir, le domaine de la couronne, auquel se réunit de plein droit tout ce que le Prince possède à titre particulier lorsqu'il parvient au trosne.

Ce principe est fondé sur ce que le Souverain, en parvenant à la couronne, se

consacre totalement au public, & devient l'homme de son estat au moment qu'il commence à en estre le maître.

Les biens doivent naturellement suivre la personne dont ils ne sont que l'accessoire ; c'est pourquoy le public qui acquiert des droits sur la personne du Souverain lorsqu'il devient Roy, en acquiert aussi sur tous ses biens.

Il se forme entre le Souverain & l'Estat une union si intime, qu'elle opere entr'eux une espece d'identité de personne, de biens, d'intérêt, de volonté & d'action.

Cette union est si parfaite, qu'on ne peut plus les envisager separement l'un de l'autre, elle est perpetuelle & indissoluble ; par consequent ils ne doivent plus rien posséder qu'en commun : & il est juste que la communication de tous les avantages que le Prince reçoit de l'Estat, en devenant Roy, soit recompensée par une communication reciproque au profit de l'Estat, de tous les droits qui sont propres à la personne du nouveau Souverain.

A la verité, les loix Romaines ont suivi d'autres maximes, elles ont distingué deux patrimoines du Prince, *fiscale scilicet, & privatum*, & elles ont réglé diversement l'administration de ces deux genres de domaine ; c'est pourquoy plusieurs de nos auteurs, qui ont travaillé sur ces loix, ont pensé d'après elles, que l'on pouvoit pareillement distinguer en France les biens dont la propriété est attachée à la personne du Souverain, de ceux qui appartiennent à la souveraineté & à l'estat : mais ces auteurs n'ont embrassé ce sentiment, que parce qu'ils n'ont pas assez approfondi la difference infinie qui se trouve entre la constitution de notre monarchie, & celle de l'empire Romain.

Si dans l'empire Romain on reconnoissoit un domaine particulier à l'Empereur, & separé de celui de l'empire, c'est que l'Estat, en élevant un de ses membres à la dignité imperiale, n'adoptoit que sa personne, & non pas sa descendance & sa famille ; la dignité imperiale n'estoit pas héréditaire, elle dépendoit du choix du peuple, ce choix pouvoit tomber sur une personne estrangere à la famille du dernier Empereur ; c'est pourquoy il convenoit que les biens propres à cette famille ne fussent point confondus avec la masse des domaines publics, afin que les descendans de l'Empereur pussent retrouver dans ses biens particuliers, & dans les accroissemens qu'ils avoient pû recevoir pendant le temps de son élévation, de quoy soutenir avec distinction & avec honneur, le souvenir de la dignité suprême dont leur auteur avoit été revêtu.

Dans nostre monarchie, la dignité royale est attachée à une seule & même famille, elle doit passer à toute la descendance masculine de celui qui y a esté appelé par la loy de l'Estat : c'est pourquoy il est du devoir & de l'honneur de la nation, de pourvoir avec magnificence le Souverain & toutes les personnes qui lui appartiennent, de tout ce qui est nécessaire pour soutenir avec éclat le rang auguste qu'ils occupent : c'est la premiere charge & la plus honorable du domaine public, de fournir à leur entretien.

Aussi, dans ce royaume, tout ce qui est à l'Estat, est réputé appartenir au Souverain.

Son Fils aîné a pour partage cette destination glorieuse de succéder à la couronne, qui est le principe de tous les honneurs qui lui sont déferez ; les autres Fils de France reçoivent en apanage, des terres considerables qui se transmettent de masse en masse.

Les filles, & même les sœurs du Roy, sont dotées en deniers suffisans pour leur procurer des établissemens convenables à la noblesse de leur sang.

Estant tous si honorablement pourvus par les loix & coustumes du royaume, sur le domaine public, ils n'ont plus besoin de biens propres & particuliers.

Des biens de cette nature forment le partage des personnes d'une condition privée, & on ne peut envisager comme tel, celui qui est consacré pour toujours à gouverner l'estat.

Cette noble occupation luy imprime un caractère public, qui affecte nécessairement tout ce qu'il est, & tout ce qu'il possède, & sa personne, & ses biens.

Le Souverain est saisi de plein droit de la couronne, par la loy de l'estat; reciproquement, la personne du Souverain est acquise de plein droit à l'estat, lors de son avènement au trône. Comme le Souverain participe nécessairement à toutes les richesses & à toute la puissance de l'estat, reciproquement, l'estat doit participer, avec le Souverain, à la propriété de tout ce qu'il se trouve posséder au moment qu'il devient Roy.

En un mot, comme le Souverain & sa famille sont adoptez par l'estat, comme ils luy appartiennent entierement, comme ils y occupent le premier rang, comme ils sont destinez à y commander, ils ne doivent plus attendre d'autre grandeur, d'autre fortune, que celle de l'estat mesme.

CES MAXIMES ont esté mises dans un grand jour, & soutenues avec succès, par plusieurs deffenseurs illustres des droits de la couronne; elles sont appuyées sur ce qui a esté constamment observé à cet égard, depuis le commencement de la troisieme race; & les edits, declarations & arrests qui ont esté rendus en consequence, les ont confirmées d'une maniere si authentique & si précise, qu'il n'est plus possible de douter de l'effet qu'elles doivent avoir.

M.^r le Procureur general de la Guesle, dans sa quatrieme remontrance au sujet des lettres patentes du 13. avril 1590. par lesquelles Henry IV. vouloit desunir son patrimoine d'avec le domaine royal, a posé pour premier principe en cette matiere, & pour fondement de son opposition à l'enregistrement de ces lettres, « Que les seigneuries qui appartiennent à nos Rois à titre particulier, *sont censées appartenir au royaume* par une suite du *mariage politique* qu'ils contractent avec leur couronne. »

Il n'a pas dissimulé que cette confusion & ce meslange des domaines royaux pourroit sembler nouveau à plusieurs qui se sont fait croire y avoir en France deux domaines, l'un public & royal, qui vient aux Rois par le droit de leur couronne, l'autre privé & particulier, par succession, acquisition, donation ou autre titre particulier.

Que cette distinction estoit tirée, comme plusieurs autres, du droit qui s'observoit dans l'empire Romain.

Qu'en effet, chez les Romains, le patrimoine de l'estat & celui du Prince estoient administrez par des officiers differents.

Que l'un estoit employé aux affaires publiques, & l'autre aux affaires propres du Prince.

Et que divers peuples ont admis la mesme distinction.

Mais, continuë M.^r de la Guesle, *nonobstant ces opinions differentes, nous devons soutenir que la France ne reconnoist qu'un seul domaine & d'une seule sorte, à sçavoir, le public de la couronne, elle ne sçait ce que c'est du domaine privé; au moins sont ils tellement joints & unis ensemble, & de fait & de nom, qu'ils ne peuvent se separer ni disjoindre.*

M.^r de la Guesle convient que dans les estats électifs, tel qu'estoit l'Empire Romain, il n'eust pas esté juste que l'estat profitast des biens d'une famille, à l'entretien de laquelle il ne se chargeoit pas de pourvoir pour tousjours.

Mais, ajoute-t-il, *ès Royaumes successifs, la division de patrimoine n'a point de lieu, & ce qui appartient au Prince de l'estat, à quelque titre que ce soit, appartient aussi à l'estat.*

Ce qu'il possédoit avant d'estre Roy, à titre privé, est rendu royal par son avènement à la couronne.

C'est ce que nous soutenons s'observer en France, où le domaine public attire, joint

joint & unit avec soy le domaine particulier qui est eschû aux Rois; en sorte qu'il s'en fait un meſlange indiffoluble du tout en tout. ~~###~~

C'est ce qui a relevé la royauté en la grandeur qui croiſt à l'entour de nos Rois, & les environne de tant de gloire & de ſplendeur.

C'est ce qui a réuni à la couronne tant de ducheſ, de comtez & autres ſeigneuries, qui, auparavant, eſtoient tenuës & poſſedées par des ſeigneurs particuliers. —

C'est ce qui a rendu cet eſtat monarchique. C'eſt-à-dire, ce qui l'a ramené à ſa premiere nature. +

M.^r de la Gueſle attribué, avec raiſon, la décadence de cet eſtat, qui eſtoit devenu ſi puiſſant & ſi eſtendu dès ſes premiers commencemens, à la diviſion qui s'en fit en pluſieurs royaumes ſous les enfans de Clovis. —

Il releve, comme une ſeconde cauſe du *ravalement de l'Empire*, ſous les enfans de Charlemagne, la profuſion avec laquelle ils alienoient le domaine public, non-ſeulement des villes, mais auſſi des provinces entieres, par jaloſie mutuelle, & pour s'acquérir des ſerviteurs les uns contre les autres. ~~###~~

Et il obſerve que Hugues Capet devenu chef de la troiſieme race, a, par ſa prudence, & par une conduite toute oppoſée, jetté les fondemens ſolides *de la diuturnité de l'eſtat.* —

Premierement, *en retranchant tout-à-fait les partages royaux.*

Secondement, *en reſtabliſſant la non-alienation du domaine royal.* —

En troiſieme lieu, *en accroiſſant le peu de domaine que ſes predeceſſeurs luy avoient laiſſé, par la jonction du particulier qu'il poſſedoit, ſçavoir, les duché & comté de France & de Paris.* —

Cet enchaînement de maximes, fait ſentir combien les principes du domaine ſont lieſ les uns aux autres; que l'eſtabliſſement de l'un préſuppoſe & rend neceſſaires tous les autres, & qu'on ne peut en affoiblir un ſeul, ſans les mettre tous en peril de recevoir quelque atteinte:

Que l'on doit regarder comme des loix fondamentales, la neceſſité de conſerver & d'accroître le domaine, l'obligation d'y réunir tout ce que le Roy poſſede de ſon chef, & l'inalienabilité & l'imprescriptibilité de ce meſme domaine: +

Et que ceux qui croient que ces loix ſont nouvelles, & qu'elles n'ont commencé à exiſter que depuis un ou deux ſiecles, ſe trompent infiniment.

C'eſt, en effet, une verité de tous les temps & de tous les âges, que tout eſt Roy dans noſtre Monarque, ſa Perſonne, ſes biens & ſa puiſſance. ~~###~~

Il eſt également certain, qu'il a touſjours eſté de la nature du domaine de la couronne, d'eſtre inalienable, imprescriptible & hors du commerce, c'eſt-à-dire, non ſuſceptible de propriété privée, attendu ſa deſtination à l'avantage general de l'eſtat, auquel il eſt totalement conſacré, attendu que c'eſt pour cet uſage, pour le bien commun du Prince & de ſes ſujets, que l'adminiſtration & la jouiſſance en eſt confiée au Souverain, & que ce bien public doit touſjours l'emporter ſur les intereſts particuliers. X

A la verité, il faut convenir que pendant long-temps on a perdu de vûe ces grandes & ſaines maximes: mais les inconveniens qui ont ſuivi, pour s'en eſtre écarté, ont juſtifié qu'elles eſtoient veritablement de l'eſſence du gouvernement, puisſqu'il ne pouvoit ſe ſoutenir à moins qu'on ne revînt à les obſerver exactement.

C'eſt à quoy les Rois de la troiſieme race ſe ſont particulierement appliquez. Inſtruits par les malheurs qui ont affligé les deux premieres lignées, ils ont reconnu que l'autorité ſouveraine ne devoit point eſtre partagée; que le

domaine, qui est destiné à soutenir cette autorité, ne devoit point estre divisé, moins encore aliéné; que le Prince, entierement consacré à l'intérêt de son royaume, ne devoit point estre occupé d'un intérêt particulier; que ce seroit affoiblir sa propre substance, que la separer de celle de ses sujets.

Que tout ce qui estoit à l'estat, estoit entierement à sa disposition, & que mutuellement tout ce qui appartenoit au Prince, devoit se confondre avec le domaine public.

Lors de la premiere race, l'on n'estoit venu au partage de l'autorité & des provinces, entre les enfans du Souverain, que parce qu'ils regardoient la souveraineté & l'estat comme un bien patrimonial, à la propriété duquel ils avoient également droit: mais pour avoir porté sur cela leurs pretentions trop loin, ils ont absolument perdu pour leur famille, ce qu'ils avoient divisé entr'eux.

Les Rois de la seconde race, pour ne s'estre attaché qu'à ce qui leur estoit propre, pour avoir esté trop prodigues du domaine public, se sont tellement affoiblis, que le nom seul de Souverain estoit ce qui les distinguoit des autres grands Seigneurs, dont quelques-uns estoient devenus plus riches qu'eux en domaines, & presque égaux en autorité.

La réunion de toute la puissance royale en une seule personne, a esté enfin reconnüe comme le plus sûr & l'unique moyen de la conserver dans toute sa splendeur, de la rendre la source de la sûreté & de la tranquillité des sujets, & de la perpetuer dans la famille qui en est dépositaire.

La dignité du Monarque, l'éclat qui doit l'environner, les richesses qui doivent réjaillir sur tous ceux qui composent sa famille, le bonheur des peuples, n'ont paru assurés que par la réunion de tous les membres du domaine du Prince & du public, en un seul corps, toujours susceptible d'accroissement, & toujours inalienable & imprescriptible.

M.^r de la Guesle observe encore que Hugues Capet auroit pû trouver des raisons dans quelques exemples des temps precedens, pour retenir les duché de France & comté de Paris, en son domaine particulier, *Honorez qu'ils estoient de la premiere Pairie, cet honneur eût pû estre continué en un des enfans de France: mais la necessité du bien de l'estat, l'emporta sur toute autre consideration; joint qu'il pouvoit avoir appris que telle estoit l'ancienne & premiere observation de France, sur la réunion des domaines que les Rois possédoient.*

C'est, continué cet auteur, ce que nous disons aujourd'huy au Roy, & soutenons pour le Roy, contre le Roy, c'est-à-dire, pour les droits de la couronne, contre son intention représentée es lettres patentes dont est question; à ce qu'ayant fait ce bel acquest de la couronne, il luy laisse l'acquest que par ce moyen elle a fait de tant de terres & seigneuries relevantes d'elle médiatement & immédiatement; lesquelles, comme en son particulier il les a possédées tant qu'il n'a esté que particulier, il les possède comme Roy dès la mesme heure que le soleil a commencé de l'appercevoir tel.

M.^r de Beloy Avocat general du Parlement de Toulouse, s'est expliqué sur le mesme sujet, à peu-près dans les mesmes termes. * *Le patrimoine particulier du Prince, se confond, dit-il, & se réunit à la couronne, par l'élevation d'iceluy au sceptre royal; la communication des biens propres du Prince, avec ceux de l'Estat, & la communauté d'iceux, procede & se fait en vertu de ce mariage politique que le Roy contracte avec sa couronne. Tout ce qui luy appartient, lors de son avènement, est dû à la chose publique; tout ce qu'il fait, se fait par luy en qualité de Roy, & ne peut sa personne particuliere tant y estre considérée, comme sa dignité.*

* A la suite
des arrets de
Maynard.

premiere race

2^e race

Seigneurie

M.^r le Brét a pensé de mesme. * *Une chose particuliere à cet estat, c'est qu'on ne met point de distinction entre le domaine privé du Roy & celui de la couronne : il nous faut tenir pour certain, qu'entre les loix fondamentales de cette monarchie, celle-cy est une des principales, qui veut que toutes les terres & seigneuries que possèdent nos Rois, soient acquises à la couronne, si-tost qu'on leur a mis le sceptre en main, & qu'ils ont pris possession de la royauté, comme s'ils luy en faisoient un don en faveur de ce mariage politique qu'ils contractent avec elle par les ceremonies de leur sacre, & pour recompense de ce que de sa part, elle leur donne la jouissance de tous ses droits & de tous ses honneurs ; & cette loy est l'une de celles que nos Rois sont tenus de garder & d'observer, par le serment qu'ils font en leur couronnement.* * Livre V. décision 3.

M.^r Dupuy, dans ses traitez touchant les droits du Roy, * declare, qu'on a tenu pour maxime en France, que lorsque nos Princes deviennent Rois, les fiefs qu'ils possèdent à titre particulier, & qui relevent de la couronne, demeurent joints & unis au domaine public ; en sorte qu'ils n'ont plus qu'un domaine, qui est celui de la couronne. * Page 728.

AU SUFFRAGE de ces differens auteurs, se joignent les exemples que l'histoire nous fournit, & qui prouvent que la loy de l'union de plein droit au domaine, par l'avenement du Roy à la couronne, a toujours esté constamment observée, depuis le commencement de la troisieme race.

HUGUES CAPET, qui a renouvelé cette loy, s'y est conformé le premier, en réunissant à la couronne, comme on vient de l'observer, le comté de Paris, dont il estoit propriétaire avant d'estre Roy. I.^{er} exemple.

La contestation que Charles le Bel eut à soutenir contre Eudes Duc de Bourgogne, donna lieu de développer cette maxime. II.^{er} exemple.

Voicy quelle en fut l'occasion. Le Roy Philippe le Bel, en mariant Philippe le Long son second fils, avec Jeanne fille de Othelin Comte de Bourgogne, luy donna en apanage le comté de Poitou.

Louis Hutin, frere aîné de Philippe le Long, intervint à ce contract, & luy transporta sur les biens de leur mere commune, Jeanne Reine de France & de Navarre Comtesse de Champagne & de Brie, *six cens livres de terre en Champagne* ; c'est l'expression dont on se servoit alors pour désigner une certaine estendue de biens fonds.

En 1316. Philippe le Long succeda à la couronne de France, après la mort de Louis Hutin.

En 1322. il laissa de son mariage quatre filles, dont l'aînée avoit espousé Eudes, Duc de Bourgogne.

Eudes forma complainte contre le Roy Charles le Bel, tant pour le comté de Poitou, que pour les *six cens livres de terre en Champagne*, prétendant en estre saisi, à cause de sa femme, par la coustume generale de France, comme plus prochaine héritiere habile à succeder à son pere en ce qui luy appartenoit auparavant qu'il fust Roy, sur-tout pour le regard des biens qui n'estoient du domaine de la couronne, mais de la succession de la Reine Jeanne son ayeule.

Par rapport au comté de Poitou, qui avoit esté donné en apanage à Philippe le Long, il n'estoit pas douteux que ce domaine avoit esté réuni de plein droit, par l'avenement de ce Prince à la couronne ; mais les *six cens livres de terre en Champagne*, paroissoient recevoir plus de difficulté.

Le Procureur general soutint « que Philippe le Long, estant devenu Roy, avoit possédé, non-seulement le comté de Poitou, mais aussi les *six cens livres de terre*, comme Roy, quoyqu'auparavant elles ne fussent du domaine de la «

*possession de
5 ans Réunion*

» couronne, & n'eussent appartenu à aucun Roy; qu'elles avoient esté jointes
» & unies par cette possession royale, quoyqu'elle n'eût esté que de cinq ans,
» & que Charles le Bel, qui avoit succédé au royaume, en devoit par consé-
quent demeurer saisi. «

Sur ces diverses contestations, il intervint arrest le 11. fevrier 1326. par le-
quel Eudes & sa femme furent déboutez de leur complainte, & la possession
adjudgée au Roy.

M.^r de la Guesle, qui rend compte des circonstances dans lesquelles cet arrest
fut rendu, adjoute, *Et bien que l'arrest leur eût réservé le petitoire, toutesfois depuis
ne s'en remuerent; aussi estant donné sur le point de droit, & de droit François,
qui rendoit royal ce qu'un Roy avoit possédé, qu'est-ce, qu'au petitoire le Duc
& sa femme eussent pû apporter de nouveau, lequel n'eust esté débattu, examiné
& jugé!*

La maniere dont Chopin rapporte le mesme arrest, fait conoistre que ç'a esté
là le veritable motif de sa décision; car le moyen principal, dont se servoit le
Procureur general, a esté visé dans l'arrest, en ces termes, *Procurator noster,
proposito quòd licet germanus noster Philippus, tempore quo erat Comes
Pictaviensis, præmissa possedisset ut Comes, tamen statim quòd fuit Rex, desiit
possidere ut Comes, & quòd tanquam Rex de præmissis saisitus decessit.*

Ces expressions marquent clairement que la maxime estoit reçue en 1322.
comme aujourd'huy, que le Roy ne peut avoir de domaine separé de celuy de
l'estat; que ce qui lui appartenoit, comme particulier, il commence à le posséder
comme Roy aussi-tost qu'il est parvenu au trosne.

III.^e exemple.

LES COMTEZ de Champagne & de Brie fournissent un exemple encore
plus considerable, de l'union qui se fait de plein droit, par l'avenement à la
couronne.

Jeanne, fille & héritiere de Thibault, Roy de Navarre, Comte de Cham-
pagne & de Brie, avoit épousé, comme on l'a dit, Philippe le Bel, dont
elle eut trois fils, Louis Hutin, Philippe le Long & Charles le Bel: Louis,
comme l'aîné, recueillit dans la succession de sa mere, n'estant point encore
Roy, la Brie & la Champagne; il parvint à la couronne après Philippe le Bel son
pere. Il laissa, en mourant, une fille unique appelée Jeanne, issue du premier
mariage qu'il avoit contracté avec Marguerite de Bourgogne, fille du Duc
Robert II. & un fils posthume, dont Constance de Hongrie, sa seconde femme
estoit enceinte: ce fils, qui fut appelé Jean, fut saisi, en naissant, de tous les
droits que son sexe luy donnoit à l'exclusion de sa sœur, non-seulement à la
couronne de France, mais aussi aux comtez de Champagne & de Brie; mais
n'ayant vecû que huit jours, Jeanne de France pretendit devoir succéder aux
comtez de Brie & de Champagne, comme estant sœur du petit Roy Jean, nou-
vellement decédé, & plus proche, par conséquent, que Philippe le Long &
Charles le Bel, qui n'estoient que ses oncles; & attendu d'ailleurs que ces deux
comtez venoient de Jeanne de Navarre, son ayeule, & formoient un propre ma-
ternel, auquel elle avoit droit, comme fille de l'aîné.

Néanmoins Philippe le Long, recueillit avec la couronne, les comtez de
Brie & de Champagne, & en demeura paisible possesseur, comme de biens qui
avoient esté unis au domaine royal par l'avenement de Louis Hutin. Cho-
pin cite l'arrest qui prononça en faveur de Philippe le Long: *Campaniam be-
neficium esse Francorum Regum, cum sceptris rerum mixtura confusum.*

Indépendamment de cet arrest, à quel titre autrement, dit M.^r de la Guesle,
ces deux comtez eussent-ils appartenu à Philippe le Long, sinon comme Roy?

A quel

*non de 5 jours
Réunion*

A quel titre eût-il troublé la succession de la fille au pere, s'il n'eût eu le droit de la couronne, fondé sur l'union taissible des patrimoines des Rois avec le domaine public, fondé sur ce que Louis Hutin, qui avoit possédé la Brie & la Champagne comme Comte, pendant la vie & le regne de Philippe le Bel, étant parvenu à la couronne, après la mort de son pere, avoit commencé aussi-tost de posséder ces deux provinces comme Roy ?

Aussi ces deux comtez passerent-ils de Philippe le Long à Charles le Bel son frere, & après la mort de celui-cy, sans enfans, à Philippe de Valois, qui ne descendoit point de Jeanne de Navarre ; & depuis ce temps ces deux comtez n'ont point esté separés du domaine de l'estat.

ON opposera peut-estre que ces Princes & leurs successeurs ont, par différens traitez, cédé à Jeanne de France, qui épousa Philippe d'Evreux, & à Charles le mauvais, Roy de Navarre, leur fils, plusieurs seigneuries, & ont stipulé lors de ces traitez, des renonciations expressees de la part de Jeanne & de Charles, à toutes pretentions sur la Champagne & sur la Brie. I.^{re} objection.

Mais, outre que ces seigneuries ont esté cedées en partie pour remplir Jeanne, de la dot qu'elle pouvoit pretendre comme fille de France, outre que ces cessions ont esté, pour la pluspart, une suite des circonstances difficiles où le royaume s'est trouvé, & dont Charles Roy de Navarre ne sçut que trop profiter pour se rendre redoutable & pour s'aggrandir aux despens de l'estat, M.^r de la Guesle observe que pour connoître combien se sont trompez ceux qui ont pensé que ces deux provinces ne sont demeurées à nos Rois, qu'en consequence des recompenses qu'ils ont données ; il suffit de faire attention que ce titre eust esté entierement destitué de justice, ces recompenses n'estant rien au prix de ce qu'on leur cedit, eu égard à l'estenduë de ces deux provinces, au nombre de villes dont elles sont composées, & aux mouvances considerables qui en dépendent. *Ainsi, conclut M.^r de la Guesle, ne se peut dire que ces deux comtez de Champagne & de Brie ayent appartenu aux Rois & au royaume, autrement que par la loy de l'union taissible des patrimoines privez au domaine public.* Respon.
+

M.^r de la Guesle tire de ces faits importans, une autre consequence qui n'est pas moins juste ; c'est que les lettres de 1361. par lesquelles le Roy Jean a réuni expressement à la couronne, plusieurs provinces, entre autres la Champagne & la Brie, n'ont esté données par ce Prince, que pour marquer quelque soin de remplacer ce qu'il avoit distrait du domaine de l'estat, à l'occasion de sa prison, en y réunissant, *sinon en effet, du moins à l'exterieur*, des seigneuries déjà unies & incorporées depuis long-temps, & dans l'esperance que cette declaration, *bien qu'imaginaire*, rendroit du moins quelque tesmoignage de son affection au bien du royaume ; & le mesme auteur prouve parfaitement bien, que l'union expresse n'estoit pas plus necessaire pour les autres provinces dénommées dans les lettres, sçavoir, le comté de Toulouse, & les duchez de Normandie & de Bourgogne.

LOUIS XII. s'est écarté de ces regles ordinaires, par rapport au comté de Blois & aux autres seigneuries qui avoient esté acquises par Louis de France son ayeul, des deniers dotaux de Valentine de Milan son épouse. II.^e objection.

Ce Prince voyant qu'il ne lui restoit que des filles de son mariage avec Anne de Bretagne, veuve de Charles VIII. donna des lettres patentes au mois de septembre 1509. par lesquelles il declara, « qu'il n'entendoit pas que les « comtez & seigneuries de Blois, Dunois, Soissons & Coucy fussent confus avec « le domaine royal & public ; mais qu'il vouloit qu'ils demeurassent en leur premiere condition privée, comme héritage maternel & feminin de la maison «

d'Orleans, alienable & transitoire à tous ses héritiers de mesme sang & ligne. »

Et il prit soin de faire vérifier ces lettres au Parlement.

Cette declaration revestue de l'enregistrement, a donné lieu à plusieurs auteurs d'un grand nom, qui ont escrit quelques années après qu'elle a esté rendue, de l'envisager comme devant faire loy en cette matiere : Pontanus, Dumoulin, Chopin & autres, font de ce nombre : Ils se sont laissez entraîner par l'exemple de ce fait récent, d'autant plus facilement qu'il se concilioit avec les idées qu'ils avoient puisées dans la lecture du droit Romain ; c'est pourquoy sans approfondir les exemples antérieurs, & le veritable interest de l'estat, qui a donné lieu à la loy contraire, & qui devoit la faire maintenir dans toute sa vigueur, ils ont admis la distinction entre le domaine public, & celui du Prince, & ont cité pour garant de leur opinion, l'exemple du domaine de Blois, dont nous parlons.

Response. Mais les autres auteurs qui ont approfondi la matiere avec plus de soin, & qui l'ont traitée dans les vrais principes, ont porté de cet exemple un jugement bien different.

M.^r le Bret en parle ainsi. *La raison de ces utiles ordonnances, suivant lesquelles on ne doit point mettre de distinction entre le domaine privé du Roy & celui de la couronne, semble avoir esté ignorée ou dissimulée par un sçavant auteur de ce siecle, Baudin, lorsqu'en son livre VI. de la Republique, chapitre 2. il louë le Roy Louis XII. de ce que s'estant conformé à l'usage des autres nations, il avoit separé son domaine privé d'avec celui de la couronne ; ayant mesme à cette fin érigé la chambre des Comptes de Blois, de Coucy & de Montfort ; car, bien que ce Prince fust enrichi de toutes sortes de vertus royales, néanmoins cette action ne fut pas approuvée de tous, comme estant faite contre la loy du royaume.*

M.^r de Beloy dit précisément, « que Blois, Coucy, Soissons & les autres » domaines acquis par Louis de France, des deniers dotaux de Valentine de » Milan, ayant passé à Louis XII. son petit fils, ont été unis à la couronne, » & confondus avec le domaine royal, par l'avenement de ce Prince à la couronne, quoyqu'il eût fait expedier au contraire lettres patentes de non-réunion, & à cet effet ordonné une chambre des Comptes en la ville de Blois, » & que la vérification de ces lettres fût d'abord refusée par le Parlement, » à cause » de la coustume de ce royaume, qui veut qu'il y ait confusion & union à la couronne, du patrimoine que le Prince possède lorsqu'il est appelé au sceptre par la loy de l'estat. »

M.^r Dupuy, dans ses traitez sur le Domaine, a soutenu pareillement « que les » lettres patentes de Louis XII. semblent confirmer la regle & maxime generale establie cy-dessus, puisqu'il a falu une derogation expresse, contraire à l'usage commun. »

Cette exception, dit M.^r de la Guesle, confirme pour tout le reste la regle ou loy generale, & la derogation montre qu'ordinaire & de droit est la confusion de ces domaines.

Il adjoute « que Louis XII. n'ayant aucuns enfans mâles, mais seulement » des filles, qui ne luy pouvoient succeder, ni au royaume, ni en son apanage, » poussé par un mouvement d'affection paternelle, & ne pouvant soutenir la » pensée qu'elles dûssent estre privées de biens qui venoient du chef de leur » ayeule, se détermina à faire proceder à l'enregistrement des lettres de desunion de 1509. sur quoy à toute peine, & employant toute son autorité, il » fit vérifier cette declaration au Parlement ; mais, sans que son Procureur

general, seul & legitime deffenseur des droits de la couronne, eût esté oüy. Aussi « jamais ne sortit-elle aucun effet, sinon pour l'érection de la chambre des Com- « tes de Blois: Ni les fils ou filles de France ont eu, ni pretendu droit en ces « terres; & de bonne fortune pour Louis XII. que sa fille aînée fut mariée « au successeur de la couronne, car autrement il n'eust esté sans hazard, que sa « declaration eust esté combattuë par cette ancienne maxime, » *Qu'il n'y a qu'un seul domaine public & royal, non un particulier avec le royal.* H

C'est pourquoy M.^r Dupuy a observé qu'il n'a pas mesme esté necessaire d'apporter dans la suite une dérogation speciale à la declaration de Louis XII. & que toutes les terres de la maison d'Orleans, ont esté regardées par l'edit de Charles IX. de 1566. comme confuses depuis long-temps avec le domaine de l'estat: car cet edit ordonne que toutes les regles du domaine soient observées à l'égard de ces terres, comme sur un domaine ancien de la couronne; les termes de l'article XIII. de cet edit, y sont précis. *Les articles cy-dessus auront lieu de loy & ordonnance, tant pour le regard de nostre ancien domaine uni à nostre couronne, que autres terres depuis accrûës & advenuës, comme Blois, Coucy, Montfort & autres semblables.* H

L'edit ne prononce point, comme l'on voit, d'union expresse de ces terres; il ne les regarde point comme des domaines particuliers, qui fussent demeurez separés du domaine de l'estat, & qui eussent besoin d'y estre consolidez par une declaration positive; mais il en parle, comme de terres déjà *accrûës & advenuës* à la couronne. Or, comment y estoient-elles accrûës, sinon par l'avenement de Louis XII. auquel elles appartenoient à titre particulier avant d'estre Roy, & qui, du moment qu'il estoit monté sur le trosne, avoit commencé de les posséder comme souverain, & avoit transmis cette mesme possession royale à ses successeurs à la couronne!

CE QUI s'est passé à l'occasion de l'avenement de Henry IV. a donné un IV.^e exemple. dernier degré d'authenticité & de force, aux maximes que l'Inspecteur general propose comme des moyens décisifs pour le soustien des droits du Roy dans l'affaire presente.

Henry IV. peu après son avenement à la couronne, resolut de separer & distinguer le domaine qui luy appartenoit auparavant, d'avec le domaine public; il fit expedier, dans cette vûe, l'edit du mois d'avril 1590. & le fit presenter au Parlement de Paris, par son Procureur general, pour y estre enregistré: mais cette Compagnie, regardant comme une maxime certaine & inviolable, l'union qui s'estoit operée de plein droit par l'avenement de ce Prince, rendit un arrest le 29. juillet 1591. par lequel, après avoir entendu M.^r de la Guesle, elle declara, *qu'elle ne pouvoit ni ne devoit proceder à la vérification de cet edit.* H. l'edit de 1590

Les malheurs des temps, le peril imminent de l'Estat, & la necessité des affaires, obligerent Henry IV. d'ordonner par un autre edit du mois de janvier 1592. la vente de différentes portions du domaine de la couronne: & comme il se trouvoit dans le préambule de cet edit, quelques expressions qui sembloient présupposer une *distinction & division* entre les domaines du Roy, quoyque ces expressions ne pussent estre tirées à consequence, attendu qu'elles n'avoient pas un rapport immédiat au sujet dont il estoit alors question; cependant, pour ne point préjudicier à ce droit precieux de l'union des domaines, l'arrest de vérification adjôûta cette reserve à l'edit, *sans préjudice de la réunion des biens patrimoniaux du Roy, à l'ancien domaine de la couronne de France.* → avril

Le Roy voulut tenter en 1597. par de nouvelles lettres patentes, d'establi- nota 1597 r une separation réelle entre ce qu'il regardoit comme son domaine particulier,

*Reserve du
parlement*

1597

& le domaine de l'estat; le Parlement persista encore dans son refus.

Et il ne proceda à l'enregistrement des lettres de 1598. confirmatives du don que Henry IV. avoit fait à Cesar son fils, du duché de Vendosme, qu'après avoir fait des remontrances, & *sans tirer à consequence pour les autres parts & portions du domaine du Roy, annexées à l'ancien domaine par son avenement à la couronne.*

Enfin par l'edit du mois de juillet 1607. Henry IV. revint aux veritables & anciennes maximes; il revoqua les edits & declarations qu'il avoit donnez jusques-là, pour la defunion des terres qu'il possédoit avant d'estre Roy de France, & voulut qu'on n'eût aucun égard aux enregistremens qui en avoient esté faits dans quelques Parlemens. Les termes de cet edit sont trop importants & trop décisifs, pour ne les pas rappeler ici.

Les Rois nos predecesseurs depuis plusieurs siecles en ça, se sont, avec beaucoup de prudence, tellement rendus soigneux de leur domaine, que comme chose sacrée, ils l'ont tiré hors du commerce des hommes, & par le serment solennel de leur sacre, obligez à sa conservation & augmentation. Lequel serment ils ont déclaré pour ce regard, faire partie de celui de fidelité, qu'eux, à qui toute fidelité est due, doivent à la couronne.

L'inalienabilité du domaine, l'obligation de le conserver & de l'augmenter, sont, comme l'on voit aux termes de cet edit, des loix essentielles pour l'estat, qui lient la personne mesme du Souverain.

Tout ce que Henry IV. avoit fait pour empêcher l'accroissement legitime que le domaine devoit recevoir, par l'union de ce que ce Prince possédoit lors de son avenement au trosne, estoit contraire à ces loix, & ne pouvoit par consequent subsister. C'est pourquoy Henry IV. l'a revoqué de luy-mesme, aussitost qu'il a reconnu que ces loix estoient indispensables, & combien elles estoient avantageuses & fondées en raison.

Pour ce qui est des avantages que ces loix procurent à l'estat, voicy comme il les exprime.

Cette conservation comble le royaume d'autant de bien, que la distraction y avoit auparavant apporté de mal; & quant à l'accroissement & augmentation, ç'a esté le principal remede qui a preservé l'estat de la confusion en laquelle il estoit tombé, élevé & maintenu l'autorité & puissance royale en cette grandeur admirable, entre toutes les grandeurs, regles & polices qui soient aujourd'huy sur la face de la terre, & relevé l'ordre legitime de la monarchie, par la réunion de tant de grandes seigneuries détenues & possédées par des seigneurs particuliers.

Ainsi ce seroit s'opposer au bien de l'estat, à l'accroissement de la puissance & de la splendeur de la monarchie, que de combattre les effets de l'union au domaine, & de luy contester cette maniere legitime de s'enrichir & de se fortifier.

Quant à la cause de ce genre d'union qui arrive par l'avenement du Roy à la couronne, Henry IV. a adopté dans son edit, le principe qui a donné lieu de l'admettre, & que l'on a touché plus haut, sçavoir, ce devouement parfait, par lequel le Roy se consacre tout entier à l'estat, qu'il est censé épouser pour toujours, & qu'il dote de ce qu'il possède à titre particulier, en mesme temps qu'il entre en possession de tout ce qui appartient à l'estat à titre universel & public.

La cause la plus juste de laquelle réunion, a pour la pluspart consisté en ce que nosdits predecesseurs se sont DEDIEZ ET CONSACREZ AU PUBLIC,
duquel

1598

1607

domaine chose
sacree

nota

duquel ne voulant rien avoir de distinct & séparé, ils ont contracté avec leur couronne une espece de mariage, communement appelé saint & politique, par lequel ils l'ont doté de toutes les seigneuries, qui, à titre particulier, leur pouvoient appartenir.

Ce motif de la réunion à la couronne, est si naturel, & forme un droit si legitime, si absolu & si anciennement reconnu par les arrests, que l'edit nous presente les unions expresses, comme de simples declarations surabondantes.

En sorte que s'il y a eu des réunions expresses, elles ont plutôt déclaré le droit commun, que rien déclaré de nouveau en faveur du royaume: aussi auparavant, & sans icelles réunions expresses, nosdits predecesseurs ont esté maintenus par des arrests de nostre Cour de Parlement, en la possession des terres & seigneuries qui leur estoient rendues contentieuses, sous pretexte de quelque pretendue division entre le domaine public & privé.

Henry IV. convient ensuite des raisons particulieres qui l'avoient détourné de se conformer à des principes si constans; d'un costé, l'affection qu'il avoit pour Madame sa sœur, & de l'autre, le desir d'acquitter promptement les dettes que ses predecesseurs avoient contractées.

Et néanmoins la sincere affection que nous portions à feue nostre très-chere & amée sœur unique, & le soin de payer nos créanciers, auxquels Nous & nos predecesseurs Rois de Navarre, & Ducs de Vendosme, avions engagé & hypothéqué plusieurs parts & portions du patrimoine par Nous possédé de nostre chef, & à titre particulier, nous ont RETENUS DE DECLARER cette union; au contraire, par nos lettres patentes du 13. avril 1590. aurions ordonné que nostre domaine ancien fust & demeurast desuni, distrait & séparé de celui de nostre maison & couronne de France, sans y pouvoir estre aucunement compris ni meslé, s'il n'estoit par Nous autrement ordonné, ou que Dieu nous ayant fait cette grace de nous donner lignée, voulussions y pourvoir.

Henry IV. explique enfin ce qui l'a déterminé à revenir à des principes, que des motifs si apparens n'avoient pû anéantir, & prononce en ces termes:

Mais depuis, touché de l'affection que nous devons à nostre royaume, auquel nous nous sommes totalement DEDIEZ, & postposant nostre particulier au public, Sçavoir faisons que, de l'avis de nostre Conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Avons revoqué & revoquons par celui nostre present edit perpetuel & irrevocable, nos lettres patentes du 13. avril 1590. Ensemble les arrests intervenus en consequence d'icelles, en aucunes de nos Cours de Parlement, & en tant que besoin seroit, confirmons l'arrest de nostre Cour de Parlement de Paris, du 29. juillet 1591. Et en ce faisant, DECLARONS les duchez, comtez, vicomtez, baronnies & autres seigneuries mouvantes de nostre couronne, ou des parts & portions de son domaine, tellement accrûes & réunies à iceluy, que dès-lors de nostre avenement à la couronne de France, elles sont devenues de mesme nature & condition que le reste de l'ancien domaine d'icelle; les droits néanmoins de nos creanciers demeurant en leur entier, & en la mesme force & vertu qu'ils estoient avant nostre avenement à la couronne.

Ces expressions énergiques, DECLARONS nos terres & seigneuries tellement accrûes à nostre domaine, que DÉS-LORS de nostre avenement à la couronne, elles sont devenues de mesme nature, donnent à l'edit un effet rétroactif, & marquent bien nettement que Henry IV. n'a pas entendu former & établir une loy nouvelle, mais seulement constater & développer un droit tout acquis.

APRÈS des suffrages si considerables, des exemples si importants, des décisions si précises, & émanées du trône, on aura lieu d'estre surpris que des

on pourroit
joindre l'oy l'edit
19 avril 1667

maximes appuyées sur des fondemens si solides & si respectables, ayant esté présentées dans le memoire de l'Evesque de Perigueux, comme des maximes contraires à l'équité naturelle, & capables de donner atteinte à la justice & à la Majesté de nos Rois, comme une simple opinion particuliere & personnelle à l'Inspecteur general, & ayant mesme esté taxées de faux & d'illusion.

L'INSPECTEUR GENERAL va appliquer en peu de mots, à l'affaire presente, la declaration faite par Henry IV. des droits irrevocables de la couronne, & tous les principes sur lesquels ces droits sont fondez.

Suivant les auteurs dont on vient de rapporter les principaux passages, suivant ce qui s'est constamment observé depuis le commencement de la troisieme race, & aux termes formels de l'edit de 1607. il est certain que l'on ne reconnoist en France, qu'une seule espece de domaine, sçavoir, le domaine de la couronne; & qu'à ce domaine se réunit de plein droit, tout ce que le Prince possède à titre particulier, lorsqu'il parvient au trosne.

Or il est constant dans le fait, que Henry IV. lorsqu'il est parvenu au royaume de France en 1589. estoit propriétaire d'une partie de la chastellenie d'Auberoche, puisque ce qu'il possédoit encore de cette chastellenie, a esté depuis aliéné par differens contracts, à Jean Foucaud sieur de Lardimalie.

Le Roy estoit pareillement propriétaire du droit de mouvance immédiate sur toutes les portions de cette mesme chastellenie, qui avoient esté aliénées à titre d'inféodation, à divers particuliers, par les predecesseurs de Sa Majesté, & notamment sur le sieur de Saint-Astier, pour raison de la justice & de la directe des paroisses d'Antonne & Sarliac, en vertu du contract de 1487.

Par conséquent, & les portions de la chastellenie d'Auberoche, qui estoient dans la main de Henry IV. en 1589. & les droits de mouvance immédiate qui y estoient joints, ont esté réunis de plein droit au domaine de l'estat, par l'avenement de ce Prince à la couronne, & n'ont pû depuis en estre separez par aucune alienation à perpetuité.

Donc toutes les terres dépendantes de la chastellenie d'Auberoche, qui ont esté aliénées depuis que Henry IV. est monté sur le trosne, doivent estre déclarées domaniales : Donc toutes les terres que les anciens seigneurs d'Auberoche, auteurs de Henry IV. avoient aliénées à perpetuité, avec reserve de la mouvance envers eux, doivent estre déclarées mouvantes immédiatement du domaine de la couronne,

Response aux objections de l'Evesque de Perigueux.

VOICÿ à quoy se reduit le systeme de deffense que l'Evesque de Perigueux a embrassé.

Il conteste toutes les maximes que l'on vient d'establir, mais comme il ne luy est pas possible de combattre de front, les raisons sur lesquelles elles sont appuyées, il a pris le parti de les passer entierement sous silence; il n'en a rappelé aucune dans son grand memoire, il s'est contenté de rassembler des passages de plusieurs auteurs qui ont, selon luy, adopté une opinion contraire.

Il a cité à ce sujet, Chopin, Covarruvias, Guy Pape, Ferriere, Dumoulin, Dargentré & Domat, Baquet & Bouchel, Dunod traité des prescriptions, & Maillard sur la coûtume d'Artois.

Il faut convenir que parmi ces auteurs, il y en a d'un grand nom, & que quelques-uns se sont attachez particulièrement à expliquer les droits du domaine: Mais, nonobstant leur reputation, l'on va reconnoistre que leur sentiment ne

peut balancer la verité des maximes qui ont lieu en ce royaume.

L'EVESQUE de Perigueux a cru pouvoir tirer un premier avantage, de l'endroit où Chopin distingue *duplex domanii genus*.

Prius quod initio rerum, dominus Princeps retinuit penes se, aliis prædiis beneficii nomine concessis, quod coronæ innatum, profectitiumque est.* * *De Domanio, l. 1. t. 2.*

Adventitium alterum, sive posterius, quod vel expressum regio diplomate, vel tacite rebus fisci adunatum sit.

Il ne résulte autre chose de ces expressions de Chopin, sinon que l'on doit distinguer, dans ce qui compose le domaine, deux parties; l'une, qui a toujours appartenu à la couronne; l'autre qui s'y est jointe dans la suite des temps, à differens titres; & assurément l'Inspecteur general n'a pas pretendu revoke en doute un fait si notoire.

Mais ce que l'Inspecteur general a soutenu, en disant qu'on ne reconnoît en France qu'une seule espece de domaine, c'est que le domaine de la couronne, soit ancien, soit nouveau, n'est que d'une seule & mesme nature. Or, c'est ce que Chopin reconnoît en termes formels dans l'endroit cité. *Utrumque exæquatur in Gallia, primævum & adscititium regni patrimonium.*

Ainsi il faut écarter cette premiere citation.

L'Evêque de Perigueux oppose un autre endroit du mesme auteur, où il parle de deux arrests rendus au sujet des terres de Bourg-sur-Charente & de Montdevis.

L'Evêque de Perigueux a allegué, comme l'opinion propre de Chopin, ce qu'il rapporte des moyens qui furent proposez par les parties; mais quand Chopin, sur le fondement de ces arrests, auroit estimé que l'on ne doit point mettre au rang du domaine public, ce qui appartient au Prince de son chef, & à titre d'hérédité, & que le Roy est maître de disposer de ces sortes de biens, comme d'un domaine qui luy est particulier, & qui n'a rien de commun avec celui de l'estat, il n'en seroit pas moins certain qu'il se seroit trompé & dans le principe & dans l'application des faits.

Il est vray, comme cet auteur l'explique, * que, par un premier arrest du 10. decembre 1547. Anne de Montmorency Connestable de France, fut maintenu dans la jouissance de la terre de Montdevis, que François I. luy avoit donnée au mois de novembre 1531. & que ce Prince venoit de recueillir cette terre dans la succession de Louise de Savoye sa mere, qui l'avoit acquise en 1508. * *De Domanio, l. 1. t. 2. n.º 17.*

Il est vray pareillement qu'Artus Gouffier sieur de Boissy, Grand-maître de France, par un second arrest du 15. janvier 1548. fut confirmé dans la possession de la terre de Bourg-sur-Charente, que François I. luy avoit donnée peu de temps après son avènement à la couronne, & que ce Prince possédoit cette terre du chef de Jean d'Orleans Comte d'Angoulesme, son ayeul, qui en avoit fait l'acquisition.

Mais ces arrests n'ont point eu le motif que Chopin leur attribué. S'ils ont esté rendus en faveur des personnes que l'on vient de nommer, ce n'est pas que l'on doutast que ces terres fussent domaniales, sous pretexte qu'elles estoient eschûes au Roy, à titre particulier, mais c'est que l'on crut devoir laisser subsister les dons qui en avoient esté faits, attendu les services de ceux qui les avoient obtenus.

Ce seroit très-mal raisonner, que de conclurre de ce qu'un don de domaine a esté confirmé, que la terre qui fait l'objet de ce don, n'est pas domaniale. Il seroit facile de citer un grand nombre de terres, dont la domanialité ne peut estre revokee en doute, & dans lesquelles néanmoins ceux à qui nos Rois

en avoient fait don, ont esté maintenus. Voicy quel en a esté le principe.

Il est certain en general, que le domaine de la couronne est inalienable, mesme à titre de don remuneratoire; parce que les finances de l'estat fournissant au Roy, de quoy satisfaire aux liberalitez qu'il juge à propos d'exercer envers ceux qui ont bien mérité de luy, il ne doit point employer à cet usage, des fonds du domaine, destinez pour toujours au soutien de la nation & de la puissance souveraine.

Cependant, comme l'intérêt de l'estat, qui est la cause de l'inalienabilité du domaine, peut exiger, dans certaines occasions, que, pour animer d'autant plus les sujets à le bien servir, on leur accorde la jouissance de quelque portion du domaine public, on laisse subsister les dons que les Rois en ont faits par un motif si legitime.

Mais cela n'empesche pas que l'inalienabilité du domaine ne soit perpetuellement un obstacle insurmontable à ce que les donataires, ou du moins leurs ayans cause, puissent acquerir une possession incommutable de ces sortes de biens.

Cela est si vray, que les dons du domaine, quelque anciens qu'ils soient, ont toujours besoin de confirmation de regne en regne; & ces confirmations ne sont pas des actes qui affermissent pour toujours le don, & qui privent le Roy ou ses successeurs, de la faculté d'y rentrer: ce sont seulement des marques de la bonté & de la munificence du Souverain, qui veut bien suspendre & éloigner l'exercice d'un droit qui ne peut jamais estre couvert.

Nos Rois ont accoustumé d'user de cette generosité, tant que la famille de celui qui a obtenu le don, subsiste, & lorsqu'il est évident que le don a esté accordé à des services réels & importants; mais lorsque cette famille est esteinte, le Roy doit y rentrer necessairement, parce que cette recompense si extraordinaire & si distinguée, est personnelle, & ne doit point produire d'effet au-delà de la descendance du donataire.

C'est ce qui concilie plusieurs arrests qui paroissent contraires, dont la plupart ont fait rentrer le Roy dans des terres domaniales, alienées à titre de don, & quelques autres ont maintenu des donataires ou leurs héritiers; c'est aussi ce qui explique le motif des enregistremens que les Cours ont faits de plusieurs dons de domaine.

Elles se sont conformées au desir que nos Rois ont eu, d'assurer la jouissance à quelques-uns de leurs sujets, de certains fonds domaniaux, lorsque les services rendus estoient d'une grande importance, lorsqu'elles ont cru que cette marque d'honneur estoit utile & nécessaire, soit pour soutenir le zele de ceux qui s'estoient distinguez par des actions heroïques, soit pour picquer d'émulation les héritiers de leur sang, ou les autres sujets du Roy: Mais les Cours, en se rendant à des raisons si superieures, n'ont pas perdu de vûe, que ces alienations, quoyque revestues d'enregistremens, quoyque plusieurs fois confirmées, estoient néanmoins de leur nature, toujours revocables à la volonté du Souverain; c'est pourquoy elles se sont déterminées suivant les circonstances.

Lorsque les héritiers de celui qui a mérité le bienfait, sont encore en possession de la chose donnée; comme le nom qu'ils portent, le sang qu'ils ont reçu, font revivre en leur personne, & soutiennent dans les esprits la memoire des services recompensez, on juge que l'intention du Souverain est de perpetuer en eux la grace accordée à leur auteur, dont le motif est encore present: lorsque les temps, les révolutions, ont fait passer dans des mains estrangeres ou obscures, ces portions précieuses du domaine, & que la famille du donataire est esteinte; alors le motif de la grace estant éclipsé & anéanti, on n'en soutient

soûtient plus l'effet, & la portion du domaine aliénée à titre de don, est rap-
pellée à la masse dont elle avoit esté détachée.

Si Anne de Montmorency n'eust eu en sa faveur que les moyens que Chopin rapporte, sçavoir, que la terre de Montdevis estoit eschûe au Roy, non en vertu d'un droit attaché à sa couronne, mais par la succession de sa mère, & que le Roy doit être maître de disposer des biens qui luy appartiennent à titre particulier, ce seigneur n'auroit pas obtenu gain de cause contre M.^r le Procureur general; mais ses services passez, son grand nom, ce que l'on attendoit de luy, déterminèrent le Parlement à maintenir l'effet d'une liberalité si dignement placée.

Chopin, luy-mesme, fournit une preuve certaine, que le Parlement regarda les terres données à Anne de Montmorency, & au Grand-maître de Boissy, comme devenuës domaniales; l'une, parce que l'avenement de François premier à la couronne, y avoit réuni de plein droit tout ce qu'il possédoit à titre particulier avant que d'estre Roy; l'autre, parce que ce qui eschet au Souverain à titre héréditaire, se réunit pareillement de plein droit au domaine.

Cette preuve se tire d'un autre arrest rendu à peu près dans le mesme temps, au sujet de la terre de Chasteauneuf en Angoumois, & dont Chopin rend compte dans le mesme endroit. * Cette terre avoit esté acquise par Jean d'Orleans, de mesme que Bourg-sur-Charente, & par conséquent appartenoit également à François premier, à titre particulier: il y avoit de plus cette circonstance, qu'elle relevoit originairement de l'Evesque d'Angoulesme; François premier vendit cette terre au Comte de Charny, après son avenement à la couronne. Le Procureur general soutint dans la suite, qu'elle devoit estre réunie au domaine; le sieur de Charny employa la mesme deffense que Chopin attribué aux sieurs de Boissy & de Montmorency, sçavoir, *Janum, Ludovici Aureliæ Ducis filium, privatim coëmisse Castronovanum agrum, proinde Jani nepoti Francisco liberum fuisse jus emancipandi, vendundique predii, etsi paulo ante Franciscus Regia dignitate auctus fuisset*; nonobstant cette raison, il fut jugé par arrest du 16. juillet 1567. que la terre de Chasteauneuf estoit devenuë domaniale par l'avenement de François premier à la couronne.

La veritable raison pour laquelle on prononça au sujet de cette terre, différemment de ce qui avoit été jugé en 1548. au sujet de Bourg-sur-Charente; c'est que Chasteauneuf avoit passé au sieur de Charny, à titre de vente, titre qui ne pouvoit suspendre l'effet de la loy, qui deffend d'aliéner aucune portion du domaine à perpetuité; au lieu que la terre de Bourg-sur-Charente avoit esté accordée au sieur de Boissy, à titre de don remuneratoire: motif suffisant pour laisser subsister en la personne du donataire & de sa famille, ce genre d'alienation à temps.

PAR RAPPORT aux autoritez que l'Evesque de Perigueux a tirées de Covarrurias, Guy Pape, Ferriere, Dumoulin, d'Argentré & Domat.

Si les passages qu'il a citez, font connoistre que ces auteurs ont admis deux sortes de domaines, l'un qui appartient au Prince, comme Souverain, l'autre qu'ils presupposent luy appartenir, comme particulier; on y voit en mesme temps, qu'ils ont esté conduits à cette opinion, par l'exemple de ce qui se pratiquoit dans l'empire Romain.

Ils n'ont cité, en effet, pour appuyer leur avis, que des loix Romaines, & par conséquent, pour se convaincre que leur sentiment à cet égard ne peut estre admis, ni recevoir d'application à ce qui s'observe dans ce royaume, il suffit de se rappeler la difference infinie qui se trouve entre la condition des Empereurs

Romains, & celle de nos Rois. On l'a expliqué plus haut ; il suffit de faire attention que la constitution de cet estat, qui est purement monarchique & héréditaire, ne permet pas de reconnoître dans le Prince, d'autre caractère qu'un caractère public, qui efface absolument toute idée, tout attribut d'une personne privée; & que ce seroit énerver l'union intime qui est entre le Prince & l'estat, & retrancher le plus solide fondement de la puissance royale & de nostre bonheur, que de presupposer qu'il y eust quelque bien propre, quelque domaine particulier, à raison duquel l'intérêt du Prince peut estre séparé & différent de celui de sa couronne.

Les auteurs citez par l'Evesque de Perigueux n'ont rien opposé à des motifs si puissans : ils ne les ont pas même envisagez, car ils n'en font aucune mention.

L'EVEQUE de Perigueux s'est appuyé principalement sur l'opinion de Baquet & de Bouchel.

* Du droit de
desherence, ch. 7.

La seule raison qui détermine Baquet * à penser que le Roy peut avoir un patrimoine différent de celui de la couronne, c'est que, *si le Roy ne pouvoit pas disposer des biens qui luy appartiennent à un titre qui luy est personnel, il seroit de pire condition que tous les particuliers de son royaume.*

Cette objection a esté prévue & détruite par M.^r de Beloy. « Ils disent & » alleguent davantage, que puisqu'il est permis aux particuliers de disposer de » leurs biens & facultez, à leur volonté, les Princes & les Rois ne doivent estre » de pire condition, en ce qui leur appartient en propriété particulière & » privée. Cette raison est fort fragile & de peu de force, d'autant que le royaume, le public & le fisc, a ses loix, ses privileges & ses reglemens, qui ne doivent estre tirez à conséquence avec la police ordonnée entre les particuliers, » lesquels ne changent jamais de condition, d'estat ni de nature, & sont toujours particuliers; » ou au contraire les Princes qui deviennent Rois, se font incontinent publics, SE VOUEMENT, SE CONSACRENT, & se jettent entièrement es bras de la chose publique, ne sont plus à eux-mêmes, pour du tout & en tout se donner au public.

Cette réponse est puisée dans les termes mêmes de l'edit de 1607.

Et pour aller encore plus loin, quel motif raisonnable nos Rois pourroient-ils avoir, de se conserver un domaine particulier?

Seroit-ce pour l'intérêt de leur famille? la loy de l'estat pourroit abondamment à tout ce qui est nécessaire pour soutenir l'éclat de leur naissance.

Seroit-ce, comme l'Evesque de Perigueux a voulu l'insinuer, afin de pourvoir d'une manière plus particulière, à la sûreté de leurs créanciers? les finances de l'estat ne suffissent-elles pas pour répondre des engagements que nos Rois ou leurs predecesseurs ont esté obligez de contracter pour se procurer des avantages réels, & pour le bien du royaume?

Seroit-ce enfin, pour faire des dons de ces domaines particuliers? ce seroit en quelque sorte, diminuer le prix de ces recompenses, dont on auroit obligation au Prince, & non au Roy; ce seroit donner des bornes trop étroites à la générosité du Souverain, qui trouve dans les finances de l'estat, dont il a la libre disposition, un fonds bien plus vaste, & bien plus abondant pour satisfaire à ses libéralitez.

Les portions de domaine qui ont esté une fois aliénées, ne se reproduisent plus; les finances de l'estat au contraire, sont entretenues par une circulation continuelle, qui repare bien-tôt ce qui en a esté détaché. Les concessions des terres nuisent aux libéralitez à venir; celles qui se font des deniers publics, quand

domaine aliéné
se repr. & suit plus
##

elles ne sont pas excessives, ne nuisent point au desir de respandre des graces, qui renaist perpetuellement dans le cœur d'un Roy.

L'OPINION de Bouchel * fournit d'autres reflexions. Il commence par convenir que le principe de l'union de plein droit estoit, de son temps, universellement reconnu. *On dit que les duches, comtez, marquisats, principautez, baronnies, chastellenies & autres fiefs mouvans du Roy, soit directement & sans moyen, soit obliquement & en arriere-fief, sont unis au domaine public, quand ils sont à la seigneurie des Rois.*

* Bibliothèque du
Droit François,
titre des Fiefs.

Il se propose ensuite de combattre ce sentiment, & pour cela, il se fonde sur differens faits historiques, qui n'ont aucune application au point dont il s'agit, ou dans lesquels il s'est trompé.

Par exemple, ce qu'il dit du duché de Bourgogne, & que l'Evesque de Perigueux a relevé, ne décide rien pour la question presente.

Le duché de Bourgogne n'a point esté transmis par femme, depuis qu'il a esté donné en apanage à des fils de France; le Roy Jean le recueillit à défaut d'hoirs masles du dernier Duc.

Si ce Prince fit valoir le droit de consanguinité, ce fut parce qu'il ne pouvoit pretendre, qu'en qualité de plus proche parent, les autres biens que ce Duc avoit laissez, qui ne faisoient point partie de son apanage, que ses predecesseurs avoient acquis par différentes alliances, & qui estoient très-considerables.

Et l'usage que le Roy Jean fit de ces biens, qu'il venoit de recueillir comme héritier du sang, & par consequent à un titre particulier & different de celui de sa couronne, est une nouvelle preuve qu'il les regarda comme devenus domaniaux, par cela seul qu'ils luy appartenoient, & qu'il estoit Roy; car il les fit entrer dans la formation de l'apanage de Philippe le Hardy son fils, & il les luy donna à la charge de reversion à la couronne, à défaut d'hoirs, de mesme que le duché de Bourgogne.

Si ce Prince comprit le duché de Bourgogne dans les lettres patentes de 1361. par lesquelles il réunit expressement à la couronne, différentes provinces, ce que Bouchel allegue comme un des motifs de son opinion; on a observé d'après M.^r de la Guesle, que ces lettres estoient surabondantes, & qu'elles ne faisoient que declarer un droit déjà acquis à la couronne: l'edit de 1607. le porte en termes formels: *S'il y a eu des réunions expresses, elles ont plutôt déclaré le droit commun, que rien déclaré de nouveau en faveur du royaume.*

Ce qui s'est passé à l'égard du comté de Vertu, n'est pas plus décisif pour le sentiment de Bouchel.

Ce comté devint une portion du domaine de la couronne par l'avenement de Louis Hutin, auquel il appartenoit du chef de la Reine de Navarre sa mere, aussi-bien que les comtez de Champagne & de Brie. Si les Comtes de Vertu ont esté maintenus par differens arrests dans la possession de cette terre, ce n'est pas qu'on ait douté qu'elle fust domaniale; mais, conformément aux distinctions que l'on a proposées cy-dessus, on a jugé que le Roy n'avoit pas intention de la retirer des mains de seigneurs qui ont l'avantage de descendre de la maison de Bretagne, branche de la maison de France; & il faut se souvenir que les Ducs de Bretagne avoient recueilli cette terre dans la succession d'une Princesse du sang royal, à laquelle elle avoit esté donnée pour luy tenir lieu de dot: donation, qui, suivant M.^r de la Guesle, forme une espece d'engagement, qui doit subsister tant que les deniers dotaux n'ont pas esté acquittez.

L'EVEQUE de Perigueux a cru pouvoir tirer avantage de ce que Dunod a escrit dans son traité * des prescriptions.

* III.^e partie,
chapitre 5.

Pour penetrer le veritable sentiment de cet auteur, il faut prendre son raisonnement en entier, & ne pas confondre ce qu'il propose concernant les autres estats, avec ce qu'il dit par rapport à la France.

Il expose d'abord quels sont les droits qu'il pretend appartenir aux Souverains en general; & il observe en particulier, sur ce qui regarde la Franche-comté, que les Princes qui ont possédé cette province, se sont conformez au droit romain pour l'administration de leur domaine.

Mais en mesme temps, il reconnoist expressement, qu'en France le domaine est inalienable & imprescriptible, & que tout ce que le Roy possede en arrivant au trône, y est réuni de plein droit par la loy de l'estat.

Voicy ses propres termes: *Cette union de plein droit, des biens patrimoniaux du Prince qui parvient à la couronne, est un usage particulier au royaume de France, fondé sur les loix de la nation.*

Voilà, assurément, une reconnoissance, de la part de Dunod, sur ce qui doit s'observer en France, qui ne decide pas pour l'Evesque de Perigueux. Or, si l'union de plein droit est, suivant Dunod, un usage fondé sur une loy particuliere de l'estat; si cette loy existe de toute ancienneté dans ce royaume, parce qu'elle est une suite necessaire de la nature de nostre gouvernement; si on en trouve des traces, suivant ce mesme auteur, dans des ordonnances de 1401. & 1515. si cette loy a esté solennellement rappelée par l'edit de 1607. si l'objet de cet edit a esté qu'on en fist l'application à tout ce qui appartenoit à Henry IV. lors de son avenement au trône; il faut donc se soumettre à cette loy, & s'y conformer, par rapport aux terres & aux mouvances dont il s'agit en cette instance, puisque ce Prince les possedoit lorsqu'il est devenu Roy de France en 1589.

L'EVEsQUE de Perigueux pretend que *la jurisprudence constante du Conseil d'estat*, sur la matiere dont il s'agit, decide entierement pour luy.

Ce moyen, s'il avoit quelque chose de réel, seroit sans doute d'un très-grand poids, mais on va voir qu'aucun des trois arrests sur lesquels l'Evesque de Perigueux a voulu fonder *cette JURISPRUDENCE*, n'a jugé la question dont il agit.

Les arrests des 13. juin 1668. & 28. septembre 1728. rendus en faveur des particuliers qui possèdent des biens qui ont appartenu anciennement aux Comtes de Provence & de Bourgogne, ont décidé que les alienations faites par ces Comtes, avant que ces provinces appartenissent à nos Rois, devoient subsister, comme ayant esté faites dans un temps libre: mais ces arrests n'ont pas jugé que les fonds qui faisoient encore partie des domaines de ces comtez, lorsque nos Rois ont commencé à en estre possesseurs, ne sont pas devenus aussi-tôt des membres inseparables du domaine de la couronne; au contraire, ces arrests établissent que toutes les alienations du domaine de ces comtez, faites depuis que la propriété en a esté acquise à nos Rois, sont revocables, & ne peuvent subsister à perpetuité; parce qu'aussi-tôt qu'ils ont possédé ces comtez, estant Rois, ils les ont possédez comme Souverains, & comme des portions du domaine de l'estat.

Le troisieme arrest, qui est du 16. fevrier 1694. a maintenu dans la propriété de la terre d'Oisy, les successeurs du sieur de Tournay qui l'avoit acquise de Henry IV. le 4. mars 1605.

Si le principe de la réunion de plein droit au domaine par l'avenement du Roy à la couronne, n'a pas esté appliqué à cette terre, quoyqu'elle fist partie des biens de la maison de Navarre, Maillard * d'après lequel l'Evesque de Perigueux a cité

* Sur la coutume d'Artois, p. 24.

Dunod cite des ordonnances de 1401 et de 1515

alienations faites par les Rois avant leur avenement au trône

a cité cet arrest, en rend la raison; c'est que, lorsque cette terre fut vendue, la province dans laquelle elle est située, reconnoissoit encore pour Souverain, l'Archiduc d'Autriche, & qu'il est contraire à l'essence du domaine de la couronne, d'estre soumis à une domination estrangere.

Ainsi cet arrest ne dérange point le principe de l'union, qui doit avoir lieu incontestablement, par rapport à toutes les terres qui font partie de la domination de France, & qui font, par consequent, soumises aux loix de la nation.

C'est ce que Maillard reconnoît dans le mesme endroit. *On tient, dit-il, communément, que les biens immeubles possédez par un Prince, en qualité de particulier, sont unis de plein droit à la couronne, dès-là qu'il y parvient, ou au cas qu'ils luy eschéent durant son regne.*

ENFIN l'Evesque de Perigueux oppose l'edit du mois d'octobre 1620. par lequel Louis XIII. a expressement uni & incorporé le royaume de Navarre & la souveraineté de Bearn, à la couronne de France.

On voit au premier coup d'œil, que cet edit n'a pas une application plus heureuse à la question dont il s'agit, que les trois arrests dont on vient de parler. C'est pourquoy, sans examiner si cette union expresse, prononcée par l'edit de 1620. estoit absolument necessaire, ou s'il suffisoit que Henry IV. fust propriétaire de la Navarre, pour que la couronne de France eust un droit acquis & irrevocable sur ce royaume particulier & indépendant, comme sur la personne & sur les autres biens de ce Prince, ce qui pourroit faire la matiere d'une dissertation très-importante, mais qui n'est point necessaire pour l'éclaircissement de l'affaire presente; l'Inspecteur general se contentera d'observer que ce qui a esté fait au sujet d'un estat souverain, qui ne faisoit point partie de nostre monarchie, ne peut estre tiré à consequence par rapport à des terres, telles que celles dont il s'agit en cette instance, qui sont situées dans l'interieur du royaume, & assujetties aux regles de nostre gouvernement, suivant lesquelles, tout ce que le Roy possede en France, lorsqu'il parvient au trosne, se réunit necessairement & de plein droit, au domaine de la couronne.

*edit de 1620
Les unions*

PREUVES DE LA TROISIEME PROPOSITION.

Que Madame Catherine de Bourbon, sœur de Henry IV. n'avoit point droit à la propriété de la chastellenie d'Auberoche, non plus qu'aux autres terres qui composoient le domaine de la maison de Navarre.

La verité de cette proposition a déjà esté établie & solennellement reconnue au Conseil.

Henry IV. avoit fait don à Cesar son fils, du duché de Vendosme, par un contract du 3. avril 1598. Cette donation & les lettres patentes qui la confirmerent, furent enregistrées à la charge de la réunion à la couronne, à défaut d'hoirs masles; & le cas de cette réunion estant arrivé par le décès de M.^r le Duc de Vendosme, mort le 10. juin 1712. le 6. septembre de la mesme année, il fut rendu un arrest sur la requeste du Contrôleur general du domaine, qui ordonna que le duché de Vendosme, circonstances & despendances, demeureroit réuni à la couronne.

Madame la Duchesse de Vendosme, qui estoit donataire universelle du feu

Duc de Vendosme son mari, & Madame de Savoye son héritière, formerent opposition à cet arrest, & demanderent qu'on exceptast de cette réunion, le tiers du duché de Vendosme, attendu qu'il appartenait à Madame Catherine, sœur d'Henry IV. & qu'il n'avoit jamais été un bien domanial.

Pour le prouver, on oppoisoit de la part des deux Princesses, les mêmes moyens dont se sert l'Evesque de Perigueux.

Premierement, differens articles des coutumes d'Anjou & du Maine, comme assurant aux filles un tiers dans les fiefs, même de dignité.

L'Evesque de Perigueux oppose pareillement qu'en pays de droit escrit, où la chastellenie d'Auberoche est située, les enfans ont du moins dans la propriété des biens que leurs pere & mere ont laissez, *une legitime* à prétendre, connue sous le nom de *Quarte*, qui est affectée de droit, & hypothéquée sur toutes & chacunes les parties de l'hérédité.

Les Princesses observoient en second lieu, que Madame Catherine estoit intervenue dans la donation que Henry IV. avoit faite à son fils, qu'elle avoit concouru à cette donation, & l'avoit confirmée, & qu'elle avoit promis expressement *de n'aller jamais au contraire*, & elles prétendoient que toutes ces démarches devoient estre regardées comme des actes de propriété.

L'Evesque de Perigueux releve aussi de son costé, que Madame Catherine est intervenue dans la vente qui a été faite par Henry IV. de la chastellenie d'Auberoche, qu'elle a donné à cet effet un plein-pouvoir & mandement special: que dans sa procuration, elle a dit que la vicomté de Limoges & autres biens luy appartenoient; & que ce droit de propriété se trouve énoncé plusieurs fois, & expressement reconnu dans les actes qui ont été faits pour parvenir à la vente.

Les Princesses prétendoient en troisieme lieu, tirer un grand avantage de la clause du contract de mariage de Madame Catherine, par laquelle Henry IV. avoit promis de *luy faire partage & delivrance des droits successifs qui pouvoient luy appartenir, tant paternels, maternels, que collateraux*.

L'Evesque de Perigueux releve la même clause, comme essentielle & décisive en sa faveur.

Le feu sieur de Poilly, qui remplissoit les fonctions d'Inspecteur general du domaine, lors des demandes formées par Mesdames les Princesses, soutint que la totalité du duché de Vendosme appartenait en entier à Henry IV.

Premierement, parce que par le contract de mariage d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret ses pere & mere, il avoit été stipulé *que pour la conservation & perpetuation de leurs hautes Maisons, l'aîné de leurs enfans masles succederait à tous & chacuns les biens des futurs mariez; à la charge de pourvoir aux puisnez, selon leur estat & coutume desdites Maisons, & de doter ou marier les filles en argent, ainsi qu'il seroit avisé, selon leur qualité*.

Le sieur de Poilly observa que l'objet de cette clause estoit d'assurer à l'aîné masse, la totalité des biens de la maison: qu'elle emportoit une institution universelle d'héritier en faveur de Henry IV. que ces institutions d'héritier par contract de mariage, sont valables, les contracts de mariage étant susceptibles, suivant nostre jurisprudence, de toutes sortes de clauses, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, ni aux dispositions prohibitives des coutumes: Que dans l'usage, ces institutions sont très-frequentes dans les grandes maisons, en faveur des aînez; & que par consequent il estoit évident qu'après la mort d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret, le Prince Henry leur fils, avoit

recueilli, en vertu de cette clause, la totalité des terres & seigneuries qu'ils possédoient, & que Catherine de Bourbon sa sœur, n'avoit qu'une action pour demander *une dot en deniers*.

C'est sur le mesme fondement que l'Inspecteur general soutient que la chastellenie d'Auberoche appartenoit à Henry IV. seul, lors de l'avenement de ce Prince à la couronne; & que Madame sa sœur n'avoit aucun droit dans la propriété de cette chastellenie: parce que, quoyque le droit commun & la loy du sang dussent naturellement appeller cette Princesse à prendre part dans la propriété des biens de ses pere & mere, on a pû néanmoins déroger à ce droit commun, par une loy particuliere de sa famille; & cette loy se trouve réellement escrite dans le contract de mariage d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret, pere & mere de Henry IV. & de Madame Catherine.

Et c'est ce qui respond au passage que l'Evesque de Perigueux a tiré du traité des droits de la Reine.

Louis XIV. faisoit valoir avec raison *les droits du sang & de la nature*, dans une occasion où ces droits estoient d'accord avec la loy de l'Estat, qui regloit l'ordre des successions par rapport aux seigneuries appartenantes à la maison d'Espagne; & on faisoit voir que cet ordre n'avoit esté interverti, que par une renonciation, dont la nullité estoit prouvée de la maniere la plus démonstrative.

Nous sommes icy dans un cas tout opposé, puisque les conventions escrites dans le contract de mariage d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret, formoient une loy irrevocable, à laquelle tous leurs descendans estoient obligez de se soumettre, & contre laquelle Madame Catherine en particulier, ne pouvoit revenir.

Le sieur de Poilly adjousta que l'intervention de Madame Catherine, dans le contract de donation du Duché de Vendosme, ne pouvoit point qu'elle eust aucune part dans la propriété de ce Duché; mais comme elle avoit un privilege sur ce Duché, pour la dot ou la recompense qui devoit luy estre fournie par Henry IV. le Roy la fit intervenir dans le contract, afin que Cesar de Vendosme ne pust estre inquieté par la voye d'une action hypothecaire, pour raison des droits de cette Princesse.

C'est le mesme motif qui a engagé Henry IV. à prendre le consentement de Madame Catherine, avant de faire proceder à la vente des domaines du vicomté de Limoges, & notamment de la chastellenie d'Auberoche; afin que les acquireurs ne pussent estre inquietez, sous pretexte que la jouissance de ces domaines avoit esté cedée à cette Princesse *par provision*, & jusqu'à ce que le Roy pust luy fournir *des deniers dotaux*.

Cette Princesse estoit créanciere, & non pas propriétaire, & par consequent, ses créances ne pouvoient empescher l'effet de la propriété dans la personne du Roy, qui estoit de consolider ses biens propres au domaine de la couronne.

Par rapport à la clause du contract de mariage de Madame Catherine avec Henry Prince de Lorraine Duc de Bar, du 5. aoust 1598. le sieur de Poilly respondit que cette clause marquoit seulement que Henry IV. vouloit faire raison à la Princesse sa sœur, des droits qui luy appartenoint sur les biens d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret; mais qu'il n'entendit point par-là se désister des avantages qui luy estoient acquis par le contract de mariage de ses pere & mere, & suivant lequel il ne devoit à Madame sa sœur, qu'une *recompense en deniers*.

Cette clause n'ajoustoit rien aux droits de cette Princesse; il a esté promis qu'on

auroit égard à ces droits, tels qu'ils existoient, & qu'ils avoient esté formez lors du contract de mariage d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret. Ces droits ne consistoient, aux termes de ce contract, qu'en une simple créance; ils ont esté conservez à Madame Catherine, pour la mettre en estat d'estre payée: ce paiement n'a pas esté refusé, mais différé; en attendant, on luy a laissé la jouissance de quelques biens-fonds, & sa mort sans enfans a esteint sa créance.

L'Evesque de Perigueux oppose encore, que lors des alienations qui ont esté faites de la chastellenie d'Auberoche, en conséquence du consentement donné par Madame Catherine, la mouvance sur les portions alienées a esté réservée au profit de cette Princesse, comme au profit du Roy.

Il n'en résulte rien de décisif; le Roy a pû, pour décorer la possession provisoire accordée à Madame sa sœur, vouloir qu'elle reçust les hommages dûs aux seigneuries dont elle jouissoit, sans qu'il en résultast pour elle une propriété incommutable, ni une separation du domaine de la couronne. Dans la formation des apanages, on accorde ce privilege aux Princes du Sang, les seigneuries ne cessent pas pour cela de faire partie du domaine.

Il y a d'ailleurs une reflexion très-importante à faire, & qu'il ne faut point perdre de vûë, au sujet de tous les actes qui ont esté passez du vivant de Madame Catherine. C'est que Henry IV. pensoit alors qu'il ne devoit point y avoir de réunion à la couronne, des domaines qui luy estoient propres avant son avenement au trosne, & qu'il pouvoit en disposer librement; & ce Prince ne pouvoit choisir un objet plus digne de ses liberalitez & de son affection, que la Princesse sa sœur, surtout dans un moment où la couronne n'avoit point encore d'héritier presomptif de son sang. Mais Henry IV. reconnut dans la suite, comme on vient de le voir, la justice & l'importance des saines maximes sur lesquelles l'union de plein droit au domaine par l'avenement du Roy à la couronne, est fondée.

Une autre observation, qui est une suite des principes que l'on a établis plus haut, c'est que dès-là que Madame Catherine, par l'élevation du Roy son frere, est devenuë elle-mesme participante des titres & des distinctions attachées à la famille qui occupe actuellement le trosne; dès-là qu'elle a esté reconnue pour Dame de France, elle n'a dû envisager d'autres biens, d'autres richesses, que celles que l'estat adjousteroit aux honneurs dont il l'avoit décorée; & elle a dû se soumettre aux loix qui sont propres à la maison regnante, suivant lesquelles les Princesses ne reçoivent que des dots en deniers; en sorte que lors mesme qu'on supplée à ces deniers, par la concession de terres du domaine, le Roy peut toujours rentrer dans ces terres, en remboursant le sort principal dont elles tiennent lieu.

Conformement à ces principes, il a esté jugé par arrest du Conseil du 19. juillet 1719. que Madame Catherine n'avoit aucun droit à la propriété du tiers du duché de Vendosme, & que ce tiers, comme toutes les autres parties de ce domaine, devoit demeurer réuni à la couronne.

Il faut donc écarter l'idée que la moitié de la chastellenie d'Auberoche, comme située en pays de droit escrit, ait pû appartenir à cette mesme Princesse; & l'on ne peut, sous ce pretexte, énerver l'union totale & de plein droit qui s'est faite de cette chastellenie au domaine, par l'avenement de Henry IV. qui en estoit seul propriétaire.

PREUVES DE LA QUATRIEME PROPOSITION.

Que la mouvance qui a appartenu anciennement à l'Evesque de Perigueux sur Auberoche, n'a pû former d'obstacle à la réunion de cette chastellenie au domaine, lors de l'avenement de Henry IV. à la couronne.

DEUX RAISONS concourent à prouver cette proposition.

La premiere, c'est qu'il y avoit plusieurs siecles que la mouvance de l'Evesque de Perigueux sur Auberoche estoit esteinte, lorsque Henry IV. est monté sur le trosne.

La seconde, c'est que, quand mesme cette chastellenie eust esté encore assujettie à la mouvance de l'Evesque en 1589. l'avenement de Henry IV. à la couronne, l'en auroit necessairement affranchie.

L'Inspecteur general s'est expliqué sur le point de fait, il va presentement s'attacher à développer le moyen de droit.

DÈS qu'un bien qui releve d'un seigneur particulier, se trouve dans la main du Souverain, soit parce qu'il l'a acquis depuis qu'il est Roy, soit parce qu'il le possédoit lors de son avenement à la couronne, ce bien cesse aussi-tost d'estre assujetti à cette mouvance particuliere, & devient libre de toute vassalité.

Differens motifs également puissans, ont fait admettre ce principe. Premièrement, la majesté dont nos Roys sont revestus, le rang supérieur qu'ils occupent, cette noble indépendance, qui forme le principal apanage de leur souveraineté, les affranchit necessairement de l'obligation de rendre hommage, de s'avouer l'inférieur & le vassal de l'un de leurs sujets, & d'acquitter comme tel, aucun devoir ou service, qui emporte soumission & dépendance.

Cette obligation personnelle étant une fois esteinte, elle entraîne, par une consequence naturelle, l'extinction de l'obligation réelle, qui estoit inhérente à l'héritage que le Souverain commence, ou continuë de posséder étant Roy.

Car l'inféodation est un contract mixte, la féodalité est un composé de personne & de bien, qui renferme par consequent obligation personnelle & obligation réelle. C'est la personne qui doit acquitter le service, c'est la glebe qui en fournit les moyens. Le personnel étant le principal & le plus distingué, le réel, qui n'en est que l'accessoire, doit céder & suivre le personnel; c'est pourquoy le contract étant résolu dans la plus noble de ses parties, on a jugé qu'il devoit l'estre dans le surplus.

En second lieu, l'héritage pour raison duquel ces devoirs subsistoient, dès-là qu'il appartient au Prince, appartient à l'Etat, & par cela mesme participe à la nature & aux privileges du domaine public, qui ne peut estre soumis à aucune charge, servitude ou redevance, qui présuppose une sorte de subordination de la part de celui qui en est tenu, envers celui à qui elle est dûë.

Or, telle est l'essence de toute vassalité, que le propriétaire du fief dominant soit en droit de commander au propriétaire du fief servant. Par consequent, la vassalité dont estoit chargé l'héritage qui entre ou qui demeure dans la main du Roy, s'anéantit de plein droit, comme étant une servitude incompatible avec la qualité domaniale que cet héritage contracte dès l'instant qu'il se trouve appartenir au Souverain.

Dans tous les temps, & même dans ceux où les prétentions des seigneurs

particuliers sembloient en quelque maniere avoir prévalu sur les droits du Souverain, on a toujours tenu comme une maxime certaine, que le Roy ne peut estre assujetti à l'obligation de rendre hommage.

On voit dans les livres des fiefs, que l'Empereur Frederic premier respondit à un seigneur particulier qui luy demandoit l'hommage: *Se non teneri fidelitatem facere, cum omne hominum genus sibi fidelitatem debeat & ipse soli Deo.*

Nos Roys, qui ont le caractère & le pouvoir d'Empereur dans le royaume, n'ont pas esté moins jaloux de cette prérogative, qui est inseparable de leur dignité.

Louis le Gros reconnut autrefois que le Vexin relevoit originairement de l'Abbaye de Saint Denis, & qu'il en auroit dû hommage s'il n'eust esté Roy. * *Si Rex non esset hominum ei debere.*

Philippe Auguste dans une chartre de l'an 1185. s'explique ainsi. *Cum nemini facere debeamus hominum, vel possimus.*

Philippe le Hardy employa les mesmes termes en 1284. *Quia Reges Franciæ non consueverunt alicui homagium facere.*

* Galland, du Le Parlement rendit un arrest en 1313. qui eut ce principe pour motif. * *Cum Reges Franciæ subjectis suis homagium facere nunquam fuerit consuetum.*

Nos Roys, en usant de ce droit incontestable, ont cru devoir dédommager les seigneurs, des droits de mouvance qu'ils ne pouvoient plus exercer; & ils ont pris differens temperamens à ce sujet.

* Pithou, sur En plusieurs occasions, ils ont commis * quelques-uns de leurs Officiers, pour acquitter les devoirs de vassalité attachez à la glebe dont ils estoient propriétaires.

Mais on a reconnu dans la suite, que cet usage bleffoit la majesté du Souverain, & qu'il estoit indécet que le Roy s'abaissast par procureur devant un de ses sujets.

C'est pourquoy nos Roys se sont déterminez à payer aux seigneurs une indemnité.

On en trouve des exemples dans les chartres les plus anciennes.

* Chopin, de Philippe Auguste acquit * en 1185. le comté d'Amiens; l'Evesque de cette Ville, de qui ce comté relevoit, reconnut que sa mouvance avoit esté esteinte du moment que le Roy estoit devenu propriétaire, & qu'il ne pouvoit exiger du Souverain, aucun devoir de vassalité; & le Roy de sa part, pour l'indemniser, se désista du droit de procure, ou de giste, que l'Evesque luy devoit.

* Galland. En 1204. ce Prince assigna aux Religieux de Saint Denis * une rente sur le domaine, pour les dédommager de la mouvance qui leur appartenoit sur l'emplacement où étoit bastie la tour du Louvre.

* Thresor des Le mesme Roy ayant acquis le comté de Vermandois, qui relevoit en partie de l'Evesque de Noyon, il luy donna * en 1213. les terres de Sassenac & de Cuy, à titre d'indemnité. Les termes des lettres par lesquelles l'Evesque accepta ce dédommagement sont remarquables. *Cum secundum usum & CONSUETUDINEM hactenus approbatam, prædecessores Domini nostri Philippi Francorum Regis, nulli consueverint facere homagium, IN RECOMPENSATIONEM homagii quod domini Viromenses debebant nobis, & Ecclesiæ Noviomensis, ipse nobis & successoribus nostris Noviomensibus Episcopis, dedit & concessit in perpetuum quidquid habebat apud Laceniacum, & apud villam de Cuy.*

En 1226. Saint Louis donna 400. livres de rente à l'Archevesque de Narbonne, pour l'indemniser de la mouvance de plusieurs fiefs eschûs au Roy par confiscation.

Le mesme Prince observa encore la mesme chose à l'égard de l'Evesque de Beziers en 1229. L'accord qui fut passé à ce sujet, par l'entremise du Pape, s'explique ainsi. *Super bonis hæreticorum incidentibus in commissum, si Rex in manu sua tenere voluerit, cum non consueverit homagium facere, propter hoc RECOMPENSATIONEM ipsi Episcopo & Ecclesiæ faciet competentem.*

Philippe le Bel, du vivant de Philippe le Hardy son pere, rendit hommage à l'Evesque de Langres en 1284. * pour raison de plusieurs fiefs situez en Champagne, qu'il possédoit du chef de Jeanne de Navarre sa femme; mais en mesme temps il stipula que s'il devenoit Roy de France, l'hommage qu'il rendoit, seroit dès-lors anéanti & demeureroit sans aucun effet, & qu'il s'accorderoit avec l'Evesque au sujet de l'indemnité qui se trouveroit luy estre dûë.

* Cartulaire de l'Ev. de Langres.

Philippe le Bel estant parvenu à la couronne de France, la Reine Jeanne son épouse rendit hommage, par procureur, à l'Evesque du Puy pour le comté de Bigorre; & on voit par un acte de 1293. qu'il fut dit alors, que cet hommage ne prejudicieroit point aux droits du Roy, qui n'est tenu faire aucune foy & hommage à personne, mais qui recompense le seigneur de fief, du droit qu'il perd. * *Jure Regio salvo, Quod dominus Rex, sui juris & superioritatis ratione, usu & consuetudine longævis hætenus observatis, nemini ad prestandum homagium teneatur, salvo quod RECOMPENSATIONEM justam facit fieri, de jure feudi ad ipsum devoluti, domino feudali.*

* Thresor des Chartres.

Louis Hutin, fils aîné de Philippe le Bel, recueillit en 1304. les biens de Jeanne de Navarre sa mere, & l'hommage qu'il rendit en 1309. à l'Evesque de Langres, fut accompagné des mesmes clauses & des mesmes réserves qui avoient esté inferées dans l'hommage que son pere avoit rendu en pareille occasion; c'est-à-dire, *sauf à demeurer affranchi de l'hommage, quand il seroit Roy, & à pourvoir alors à l'indemnité de l'Evesque.*

Enfin, ces Princes & leurs successeurs ont fait des ordonnances, par lesquelles ils se sont expressement réservé la liberté de retenir les héritages qui relevent de leurs vassaux, en leur payant une indemnité; & ces indemnitez sont devenuës d'un usage si constant, que l'on a réglé sous les derniers regnes, le pied sur lequel elles doivent estre payées. L'edit du mois d'avril 1667. la declaration du 22. septembre 1722. & l'arrest du Conseil du 9. decembre 1727. renferment à ce sujet, des loix précises.

NONOBTANT l'ancienneté de l'usage de donner des indemnitez, quoyqu'on s'y soit fixé, comme au seul temperament qui puisse concilier l'intérêt des particuliers, avec les prérogatives inseparables de la souveraineté: quoyque les ordonnances de nos Rois, anciennes & nouvelles, en aient fait une loy de l'estat, qui a toujours subsisté & qui est en pleine vigueur; cependant quelques auteurs se sont persuadé que le Roy devoit plustost mettre hors de ses mains, les héritages qui relevent des seigneurs particuliers, & ils ont parlé de cette prétendue obligation, non-seulement comme d'un usage subsistant, mais mesme comme d'un devoir indispensable de la part du Souverain.

L'Evesque de Perigueux a cru pouvoir tirer un grand avantage de cette opinion, & du nom des auteurs qui l'ont adoptée; il a cité Chopin, Dumoulin, Domat & Bouchel; il auroit pû y joindre encore le suffrage de plusieurs autres, tels que sont M.^{rs} de la Guesle & de Beloy, le Bret & Brodeau.

Quelque consideration que meritent la plupart de ces auteurs, leur façon de penser sur l'objet dont il s'agit, est une preuve que l'on n'a pas toujours les veritables maximes presentes à l'esprit, ou plustost que l'on ne parvient à les connoître que par degrez; & que ceux qui ont establi sur certaines matieres,

les principes les plus lumineux, n'ont pas envisagé toutes les conséquences qui en résultent naturellement.

Pour combattre avec succès le sentiment des auteurs que l'on vient de nommer, il suffit de peser les motifs sur lesquels ils paroissent s'être fondez ; ils se réduisent à trois.

Leur premier motif, c'est que le Roy ne doit point faire tort à ses sujets, mais plutôt conserver leurs droits, & *ratio est*, dit Dumoulin, *quia Rex non debet subditis suis prejudiciare, sed magis eorum jura conservare.*

Cette raison conduit uniquement à accorder aux seigneurs une indemnité suffisante, & proportionnée à la perte qu'ils souffrent par l'extinction de leur mouvance : c'est le parti auquel nos Rois se sont arrestez définitivement, comme on vient de l'observer ; & ils ont suivi en cela, les vûes supérieures par lesquelles ils ont accoustumés de se déterminer. Car s'ils doivent conserver les droits personnels à chacun de leurs sujets, ils ne doivent pas abandonner ceux qui sont attachez à leur couronne, qui consistent, à pouvoir accroître le domaine de l'estat, en retenant les fonds qui leur appartiennent, en quelque mouvance que ces fonds soient situez, soit qu'ils en fussent propriétaires avant d'être Roy, soit qu'ils le soient devenus depuis, ou par des acquisitions nouvelles, ou parce qu'ils les ont recueillis à titre de succession, ou parce qu'ils leur ont esté adjugez par confiscation ou autrement.

La justice de ces droits se fait assez sentir.

Premièrement, il seroit contraire à la dignité du Prince, qu'il pût être gsné dans ses acquisitions, & encore moins dans la continuation de sa propriété.

En second lieu, le public a intérêt que le Roy augmente son domaine ; & l'avantage general qui en résulte pour tout l'estat, doit nécessairement l'emporter sur l'intérêt personnel, qui peut faire desirer à quelques particuliers, la conservation de leurs mouvances.

En troisième lieu, il faut se souvenir que dans la règle, tous les héritages du royaume, devroient relever immédiatement du Souverain ; & si nos Rois ont bien voulu permettre les sous-inféodations, au profit de leurs vassaux immédiats, ils n'ont pas entendu par-là restreindre pour l'avenir, la faculté qu'ils avoient d'acquies de nouveau, & de réunir à leur domaine ce qu'ils en avoient originairement démembré.

Le second motif que propose Dumoulin, c'est que le Roy ne peut pas être le vassal de son sujet. *Quia non potest Rex, nec debet, esse censuarius, sicut nec vassallus subditi sui.*

Dumoulin, & ceux qui ont pensé comme luy, n'ont pas fait attention au vice que renferme un pareil raisonnement ; car de prétendre que le Roy doit se priver de la propriété d'un héritage, parce qu'il occupe un rang trop élevé pour s'assujettir à quelques devoirs qui peuvent être suppléés facilement au profit de celui à qui ils sont dûs, par un juste dédommagement ; c'est faire tourner contre le Roy le privilège d'indépendance, qui forme une des plus belles prérogatives de sa couronne : c'est non-seulement luy ôter l'occasion d'appliquer son privilège, mais même c'est le luy rendre préjudiciable, en le gsnant dans l'administration de son domaine, en luy ôtant la liberté commune à tous ses sujets, d'accroître & d'augmenter son patrimoine, & ce patrimoine est celui de l'estat ; c'est blesser une des règles les plus communes en matière de privilège, suivant laquelle, *quod in favorem alicujus introductum est, in odium ipsius retorqueri non debet.*

Le troisième motif allegué par Dumoulin, & par ceux qui l'ont suivi, ce sont

sont les dispositions des anciennes Ordonnances. *Et ita pridem cautum est constitutione regia.*

L'Inspecteur general employera pour responce à ce pretendu motif, les propres termes de ces Ordonnances ; ils feront connoistre quel est leur veritable sens, & combien Dumoulin & ceux qui ont pensé d'après luy sur ce sujet, se sont trompez dans les consequences qu'ils en ont tirées.

La premiere Ordonnance, est celle de Philippe le Bel, donnée à Paris le 23. mars 1302. *Pour le bien, l'utilité & la reformation du royaume.*

L'article VIII. en parlant des Prelats & des Barons, contient cette premiere disposition. *Item in eorum feudis, nihil de cetero acquiremus, nisi de eorum procedat assensu, nisi in casu pertinenti ad jus nostrum regium.*

Article IX. *Si verò contingat quòd in terris ipsorum, aut aliorum subditorum nostrorum, alique fore facture nobis obveniant, jure nostro regio, infra annum & diem extra manum nostram ponemus, & ponemus in manu sufficientis hominis, ad deserviendum feudis, VEL dominis feudorum RECOMPENSATIONES sufficientes & rationabiles FACIEMUS.*

L'Ordonnance faite par Louis Hutin le 17. may 1315. Sur les remonstrances des nobles du duché de Bourgogne, s'explique ainsi.

Article XXXIII. *In subditorum vero nostrorum feudis, vel que sunt sub eorum mero imperio, nihil penitus, preter eorum consensum, emptionis, vel alterius voluntarii contractus titulo, deinceps, acquiremus.*

Article XXXIV. *EA VERO QUE nobis EX FORE FACTURIS, propter crimen lese Majestatis, aut successionibus quibuscunque, ratione generis tantummodo, in eorum feudis vel sub eorum jurisdictione provenire contingerit, RETINERE POTERIMUS, dum tamen domino feudi, ubi res esset feudalis, deservitorem, vel hominem sufficientem pro feudo tradamus, AUT ei pro dicto feudo RECOMPENSATIONEM idoneam FACIAMUS.*

Le mesme Roy rendit une autre Ordonnance dans le mesme temps, A la supplication des nobles de Champagne ; elle renferme le mesme esprit.

Article III. *Item, sur ce qu'ils disoient, que nous ne pouvons rien acquerre ne nous accroitre en leurs baronies, terres, fiés, arrieres fiés, ou censives, ne il alués seans en lor terres.*

Nous leur avons accordé & octroyé que nous n'acquererons rien en lor fiés, sans lor consentement, par maniere d'achapt, ou par autre contract volontaire ; mais CE QUE IL NOUS Y VENRA, PAR FORFAITURE, ou par autre echoite, NOUS RETENDRONS SE IL NOUS PLAIT, en baillant au seigneur de qui fié il mouvera, homme suffisant pour le fié, OU FAISANT suffisante RECOMPENSATION d'iceluy fié.

Ces dispositions des anciennes ordonnances fournissent plusieurs reflexions.

Premierement. Ce qui y est dit au sujet des terres que le Roy pourroit acquerir par contract volontaire, ne peut estre regardé que comme une grace extraordinaire que Philippe le Bel & Louis Hutin ont accordée aux pressantes sollicitations des principaux seigneurs de leur état. Ces Princes se trouvant dans des conjonctures difficiles, & estant obligez de ménager leurs vassaux, ont bien voulu, par facilité & condescendance, leur promettre de ne point s'accroistre par de nouvelles acquisitions de terres situées dans leur mouvance, sans prendre avec eux des mesures convenables pour qu'ils n'en reçussent point de dommage, & qu'ils y donnassent de bon gré leur consentement : Mais quoyque ces Princes se soient crus obligez d'insérer une pareille clause dans des ordonnances generales pour tout le royaume, ou particulieres pour certaines provinces ; il ne faut pas

se persuader qu'ils ayent entendu par-là se lier les mains, de façon que les seigneurs, en refusant de donner leur consentement, pussent les empêcher absolument d'acquiescer, ou les obliger de se dessaisir de ce qu'ils auroient acquis. Ce défaut de liberté dans la personne de nos Rois, eust esté incompatible avec leur dignité; & par conséquent, tout ce que l'on peut induire de cette première disposition, c'est que Philippe le Bel & Louis Hutin, ont fait espérer à leurs vassaux, qu'ils useroient de leur pouvoir à cet égard, avec ménagement, mais sans déroger à aucun des droits attachez à leur couronne, & à leur qualité de Souverain.

Seconde reflexion. Nos Rois ont toujours eu le pouvoir de disposer des héritages qui leur sont acquis par confiscation ou par autre eschoite; mais comme l'exercice de cette faculté dépend de leur libre volonté, ils ont toujours esté les maîtres, ou d'en user, ou de retenir les héritages. Le texte des ordonnances y est précis, *retinere poterimus, NOUS RETENDRONS SE IL NOUS PLAIT*; & par conséquent, c'est sans aucun fondement que, de cette faculté que le Roy a d'aliéner ces sortes de fonds, & qui est rappelée dans les ordonnances, les auteurs citez par l'Evesque de Perigueux, ont voulu induire une obligation indispensable & absolue de la part du Souverain, de mettre hors de ses mains tout ce qui luy appartient dans la directe des seigneurs particuliers.

Troisième reflexion. On ne doit point confondre les biens qui appartiennent au Roy, à titre d'eschoite, avec ceux qui luy appartiennent en vertu d'un titre ancien, stable & permanent, comme à titre d'hérédité, & en conséquence d'une propriété acquise avant d'estre Roy: les premiers de ces biens sont envisagez comme de simples casuels, comme des fruits du domaine; & c'est pour cela que le Roy en a la libre disposition, & est maître de les faire passer à qui il veut; en sorte qu'ils ne sont censez réunis pour toujours au domaine de l'Estat, qu'autant que le Roy l'a déclaré expressement, ou qu'il en a joui pendant dix années. Par rapport aux biens d'un ordre différent, & qui sont naturellement destinez à faire corps d'un patrimoine solide & durable, ces sortes de biens renferment en eux-mêmes un principe décidé d'union au domaine, qui se réalise de plein droit, aussitôt que le Prince s'en trouve ou en devient propriétaire estant Roy; en sorte qu'il ne peut plus les aliéner, parce que, suivant les principes que l'on a établis plus haut, l'Estat a un droit acquis non-seulement sur la personne du Souverain, mais aussi sur tout ce qui luy appartient incommutablement; le patrimoine du Roy n'est pas différent de celui de l'Estat, ils ne forment ensemble qu'un seul & même domaine, public, indépendant & inaliénable.

Quatrième reflexion. On doit envisager comme une seconde grace, ce que Philippe le Bel promet par son ordonnance, sçavoir, qu'au cas qu'il dispose des biens confisquezz, il chargera le nouveau propriétaire d'acquiescer les devoirs de vassalité envers l'ancien seigneur, & qu'il choisira à cet effet un sujet capable de les remplir.

Car, dès-là que le Souverain est saisi de la propriété d'un héritage, en conséquence du jugement qui lui en a déferé la confiscation, il possède cet héritage comme Roy & non comme particulier, & par conséquent il en doit jouir avec la même noblesse, la même dignité & la même indépendance que de ses autres biens.

La nature du titre en vertu duquel cet héritage appartient au Roy, sçavoir, le droit de confiscation, s'oppose seulement à ce qu'il contracte sur le champ le caractère d'inaliénabilité, qui est commun à toutes les autres parties du domaine; mais la liberté que le Roy a de disposer d'un pareil fonds, n'empêche pas qu'il

ne devienne domanial à tous autres égards, & qu'il ne participe à tous les autres privileges attachez à cette qualité, dont le principal consiste à ne pouvoir estre assujetti à la mouvance d'aucun seigneur particulier.

Par consequent, dès le premier instant qu'un héritage est acquis au Roy par droit de confiscation, la mouvance de celui de qui cet héritage relevoit, s'anéantit nécessairement & de plein droit. Or, cette mouvance étant une fois esteinte, le seigneur n'a pas droit de demander qu'on la restablisse; il est obligé de se contenter de l'indemnité raisonnable qui luy est assignée.

A la vérité nos Roys n'ont pas toujours usé de leur droit dans toute son estendue; l'ordonnance de Philippe le Bel en est une preuve. Ils ont, en quelques occasions, promis à leurs vassaux de faire revivre leur mouvance, lorsqu'ils cesseroient de posséder par eux-mêmes les fonds sur lesquels ces vassaux avoient joui précédemment du droit de suzeraineté, on en trouve des exemples dans quelques-unes des chartres que l'Inspecteur general a citées: Mais comme ces sortes de dispositions sont de pure grace, on n'y a égard qu'autant qu'elles se trouvent escrites dans le titre même du particulier qui les reclame; on ne peut jamais les suppléer, & on doit s'en tenir au droit commun & general, suivant lequel le Roy, pour rendre sa liberalité d'un plus grand prix, peut, lorsqu'il aliene l'héritage confisqué à son profit, laisser subsister l'estat de liberté & d'indépendance, que cet héritage a acquis entre ses mains, & ne le donner qu'à la charge qu'il sera tenu dorénavant en plein fief de son domaine.

Cinquieme reflexion. L'usage dont les ordonnances de Louis Hutin font mention, & qui consistoit à commettre un Officier du Roy pour rendre hommage à ses vassaux, a esté rejetté depuis, comme on l'a déjà observé; parce qu'un acte de soumission & de dépendance, fait au nom du Roy par un de ses Officiers, ne bleffoit gueres moins la majesté du trosne, que si le Roy se fust abaissé jusqu'à s'en acquitter en personne.

Lors même que l'on suivoit cet usage, ce n'estoit qu'un temperament volontaire de la part du Roy, & ce temperament estoit toujours subordonné au pouvoir que le Roy avoit, de faire accepter par les Seigneurs ecclesiastiques ou seculiers, une indemnité raisonnable: *RETINERE POTERIMUS, dum hominem sufficientem tradamus, AUT RECOMPENSATIONEM IDONEAM FACIAMUS.* Nous retiendrons, *se il nous plait, en baillant homme suffisant pour le fief, OU FAISANT SUFFISANTE RECOMPENSATION.*

Une *derniere reflexion*, qui réunit toutes les autres, c'est qu'aux termes des Ordonnances, le paiement de l'indemnité est la seule chose que puisse exiger le seigneur suzerain de qui relevoit l'héritage que le Roy vient à posséder: attendu que tous les autres temperamens que le Roy pourroit prendre, ou blefferoient sa dignité, ou dépendent d'une grace particuliere, qu'il peut toujours refuser sans injustice, & qu'il ne peut pas accorder dans certains cas.

POUR passer de la these generale au fait dont il s'agit, il résulte de tout ce qui vient d'estre établi, deux conséquences décisives.

La premiere, que la chastellenie d'Auberoche ayant esté acquise au Roy de France avec le comté de Perigord, en vertu de la confiscation prononcée par les arrests de 1396. & 1399. contre Archambault comte de Perigord, & contre son fils, qui fut héritier de son nom & de sa révolte; tout ce que l'Evesque de Perigueux a pû faire, suivant la jurisprudence qui avoit cours alors, s'est réduit à supplier le Roy, ou de restablir sa mouvance, & de substituer à sa place un vassal, qui fust chargé d'acquitter les devoirs de fief envers son Evesché, ou de luy accorder une indemnité.

Il est constant dans le fait, que la mouvance de l'Evesque n'a point esté restablie.

On en trouve une premiere preuve dans le silence que les Evesques de Perigueux ont gardé pendant près de deux cens ans, sçavoir, depuis 1396. jusqu'en 1589. que Henry IV. est parvenu à la couronne.

Quoyque la chastellenie d'Auberoche ait esté alienée par le Roy avec le comté de Perigord, peu de temps après la confiscation, quoyqu'elle ait passé successivement pendant le cours de deux siecles, avec ce comté, dans quatre maisons differentes, sçavoir, dans les maisons d'Orleans, de Bretagne, d'Albret & de Bourbon; cependant les Evesques de Perigueux n'ont inquieté aucuns de ces differens possesseurs, ils les ont tous laissé jouir paisiblement, & ne leur ont jamais demandé d'hommage.

Outre cette preuve négative, on en trouve une seconde qui forme un argument positif, auquel il n'y a point de réponse. Lorsque le Roy Charles VI. a fait don à Louis d'Orleans son frere, du comté de Perigord & de la chastellenie d'Auberoche, il les lui a cedez, à la charge de tenir le tout en plein fief de la couronne.

Dès-là que l'Evesque de Perigueux n'a pas obtenu le restablissement de sa mouvance, dès-là que le Roy s'est réservé expressément l'hommage de la chastellenie d'Auberoche, par le don qu'il en a fait à son frere, il n'est plus possible de douter que l'Evesque de Perigueux a esté payé en 1399. de l'indemnité qui luy estoit dûë, ou du moins, qu'il a laissé prescrire cette indemnité, par une possession plus que centenaire; ce qui opere la mesme chose par rapport au Roy.

La seconde consequence qui résulte de tout ce que l'Inspecteur general a prouvé jusqu'icy, c'est que quand mesme la mouvance des Evesques de Perigueux auroit esté restablie, ce qui n'est pas, quand ils en auroient esté exactement servis jusqu'au moment que Henry IV. est parvenu à la couronne, ce qui n'est pas non plus, bien loin que cette prétenduë mouvance eust pû former *un obstacle invincible & perpetuel* à la réunion de la chastellenie d'Auberoche au domaine, comme l'Evesque de Perigueux le soutient, l'avenement de Henry IV. à la couronne auroit anéanti de nouveau cette mouvance, & d'une maniere irrévocable; & celui qui remplissoit l'Evesché de Perigueux en 1589. se seroit trouvé dans une conjoncture bien moins favorable que celui qui l'avoit précédé en 1399. Car en 1399. le titre de confiscation, qui rendoit le Roy propriétaire de la chastellenie d'Auberoche, luy laissoit la liberté d'aliéner cette chastellenie, & de la faire passer à un nouveau possesseur, qu'il auroit pû charger de reconnoître l'Evesque: Au lieu qu'en 1589. lors de l'avenement de Henry IV. à la couronne, ce prince possédant la chastellenie d'Auberoche à titre héréditaire, il ne luy a pas esté possible de s'en dessaisir à perpétuité; Elle est devenue nécessairement & de plein droit une portion du domaine de l'estat, inalienable & imprescriptible, le Roy n'a pû la tirer de l'indépendance qu'elle avoit acquise au moment de son élévation au trosne, ni la soumettre de nouveau à l'Evesché de Perigueux; & par consequent cet Evesque n'auroit eu d'autre ressource en 1589. que de demander un dédommagement raisonnable; mais il n'a point formé cette demande, parce qu'il y avoit déjà près de deux siecles que sa mouvance estoit esteinte, & que ses predecesseurs en avoient reçu ou laissé prescrire l'indemnité.

L'Evesque de Perigueux oppose que Henry IV. a aliené ce qui restoit entre ses mains de la chastellenie d'Auberoche, & qu'il a mieux aimé prendre ce parti que de payer une indemnité.

Comment

Comment l'Evesque de Perigueux peut-il hazarder un pareil fait, pendant qu'il convient luy-même que cette indemnité n'avoit point esté demandée; & on vient de prouver qu'elle n'estoit plus dûë, parce qu'elle avoit esté acquittée ou prescrite près de deux siècles auparavant.

D'ailleurs, il est certain que les alienations des domaines de Henry IV. ont eu pour unique objet, d'acquitter les dettes que ce Prince & ses prédécesseurs avoient esté obligez de contracter; Qu'elles ont esté faites sous la reserve expresse de l'hommage au profit du Roy; & que nonobstant ces reserves, elles n'ont pû former que de veritables engagements, parce que toutes les fois que le Roy donne des terres moyennant des deniers comptans, il conserve toujours la faculté de rentrer dans les choses vendües, en restituant la finance qu'il a reçüe.

Suivant l'Evesque de Perigueux, Pour justifier que la chastellenie d'Auberoche a esté unie au domaine de la couronne, il faudroit que l'on rapportast des comptes dans lesquels les revenus de cette chastellenie eussent esté employez.

Il se trompe doublement. Premièrement, parce que l'union tacite qui se fait par une jouissance de dix années, n'a lieu, & n'est neccessaire, que pour les terres dont le Roy peut disposer, comme fruits de son domaine: au lieu que celles qui font partie de son patrimoine, & qu'il possède à titre d'héredité, lorsqu'il devient Roy, sont unies de plein droit, & rendues inalienables, en consequence & par le seul fait de son avènement à la couronne.

En second lieu, la chastellenie d'Auberoche n'a pû estre employée dans les comptes du domaine de la couronne, parce que Henry IV. regardoit encore cette chastellenie, & tous ses autres domaines de Navarre, comme des biens separés de ceux de l'estat, lorsqu'il en a fait faire la vente; & ce n'est que depuis cette vente qu'il a reconnu l'union qui s'estoit operée de plein droit par son avènement au trône.

L'Evesque de Perigueux tire un dernier moyen, des termes de l'edit de 1607. qui contient cette *declaration* de l'union de plein droit au domaine, & dont les dispositions ont dû avoir un effet rétroactif. Il observe que cet edit ne parle que des terres & seigneuries, *mouvantes immédiatement de la couronne*; d'où il conclut que Henry IV. n'a pas embrassé dans l'edit, les seigneuries qu'il possédoit dans la mouvance des seigneurs particuliers.

Les principes dont l'Inspecteur general a démontré la verité, fournissent une réponse décisive à cette objection. Si le Roy dans son edit, n'a parlé disertement & nommement, que des seigneuries qui estoient dans sa mouvance immédiate, c'est qu'il a pensé qu'il suffisoit de s'expliquer sur les objets principaux; mais il n'a pas eu intention de donner atteinte à des droits qui estoient également acquis à l'Estat sur ses autres terres: car l'union qui s'opere dans l'instant de l'avènement, est fondée non sur la mouvance immédiate, mais sur ce que le Roy qui parvient à la couronne, consacre entierement sa personne & ses biens à l'Estat; motif qui s'applique aux terres qui relevent des seigneurs particuliers, comme à celles qui relevent du domaine.

Enfin, la question que l'Inspecteur general vient de traiter, pour l'establissement de sa quatrieme proposition, a esté jugée *in terminis*, au sujet de la terre de Bohin, par un arrest du Parlement du 9. janvier 1679. qui est rapporté dans le * Journal du palais.

Cette terre avoit esté vendüe par Henry IV. avant l'edit de 1607. Les religieux de Vermand, qui estoient en possession de la mouvance de cette terre, lorsque ce Prince parvint à la couronne, avoient continué d'estre servis de cette

*L'Edit de 1607. sur le
mouvance*

* Tome II.

mouvance depuis la vente; ils employèrent tous les moyens que l'Evesque de Perigueux a fait valoir, ils eurent recours aux mesmes passages de Dumoulin, de Chopin, & des autres auteurs qu'il a citez: nonobstant ces autoritez & la longue possession de ces religieux, les mesmes maximes que l'Inspecteur general vient de développer, & qui furent soutenues, tant par le deffenseur du feu sieur Marquis de Mailly, que par M.^r l'Avocat general de Lamoignon, ont prévalu; & l'arrest a déclaré la terre de Bohin unie au domaine du Roy, & a ordonné que la justice seroit renduë en son nom, *sauf aux Religieux à se pourvoir pour leur indemnité.*

Cette indemnité reservée aux Religieux, & le titre d'*engagement* sous lequel l'alienation avoit esté faite, prouvent deux points bien essentiels: L'UN, que la mouvance des Religieux estoit bien établie, & subsistoit encore lors de l'avenement de Henry IV. au lieu que celle de l'Evesque de Perigueux, avoit esté éteinte près de deux cens ans auparavant, par une voye connue & legitime: L'AUTRE, que la circonstance d'estre dans la mouvance d'un seigneur particulier, ne forme point d'obstacle à la réunion au domaine, mais donne seulement droit au seigneur, de se pourvoir pardevers le Roy, pour obtenir une indemnité raisonnable.

PREUVES DE LA CINQUIEME PROPOSITION.

Que l'Evesque de Perigueux ne peut opposer le Dépié de fief au Roy.

LE DEPIÉ de fief est une peine qui a esté introduite pour maintenir l'exécution des articles de coustumes qui deffendent au vassal d'aliener à titre de sous-inféodation, au-delà d'une certaine portion de son fief.

Cette peine consiste à faire perdre au vassal, la mouvance qu'il s'estoit reservée sur les portions alienées, & à autoriser le seigneur à se faire reconnoître par ceux qui les ont acquises.

L'Evesque de Perigueux s'est flatté qu'il pourroit, en opposant le dépié de fief au Roy, enlever à Sa Majesté la mouvance de toutes les terres qui ont fait partie anciennement de la chastellenie d'Auberoche.

Son systeme à cet égard, consiste à soutenir, « que la chastellenie d'Auberoche estoit originaiement composée de dix-huit paroisses, qu'Henry IV. n'en possédoit plus que deux lors de son avenement à la couronne: que les auteurs de ce Prince, en alienant le surplus, ont consommé un dépié de fief, qui leur a fait perdre les droits de mouvance qu'ils s'estoient reservez lors de ces alienations: qu'Henry IV. n'a pû réunir à la couronne, ces droits éteints en la personne de ses auteurs; & que l'Evesque de Perigueux, seigneur suzerain d'Auberoche, a esté en droit de se faire reconnoître par les acquereurs des portions démembrées de cette chastellenie. »

Un grand nombre de circonstances également importantes & décisives, se réunissent pour faire voir que cet argument tiré du dépié de fief, ne peut recevoir aucune application à l'affaire presente.

Premiere Observation. Pour donner quelque force à un pareil moyen, il faudroit commencer par renverser tout ce qui a esté établi jusqu'icy, & présupposer que la chastellenie d'Auberoche relevoit encore des Evesques de Perigueux lorsqu'Henry IV. est parvenu à la couronne: & l'Inspecteur general vient de faire voir au contraire, d'une maniere si démonstrative, que cette mouvance avoit esté éteinte près de

deux cens ans auparavant, qu'il ne croit pas qu'il puisse rester le moindre doute à ce sujet : c'est pourquoy tout ce qu'il va adjouster, est très-surabondant ; & il ne se livrera à la discussion des moyens proposez par l'Evesque de Perigueux, que pour faire voir que ses prétentions sont insoutenables à tous égards.

Il est indubitable que l'Evesque de Perigueux ne peut appliquer la loy du dépié de fief, aux portions de l'ancien domaine de la chastellenie d'Auberoche, qui estoient encore entre les mains d'Henry IV. lorsqu'il est parvenu à la couronne, & qu'il n'a aliénées qu'après les avoir possédées comme Roy, pendant plusieurs années.

Seconde
Observation.

Cependant l'Evesque de Perigueux voudroit exercer son prétendu droit de suzeraineté, sur ces dernières alienations, aussi-bien que sur celles qui ont esté faites par les auteurs de ce Prince ; cette prétention est donc absolument destituée de tout fondement & de tout pretexte.

Par rapport aux mouvances attachées à la chastellenie d'Auberoche, l'Evesque de Perigueux argumente, comme s'il estoit prouvé que ces mouvances n'avoient esté establies que par des démembrements faits depuis que les Evesques ses predecesseurs avoient mis cette chastellenie hors de leurs mains : cependant il est très-possible au contraire, & mesme très-naturel de penser, que cette chastellenie, lorsque les Evesques l'ont aliénée à titre d'inféodation, estoit déjà composée, non-seulement de domaine, mais aussi de differens droits de directe, & qu'il en dépendoit plusieurs fiefs considerables.

Troisième
Observation.

L'establissement de pareils fiefs, qui auroient esté formez par les Evesques de Perigueux eux-mêmes, n'auroit jamais pû, dans la suite, leur servir de pretexte pour intenter une demande en dépié ; par consequent, il faudroit retrancher du nombre des alienations prohibées & sujettes à la loy du dépié, ces anciennes mouvances, & l'on doit reputed telles, celles dont l'Evesque de Perigueux ne rapportera pas le titre constitutif, émané des vicomtes de Limoges & de leurs successeurs.

Plusieurs des auteurs citez par l'Evesque de Perigueux, comme Auzanet, Brodeau & autres, estiment que lorsque les sous-inféodations ont esté faites par differens contrats, on ne doit priver le vassal que de la mouvance des portions de fief qui ont esté aliénées les dernières, & dont l'alienation opere un démembrement qui excède les bornes prescrites par la coustume ; par consequent, l'Evesque de Perigueux ne pourroit enlever au Roy, à titre de dépié, la mouvance sur les deux tiers des paroisses dépendantes de la chastellenie d'Auberoche : la coustume de Paris, que cet Evesque propose pour regle en cette matiere, permettant au vassal d'aliéner du moins jusqu'aux deux tiers de son fief.

Quatrième
Observation.

Les coustumes qui ont porté le plus loin les droits du seigneur à cet égard, & les auteurs qui les ont commentées, marquent en termes précis, que le dépié de fief est un droit, qui est ouvert au seigneur, mais dont il est le maistre de s'abstenir ; en sorte que tant qu'il ne se plaint pas, la sous-inféodation subsiste en son entier, entre le vassal & ceux qui ont acquis de luy.

Cinquième
Observation.

Le seigneur mesme ne peut faire usage des droits que la coustume luy déferé, que par voye d'action. Les coustumes d'Anjou * & du * Maine le disent expressement, *Et est à entendre que toute matiere de dépié de fief chet en action* ; & cette action, qui n'est pas plus privilégiée que les autres, se prescrit par quarante ans contre l'eglise ; par consequent, il faudroit que l'Evesque de Perigueux prouvast que les sous-inféodations, dont il se plaint, & qu'il veut s'approprier, ont esté faites moins de quarante ans avant le premier moment auquel il les a réclamées.

* Art. 206.
* Art. 221.

*Sixieme
Observation.*

L'Evesque de Perigueux, qui est obligé de convenir qu'il n'y a eu aucune reclamation faite à ce sujet par les Evesques ses predecesseurs, avant l'avenement de Henry IV. à la couronne, & qui sent que ce silence de leur part, est une preuve évidente qu'ils ne pretendoient plus droit à la suzeraineté de la chastellenie d'Auberoche, oppose que celui qui occupoit le siege de Perigueux en 1589. estoit un *confidentiaire*.

On a lieu d'estre étonné que l'Evesque de Perigueux insiste sur un pareil moyen. 1.^o Cette qualité odieuse de *confidentiaire*, bien loin de favoriser son systéme, donne lieu de presumer dans celui à qui il la reproche, un esprit avide & entreprenant, qui n'auroit pas négligé de faire valoir des droits qui auroient esté legitimes, pendant qu'il avoit recours à des voyes prohibées pour perpetuer dans sa famille la jouissance de biens ecclesiastiques.

2.^o L'acte par lequel l'Evesque de Perigueux pretend prouver cette confiance, est du 15. novembre 1599. & postérieur par conséquent de dix années à l'avenement de Henry IV. qui a réuni la chastellenie d'Auberoche au domaine. C'est un acte qui a esté surpris du sieur de Bourdeille, à l'extrémité de sa vie, l'année mesme de sa mort, par ses plus proches héritiers, pour faire passer l'evesché à un successeur qui s'engageoit à leur en abandonner la plus grande partie des revenus: un acte de cette qualité n'a pû imprimer le vice de la confiance, à tout ce qui avoit esté fait précédemment par cet Evesque, & dans un temps où il estoit en liberté, & où il jouissoit de sa santé & de sa raison.

3.^o La confiance est un crime relatif, qui présuppose un concert entre deux personnes; peut-on penser que le Roy ait voulu engager l'Evesque de Perigueux à trahir les droits de son evesché?

4.^o Quand cet Evesque auroit tenté de faire revivre les droits de ses predecesseurs sur Auberoche, quoy qu'esteints depuis plus d'un siecle; quand il se feroit plaint des alienations faites par les auteurs de Henry IV. il n'auroit pû estre écouté, parce que la prescription estoit acquise contre son evesché, longtemps avant qu'il fût Evesque. Il y a preuve au procès, que les alienations dont il s'agit, sont antérieures à l'année 1500. & le sieur de Bourdeille n'a obtenu l'evesché de Perigueux qu'en 1575. On ne peut donc imputer son silence ni à negligence ni à mauvaise foy.

*Septieme
Observation.*

La comparaison de ces deux époques importantes, sçavoir, le temps auquel les alienations dont il s'agit, ont esté faites, & le temps auquel la peine du dépié a esté introduite, détruit absolument le systéme de l'Evesque de Perigueux.

Pour opposer avec succès la loy du dépié, il ne suffit pas de prouver que le fief estoit autrefois plus considerable, & que les héritages sur lesquels la directe a esté réservée, en faisoient partie, parce qu'il n'y a presque point d'arrieres-fiefs, dont la mouvance immédiate ne pût estre prétendue sous ce pretexte, par le seigneur suzerain du fief dont ils relevent.

On voit une infinité de seigneuries qui n'ont qu'un très-petit domaine, & auxquelles sont attachées des mouvances fort considerables: il n'est pas douteux que les terres qui forment ces mouvances, ont fait partie anciennement de la seigneurie dont elles relevent, & qu'elles composoient dans l'origine plus des deux tiers de cette seigneurie; par conséquent, suivant l'Evesque de Perigueux, il seroit vray de dire qu'il y auroit eu un dépié de fief consommé.

Si les seigneurs suzerains pouvoient, sur ce seul fondement & en vertu de ce dépié, prétendre, comme fait aujourd'huy l'Evesque de Perigueux, la mouvance immédiate sur tous leurs arrieres-vassaux, quel trouble ne jetteroit pas dans l'estat, une pareille pretention!

Mais

Mais il faut se souvenir que les sous-inféodations, qui ont multiplié les divers degrez de mouvances sous lesquels sont rangez tous les héritages du royaume, ont esté faites dans les commencemens, sinon du consentement exprès & par escrit des seigneurs suzerains, du moins de leur consentement tacite & presumé: & pour establir cette presumption, il a toujours suffi qu'ils ne se fussent point opposé à ces démembrements, & qu'ils ne s'en fussent pas plaint dans le temps; parce que ces sous-inféodations n'ont rien de contraire en elles-mêmes, à la destination originaire des fiefs.

Celui qui a aliéné une partie considerable de son héritage, sous la reserve de la foy & hommage & de certains services, a eu pour objet de s'assurer un vassal, & de procurer à ce vassal de quoy le mettre en estat d'acquitter le service qu'il exigeoit de luy. Or ce n'estoit pas de la part du vassal, user des héritages reçus, d'une façon opposée à cet objet, que d'en disposer pour s'acquérir à luy-même des vassaux, qui pussent concourir avec luy à remplir le service dont il estoit tenu envers son seigneur suzerain. Bien loin donc que ces sous-inféodations ayent esté regardées dans l'origine, d'une manière défavorable, elles ont au contraire esté autorisées comme très-propres à remplir l'intention des premières inféodations, par la multiplication des vassaux, qui estoient subordonnez à celui de qui venoit originairement l'héritage.

Ce n'est que dans les derniers temps, & depuis que le service militaire, attaché aux fiefs, a cessé, & que tout l'utile des fiefs s'est trouvé borné à la perception des droits de mutation, que les seigneurs suzerains ont regardé avec une espece de jalousie, les sous-inféodations faites par leurs vassaux, qui diminuoient l'estenduë de la glebe sujette à l'exercice actuel de leurs droits casuels. Ce n'est que lors de la rédaction, & dans plusieurs endroits, lors de la réformation des coutumes, que l'on a imaginé la loi du dépié de fief.

Pernotandum, dit Chopin sur la coutume * d'Anjou, *beneficia cuique sua injussu dominorum alienare licuisse antiquo Galliae ritu; clientelariis solum Galliae fundis hæc adhibebatur cautio vetus, ut qui illos venderet, pignori daret, redditusve imponeret, ipse sibi exciperet fidelitatis sacramentum, & obsequium dominis exhibendum.* * L. 2. part. 3. t. 1.

At successu ætatum, modus dispertiendis beneficiis præscriptus fuit, variâ lege municipali, in gratiam dominorum.

De-là naît une consequence décisive pour l'affaire presente, sçavoir, que les sous-inféodations faites avant l'establissement de la loi du dépié, ne peuvent y estre assujetties.

Or on va voir que tout le raisonnement de l'Evesque de Perigueux, ne consiste qu'à appliquer les maximes du dépié de fief nouvellement introduites, à un temps où elles n'estoient pas encore en usage.

Il faut nécessairement, dit l'Evesque de Perigueux, que la faculté de sous-inféoder, soit réglée, ou par le droit romain, ou par une disposition de coutume; on en convient. Or le Perigord n'a point de coutume particuliere, l'ancien droit romain qui y supplée en toute autre matiere, ne contient point de disposition au sujet des fiefs. Le droit des Lombards, qui parle du démembrement de fief, qui se fait par sous-inféodation, n'est point reçu en France: Il faut donc se conformer au droit coutumier du royaume.

La coutume de Paris, continuë l'Evesque de Perigueux, est réputée le droit commun, dans les questions qui ne sont point décidées par des coutumes locales. Lapeirere, celebre Jurisconsulte en Guyenne, declare qu'on suit les dispositions de la coutume de Paris sur le dépié, dans le ressort du Parlement de Bordeaux.

Cette coustume ne permet l'alienation du fief, que jusqu'aux deux tiers ; Des dix-huit paroisses qui composoient la chastellenie d'Auberoche, il y en a seize qui ont esté alienées avant que Henry IV. soit parvenu à la couronne ; il y a donc eu un dépié de fief consommé par ces alienations : Donc la mouvance sur ces seize paroisses alienées, a dû retourner à l'Evesque de Perigueux, qui en estoit seigneur suzerain.

Voilà le raisonnement de l'Evesque de Perigueux, dans toute sa force ; mais voicy en quoy il peche.

Premierement, l'Evesque de Perigueux ne prouve point le fait qu'il avance, sçavoir, qu'il ne restoit à Henry IV. lors de son avenement à la couronne, que deux des paroisses de la chastellenie d'Auberoche

Les pieces produites au procès establisent au contraire, comme l'Inspecteur general l'a observé dans l'exposition du fait, que Henry IV. lorsqu'il est devenu Roy de France, possédoit encore l'emplacement sur lequel estoient les ruines de l'ancien chasteau d'Auberoche, & les paroisses du Change, de Blis, de Milhac, de Sainte Marie de Cliniac, de Saint Laurent du Manoir, & celles de Saint Pierre de Chigniac & de Saint Crespin d'Auberoche, & que toutes ces paroisses ne furent alienées au sieur Foucault par differens contracts, que depuis que Henry IV. fut monté sur le trosne.

D'où il resulte évidemment, que les seigneurs d'Albret, auteurs de ce Prince, n'ont point aliené au-delà des deux tiers de la chastellenie d'Auberoche.

En second lieu, quand Henry IV. lors de son avenement à la couronne, n'auroit pas esté propriétaire de toutes ces paroisses, il n'auroit pû estre privé du droit de mouvance sur les paroisses alienées, sous pretexte de la loy du dépié de fief: la raison en est bien sensible, S'il est vray, d'un costé, que le droit coustumier du royaume, & par preference, les dispositions de la coustume de Paris, doivent estre suivies pour ce qui regarde la manutention des fiefs; D'un autre costé aussi, il est certain que l'on doit appliquer le droit coustumier, aux alienations dont il s'agit, tel qu'il s'observoit à Paris, & dans la plus grande partie des autres coustumes, lorsque ces alienations ont esté faites: Or ces alienations sont anterieures de près d'un siecle à la nouvelle coustume de Paris, reformée en 1580. Par l'ancienne coustume, le jeu de fief estoit permis au vassal, d'une maniere indéfinie, Ce n'est que par la nouvelle coustume, que la faculté de sous-infeoder a esté limitée aux deux tiers du fief ; Par consequent, cette disposition nouvelle ne peut servir de pretexte pour annuler, au prejudice du Roy, des sous-inféodations que ses auteurs ont faites dans un temps libre, & où l'on n'avoit point encore prescrit de bornes fixes & précises à ce sujet. Cette réponse ne peut pas recevoir de replique.

L'Inspecteur general va cependant encore plus loin, il est en estat de faire voir que les alienations qui ont esté faites par les auteurs d'Henry IV. n'ont point excédé les regles qui ont esté tracées par Dumoulin dans son commentaire sur l'ancienne coustume de Paris, * & qui ont donné lieu de restreindre le jeu de fief aux deux tiers, lors de la reformation.*

* Art. 35.
et 41. edit. de
Buon de 1576.

* Art. 51.

L'article XLI. de l'ancienne coustume, estoit conçu en ces termes.

Item, un vassal se peut jouer de son fief jusqu'à la démission de foy, sans que le seigneur puisse luy en demander profit.

* N. 1. et
suiv.

Dumoulin explique d'abord* ce que l'on doit entendre par ces mots, *SE JOUER DE SON FIEF*, *Verbum, ludere, non intelligitur de dilapidatione, dismembratione, aut corruptione feudi, nec etiam de totali et perpetua alienatione vel expropriatione, sed significat licentiam et facultatem liberam disponendi ad libitum de feudo,*

absque eo quod patrono ullum jus vel commodum acquiratur, dummodo non interveniat dimissio aut interruptio fidei, fidelitatis & nexus clientelaris.

Il définit ensuite en quoy consiste la démission de foy: *Dimissio fidei est quando vassallus verè definit esse dominus, & consequenter vassallus feudi.*

En raisonnant d'après ces principes, Dumoulin propose l'espece d'un vassal qui vend tout son fief, & qui se reserve uniquement le droit d'acquitter par luy-mesme, la foy & hommage, & les autres devoirs de vassalité envers le seigneur de qui ce fief releve: il demande si, dans ce cas, il y a ouverture au fief, si le seigneur est en droit, ou d'exercer le retrait feodal, ou de se faire payer les droits de vente, & d'exiger la foy & hommage de l'acquéreur; & il resout la question en ces termes: *Sic concludo in questione proposita, ex quo venditor TOTALITER, vel perpetuo alienavit, & NULLUM DOMINIUM RETINUIT, commentitiam illam retentionem fidei non prodesse, & consequenter feudum ex causa venditionis aperiri, posse prehendi à patrono, qui venditorem fidem offerentem contemnere potest, & feudo frui cum effectu lucri fructuum, donec emptor in fidem ejus se conferat, & quintum denarium solvat, clientelarem conditionem subeundo.*

On voit que la décision de Dumoulin, ne tombe que sur les alienations *totales*, lors desquelles le vassal ne retient aucune portion de son domaine, *nullum dominium*, ni mesme aucun droit de directe sur ce qu'il aliene.

Dumoulin fonde son opinion à cet égard, premierement, sur ce qu'il est évident que dans un pareil contract où le vendeur abdique totalement sa propriété, la retention de foy n'est apposée que pour frauder le seigneur suzerain, & le frustrer des droits qui luy sont acquis par la mutation d'homme.

Non prodest etiam expressa retentio fidei, & nihil operatur, quia cum sit perpetua & TOTALIS alienatio, apparet retentionem fidei non esse appositam, nisi in fraudem jurium patrono debitorum ex hujusmodi venditione; & alioquin esset fenestra omnibus aperta ad frustrandum, & evitandum omnia jura feudalia omnium venditionum, quia in omnibus venditionibus rerum feudalium hujusmodi clausula retentionis apponeretur.

L'intention de la coustume n'est pas de fournir des moyens pour tromper. *Iste paragraphus non est conscriptus ad hoc, ut sit in potestate vassali vendentis, aut alio quocunque modo IN TOTUM abalienantis, facere quod feudum non aperiat, & quod inde, nec ex mutationibus contingentibus ex parte acquirentis, jura non præstentur patrono, sed solum ex persona alienantis.*

Nec unquam fuit mos aut intentio nostræ consuetudinis, quod hoc liceat sine consensu patroni, & in ejus fraudem & prejudicium.

La seconde raison que donne Dumoulin, naît du fond mesme du droit féodal, & de ce qu'il est impossible de separer totalement la féodalité, de l'objet auquel elle a esté attachée dans son principe: *Quia impossibile est esse vassalum absque feudo, & non potest feudum in totum separari à fidelitate, nec fieri ut unus sit vassalus, alter verò habeat feudum seu feudi dominium, & non sit vassalus nec clientelari conditioni obnoxius.*

Repugnat aliquem esse vassalum, & nihil feudale habere.

Et esset essentialis dimembratio feudi, videlicet, separatio formæ à materia, & qualitatis substantialis ab subjecto.

Mais lorsque l'alienation n'est pas du *total* du fief, & que le vassal retient dans sa main, ou une partie de son domaine, ou des droits qui representent les portions alienées; dans ce cas, Dumoulin estime qu'il n'y a point ouverture au fief, & que le seigneur ne peut demander aucuns droits.

Quando non fit hujusmodi mutatio, nec fidelitatis dimissio sive interruptio.

sed prior vasallus semper remanet vasallus, nulla fit apertura, nullumque jus acquiritur patrono.

Et voicy ce qu'il requiert pour que le vassal soit censé demeurer en foy envers son seigneur: *Retentio autem fidei, est quando retinet saltem aliquod jus vel dominium, in quo repræsentatur feudum ratione cujus remanet vasallus.*

Dumoulin appuye cette seconde décision sur deux motifs. Premièrement, il est juste que le vassal puisse s'aider de son fief, selon ses differens besoins. Et s'il demeurait toujours exposé à la critique du seigneur suzerain, & dépendoit en toute occasion de son humeur plus ou moins facile, la condition des vassaux seroit plus gênée & plus à plaindre que celle des tenanciers, qui sont obligez de rendre une redevance considerable pour les héritages qu'ils possèdent.

Scriptus est hic paragraphus, ne fortè quorundam patronorum avaritiâ, & nimis scrupulosâ investigatione, fieret, ut vix sine angariis & vexationibus possint vasalli super feudis suis contrahere, majorique subessent servituti, quàm tributaria aut censuaria prædia.

La faveur de la liberté & du commerce, demande que le vassal puisse disposer de son fief à sa volonté, tant que par la maniere dont il en use, il ne se met pas absolument hors d'estat de remplir les devoirs de vassalité, tant qu'il n'aliene pas entierement les fonds affectez à la prestation de ces devoirs, ou lorsqu'il substitue à ces fonds des droits capables de les représenter, & de contribuer à l'acquit des obligations dont il demeure chargé.

Le second motif que Dumoulin propose, c'est que les reserves, qu'il présume devoir estre faites lors de l'alienation, empêchent qu'elle ne soit regardée comme contenant un véritable démembrement.

Par exemple, si le vassal retient sur son fief une rente considerable, il est censé posséder le fief mesme. *De consuetudine & observantia communi, etiam in perpetua & irrevocabili concessione totius vel partis feudi ad certum redditum, valet & effectum suum operatur expressa retentio fidei: Ex quo enim annuum & perpetuum jus in re retinetur, cum onere feudalitatis, censetur quodammodo ipsum feudum ut prius à concedente retineri.*

Il en est de même lorsque le vassal aliene à titre de fief ou de censive, parce que le droit de suzeraineté réservé, tient lieu des portions aliénées, les représente, & forme une continuation de propriété, du moins directe, qui empêche qu'il n'y ait ouverture au fief. *In sub-infeodatione vel datione in censum, eo ipso ex natura actûs inest retentio domini directi, & dominicalis juris, & sic non censetur fieri alienatio nec dismembratio feudi, & nulla inde causatur apertura.*

L'Evesque de Perigueux a voulu faire entendre que l'Inspecteur general avoit mal pénétré le sentiment de Dumoulin, & que cet auteur n'admet que les sous-inféodations gratuites, & non celles lors desquelles on aliene à deniers comptans.

Ce qui donne lieu à cette objection, c'est que Dumoulin sur l'article 35. * N.º 16. de l'ancienne coustume, en examinant * si le vassal peut sous-inféoder une partie considerable de son fief, commence par observer que, suivant plusieurs textes du droit des Lombards, il estoit permis au vassal *subinfeudare sincerè & sine fraude, hoc est gratis & non accipiendo pecuniam.*

Mais l'Evesque de Perigueux n'a pas pris garde que Dumoulin, en appliquant ce droit étranger à l'usage qui s'observe en France, n'a point dit que la sous-inféodation, pour être valable, devoit être gratuite; au contraire, il a excepté cette condition comme contraire à nostre droit françois, suivant lequel les vassaux

les vassaux doivent avoir plus de liberté de disposer de leurs fiefs, parce qu'ils sont *patrimoniaux*. Et pour ne laisser aucun doute à ce sujet, il s'est expliqué disertement sur la faculté que les vassaux ont de sous-inféoder moyennant un prix en argent. *

* N.º 29. & suiv.

Et ut clarius appareat, pone vasallum sub-infeudare dimidium feudi, mediante magna summa pecuniæ.

Dumoulin en raisonnant sur cette espece, s'arreste définitivement à ces deux principes.

L'un, que la sous-inféodation ne doit point nuire au seigneur, & que le fief doit estre censé demeurer tout entier dans sa mouvance immédiate; en sorte qu'il continuë de jouir de tous ses droits sur la totalité du fief, comme s'il n'y avoit point eu de sous-inféodation.

L'autre, que cela n'empesche que le vassal ne puisse disposer de son fief à son avantage, & sans procurer de droits au seigneur, pourvû qu'à son égard il demeure toujours en foy.

Pro brevi resolutione adverte primò, quod quocunque modo vasallus disponat, non potest facere quin media pars feudi quæ in feodum vel censum conceditur, immediatè & feudaliter moveatur à barone, & semper remaneat ei subjecta in omni qualitate & onere feudali.

Manente autem integro jure baroni, in ceteris potest vasallus providere, ut ex certo contractu suo super feudo nullum jus acquiratur patrono, videlicet non dimittendo fidem, & tenendo feudum in eodem statu.

Il en donne ces deux raisons que l'on a déjà touchées, la premiere est tirée de l'intérêt public. *Et hoc justissima ratione fuit introductum, ne videlicet commercium & administratio sui cujusque patrimonii, quod, ut plurimum, in hoc regno consistit in feudis, prohiberetur & impediretur.*

La seconde résulte de la nature du contract de sous-inféodation, ou de bail à cens.

Secundò adverte, quando vasallus alienat mediam partem feudi, multum interest an simpliciter vendat, an vero SUB-INFEUDET, vel in censum concedat; quia primo casu censetur res alienata qualis est, cum onere suo, & est TOTALIS alienatio & mutatio vasalli, & tenetur acquisitor in fidem baronis se conferre. Secundo vero casu, quoniam retinet quoddam dominium directum, & vera jura dominicalia, & sic non est totalis alienatio, nulla jura debentur patrono, neque relevium, si gratis & animo donandi fiat hujusmodi concessio, nec quantum pretii, si fiat mediante justo pretio. On ne peut rien assurément de plus positif.

Dumoulin, pour confirmer son avis, cite sur l'article XLI. * un arrest rendu contre les Chartreux, le 17. fevrier 1538. * N.º 9. & suiv.

Un de leurs vassaux avoit vendu la plus grande partie de son fief, moyennant un certain prix, & s'estoit réservé quatre deniers parisis de cens par arpent. Les Chartreux voulurent exercer le retrait féodal sur ces héritages, en rendant à l'acquéreur le prix qu'il avoit payé; il refusa de le recevoir, & soutint qu'il n'y avoit point ouverture au fief, & que le vassal avoit seulement usé de la liberté que luy donnoit la coustume, de se jouer de son fief; l'arrest le jugea ainsi: *Et sic declaravit prefata Curia, dictam alienationem non esse subjectam retractui feudali, nec quinto denario, NEC ALII JURI FEUDALI:* Et par consequent les Chartreux n'auroient pas esté mieux fondez à demander que l'acquéreur fust tenu de les reconnoître pour seigneurs immédiats. Cependant l'alienation estoit, comme on vient de le remarquer d'après Dumoulin, de la plus grande partie du fief. *Cessit, vendidit & transtulit MAJOREM PARTEM domanii feudi sui.*

La réponse que fait Dumoulin, aux argumens tirez des dispositions du droit des fiefs, que l'on opposoit au sentiment adopté par cet arrêt, est remarquable, & confirme tout ce qui vient d'estre observé. *Non obstant adducta in oppositum de textibus in usibus feudorum, quia sunt statuta & consuetudines insubriæ, aliam autem habemus consuetudinem: quia apud nos feuda sunt patrimonialia & alienabilia, & liberum est disponere citrà dimissionem fidei. Vera autem retentio census, laudimiorum & directi domini, & consequenter dominicalium jurium, se non compatitur cum dimissione fidelitatis & clientelæ.*

Après des expressions si formelles, on ne peut pas douter que Dumoulin tenoit pour maxime, avant la reformation de la coustume, Que l'on devoit prendre un juste temperament entre l'interest du seigneur & celui du vassal.

Que d'un costé il ne falloit pas autoriser une alienation entiere, qui auroit fait eclipser tout le fief, & qui l'auroit soustrait absolument de la mouvance immédiate du seigneur suzerain.

Et que l'on devoit empêcher l'effet d'une reserve simulée, qui avoit uniquement pour objet, de frauder le seigneur.

Que d'un autre costé, il n'estoit pas juste non plus, sous pretexte du droit de suzeraineté, qui appartient au seigneur du fief dominant, de gesner tellement le propriétaire du fief servant, qu'il ne luy fust pas permis de s'en aider pour le soustien & l'arrangement de ses affaires.

Mais qu'il suffisoit que le vassal retînt pardevers soy, une partie du domaine chargé de la vassalité, & qu'il se reservast sur les portions qu'il mettoit hors de ses mains, quelque droit féodal ou censuel, qui marquast l'ancienne union des parties alienées, avec celles dont il demeuroit propriétaire, & qui fist connoître que s'il se privoit du domaine utile, du moins il n'abdiquoit pas le domaine direct, & qu'il conservoit au contraire un esprit de retour, & un desir réel de rétablir dans la suite, les choses dans leur premier estat.

Or tel est précisément le cas où se sont trouvez les seigneurs d'Albret, qui ont fait les alienations dont il s'agit.

Ils ne se sont déterminez à aliener, que lorsqu'ils s'y sont trouvé obligez par la necessité de leurs affaires: & de quelles affaires s'agissoit-il? de parvenir à s'assurer la propriété de biens considerables, tels que le royaume de Navarre, la principauté de Bearn, & autres domaines importants.

Dans le contract de 1487. par lequel les paroisses d'Antonne & de Sarliac ont esté vendues au sieur de Saint-Astier, Alain d'Albret qui agissoit pour Jean d'Albret son fils, explique disertement pour motif de cette vente: « Qu'il avoit » esté obligé de recouvrer, les armes à la main, sur le vicomte de Narbonne, » plusieurs places & portions du royaume de Navarre, de la principauté de » Bearn, & du Comté de Foix, qui appartenoint à son fils: que la guerre qu'il » avoit eu à soutenir à ce sujet, l'avoit contraint de faire des emprunts très- » considerables, & qu'il luy restoit encore de grandes dépenses à faire, soit pour » se maintenir dans ces biens, soit pour achever de recouvrer ce dont le vicomte » de Narbonne s'estoit emparé; en sorte que pour éviter de plus grandes pertes, » il avoit estimé, avec son Conseil & celui du Roy de Navarre son fils, qu'il » convenoit d'aliener quelques portions du comté de Perigord & du vicomté de Limoges. »

Comment ces alienations ont-elles esté faites par les seigneurs d'Albret? portion par portion, en commençant par les plus éloignées, à mesure seulement que leurs affaires devenoient plus pressantes, sans toucher au chef-lieu de la chastellenie, en retenant une partie de son ancien domaine, & en se reservant

le droit de mouvance immédiate & de ressort, sur les portions qu'ils ont aliénées, afin de pouvoir y rentrer dans la suite par la voye du retrait féodal, lorsqu'il y auroit ouverture au fief, & dans la vûe que la chastellenie fust pendant ce temps, dédommagée de la diminution de son domaine, par l'augmentation de ces mouvances.

Par conséquent, si on se rappelle d'un costé, que les domaines dont il s'agit, sont situez en pays de droit escrit, où il n'y a jamais eu aucune loy municipale qui ait limité la faculté de sous-inféoder à une quotité précise: & si l'on fait attention de l'autre, que les seigneurs de la maison d'Albret ne se sont jamais dessaisis des domaines de la chastellenie d'Auberoche en entier, qu'au contraire ils sont toujours demeuré propriétaires, jusqu'à l'avenement de Henry IV. de plusieurs paroisses qui formoient le corps principal de cette chastellenie; qu'ils ont toujours eu soin de substituer aux portions qu'ils en ont détachées, la reserve expresse des droits de mouvance sur les parties démembrées; il doit demeurer pour constant, que ces démembrements n'ont point excédé ce *legitimum modum*, qui autorise tous les actes qu'il accompagne; qu'il n'y a point eu de la part des seigneurs d'Albret, de démission de foy, ni ce que Dumoulin appelle *interruptio fidelitatis & nexus clientelaris*: que ces seigneurs n'ont point esté *absque feudo*, pour se servir des termes du même auteur; & que s'ils eussent esté réellement les vassaux de l'Evesque de Perigueux, lors de ces démembrements, ce qui n'est pas, comme l'Inspecteur general l'a démontré, ils n'auroient pas cessé de l'estre après les alienations faites, parce qu'ils ont toujours conservé en leurs mains de quoy *sustinere personam vassali*: D'où il suit nécessairement qu'il n'y a point eu de dépié de fief consommé par les seigneurs d'Albret, qu'ils n'en ont point encouru la peine; que Henry IV. héritier de leur Maison, a esté légitime propriétaire, tant du chef-lieu & des paroisses dépendantes de la chastellenie d'Auberoche, qu'il possédoit encore quand il est monté sur le trosne, que du droit de mouvance sur tous les fiefs anciennement démembrés de cette chastellenie; & que lors de son avenement à la couronne, le tout y a esté réuni de plein droit.

PREUVES DE LA SIXIEME PROPOSITION.

Que les clauses de reméré, apposées à plusieurs des alienations faites par les seigneurs d'Albret, fournissent un nouveau moyen pour détruire l'argument que l'Evesque de Perigueux a voulu tirer du dépié de fief.

DANS une partie des contrats par lesquels les auteurs de Henry IV. ont aliéné différentes portions de la chastellenie d'Auberoche, les seigneurs d'Albret se sont réservé non-seulement la foy & hommage, mais aussi le droit de rentrer après un certain nombre d'années, dans les choses aliénées, en rendant le prix aux acquereurs; au moyen de quoy, ces contrats n'ont point operé des alienations entieres, mais de simples engagemens.

Or Dumoulin, sur l'article XLI. de l'ancienne coustume, établit que le vassal n'encourt point la peine du dépié, en alienant son fief avec retention de foy sous faculté de rachat.

D'où l'Inspecteur general a tiré cette consequence, que l'Evesque de Perigueux ne peut se servir de la loy du dépié de fief, pour enlever au Roy la mouvance sur les portions de la chastellenie d'Auberoche, que les seigneurs

d'Albret ont sous-inféodées avec reserve expresse d'une faculté de reméré, que Henry IV. estoit encore à temps d'exercer lorsqu'il est parvenu à la couronne.

L'Evesque de Perigueux ne pouvant résister aux endroits de Dumoulin, que l'Inspecteur general a citez à ce sujet, il les a passé sous silence, & il s'est contenté d'alleguer qu'ils estoient sans application à l'espece dont il s'agit : on va en juger par l'exposition du sentiment de cet auteur.

*N.º 13. & suiv.

Dumoulin, sur l'article XLI. de l'ancienne coustume, * propose cette question. *Quæro, vasallus vendidit feudum retenta fide sub pacto redimendi usque ad terminum; Utrum saltem secuta traditione aperiatur patrono, & ab eo prehendi possit, & jure feudali possidere donec jura feudalia inde prestentur?* voilà précisément nostre espece. L'Evesque de Perigueux, en le supposant pour un moment seigneur suzerain d'Auberoche, a-t-il pû réclamer la mouvance sur ce que les seigneurs d'Albret avoient aliéné à titre de sous-inféodation, & avec faculté de rachat? A-t-il pû exiger que ceux qui avoient acquis de cette maniere, fussent tenus de luy payer des droits de mutation, & de le reconnoître pour seigneur immédiat, au préjudice de la stipulation portée par les contrats qui les avoient rendus propriétaires, & suivant lesquels, ils devoient la foy & hommage aux auteurs de Henry IV.

Dumoulin décide la question en ces termes : *Ad solutionem quæstionis nostræ concludo, licere vasallo vendere & tradere feudum suum ad onus redimendi, retentâ interim fide, absque eo quod patronus inde aliquam aperturam vel commodum feudale petere possit.*

L'Evesque de Perigueux ne peut donc prétendre de mouvance immédiate, sur tous ceux auxquels il a esté vendu des portions de la chastellenie d'Auberoche, sous faculté de rachat & à titre d'inféodation.

La décision de Dumoulin est fondée sur la nature du droit de reméré, qui est une action immobilière, qui représente le fonds sur lequel on peut l'exercer.

Ratio est quia ex quo antiquus vasallus retinet jus redimendi, non censetur totaliter feudum alienare, quia qui actionem habet ad rem, ipsam rem habere videtur; imo censetur feudum ipsum in bonis habere, quandiu durat spes, & habet actionem efficacem ad illud recuperandum; & sic dummodo aliter clientelam non abdicaverit, sed expressè retinuerit, remanet vasallus & feudum non aperitur, nisi moriatur, & sit opus renovatione investituræ.

Ce motif de décision est si vray en luy-mesme, qu'il en résulte une infinité de conséquences également certaines.

Le fief vendu sous la faculté de rachat, conserve sa premiere nature à l'égard du vendeur, en sorte que s'il rentre dans sa main, en consequence de l'exercice du reméré, il est considéré comme s'il n'en estoit jamais sorti; il n'est point censé le posséder comme une nouvelle acquisition : il le reprend libre & exempt de toutes les charges qui proviennent du fait de celui à qui il avoit vendu, comme s'il n'avoit jamais discontinué de le posséder par ses propres mains. Le fief une fois retiré, demeure propre aux héritiers des propres, & sujet au retrait lignager, en cas qu'il vienne à estre aliéné de nouveau.

Il en est de mesme par rapport à l'action de reméré; elle est censée, tant qu'elle subsiste, estre de mesme nature que le fief qu'elle représente; elle est regardée comme un droit réel. *Ipsam jus redimendi non est merè personale, sed est in rem scriptum, & potest contra quemcunque successorem vel possessorem intentari ad præcisam rei restitutionem.*

Cette action tient tellement lieu du fief, qu'à l'égard de droits casuels qui peuvent estre dûs au seigneur de qui le fief releve, on considère non les mutations

mutations qui proviennent du chef de celuy qui a acquis sous faculté de rachat , mais les mutations qui arrivent du chef de celuy qui est propriétaire de l'action de reméré. *Nec etiam ex mutationibus supervenientibus ex parte acquisitoris, sed solum ex parte veteris vasalli.*

Cette action , en changeant de main , donne ouverture aux mêmes droits que le fief auroit produit au profit du seigneur.

Si hæres venditoris decedat , relicto hærede laterali , & is similiter , quot sunt hujusmodi mutationes infra tempus redimendi , tot relevia debentur patrono , licet persona emptoris non mutetur.

Tenetur etiam patronus in fidem admittere hæredem venditoris , quandiù durat facultas redimendi , nec potest recusare prætextu dictæ venditionis , cum sit permissa.

Dumoulin sur l'article 23. de l'ancienne coustume, * observe encore que, * N.º 30. *jus redimendi feudum , est velut jus feudi : Qu'il faut porter le même jugement , de actione competente ad rem , quàm de re ipsa : Que le domaine utile & la propriété du fief , inest huic juri redimendi , quoniam etiam utilis rei venditio ad hoc competit. Et de-là il conclut que celuy qui vend la faculté de rachat , est censé vendre l'héritage ; & sic vendendo istud jus redimendi , videtur in effectum vendere feudum : Que la faculté de retirer un fief , se trouvant faire partie d'une succession , elle y tient la place du fief : Idem judicatur ac si ipsum feudum transmitteret ; en sorte que si filii succedant , erit inter eos locus juri primogenituræ in hac actione & in re virtute illius redempta. Si cette faculté de reméré vient à estre vendue , on peut y exercer le retrait lignager ; locus est retractui proximitatis , & potest proximus venditoris ex illo latere undè feudum processit , retrahere hanc facultatem , sicut potuisset retrahere feudum.*

Dumoulin estime pareillement qu'au cas de vente , si les parens lignagers ne demandent pas à estre preferez , le seigneur de qui relève le fief peut exercer le retrait féodal sur la faculté de reméré , qui est aliénée par son vassal. *Conclusimus hoc casu locum esse retractui feudali.*

Toutes ces circonstances prouvent d'une maniere démonstrative , que l'action de reméré représente si bien le fief dans lequel le propriétaire de cette action a droit de rentrer , que l'on doit juger des choses comme s'il possédait l'héritage même ; d'où il résulte évidemment , que , suivant Dumoulin , cette maniere d'aliéner ne peut donner ouverture au dépié de fief.

A LA VERITÉ Dumoulin a examiné aussi sur l'article 41. * pour com- * N.º 18. & bien de temps la faculté de reméré peut estre stipulée , & produire tous les effets dont on vient de parler. Et pour prendre sur cela un juste temperament , il estime que cette faculté doit estre restreinte à moins de dix années. *Justum temperamentum esse puto tempus quod est infra decem annos , quia illud regulariter & crebrius in jure dicitur modicum tempus.* suivans.

Et de-là il tire cette consequence : *Si verò venditor non redemerit feudum intra terminum , statim lapso tempore venditio facta est incommutabilis , & retentio fidelitatis resoluta fuit , sive fuerit ad idem tempus limitata , sive non , quia etiam expresso pacto non possit ulterius subsistere , nec extendi ; & consequenter remanet feudum , EX NUNC ET NON RETRO , apertum & prehensibile , ex defectu hominis , cum juribus quinti , vel retractus ad electionem patroni , ex venditione præcedente.*

Cette seconde partie de l'opinion de Dumoulin a esté invoquée par l'Evesque de Perigueux , qui prétend qu'elle est entierement décisive en sa faveur.

Cependant , comme il sent que cet auteur a pû se tromper en ce point , il

declare qu'il veut bien *courir les risques d'errer avec un tel guide.*

L'Inspecteur general ne croit pas devoir penser ainsi. L'autorité de Dumoulin est sans doute d'un grand poids, mais il ne s'ensuit pas que l'on doive le suivre absolument en tout; nous devons adopter son sentiment avec confiance, lorsqu'il nous conduit au vrai, nous devons l'abandonner lorsqu'il s'en écarte, l'empire de ses écrits doit estre celui de la verité: lorsqu'il nous la découvre, lorsqu'il dissipe les nuages qui l'enveloppoient, nous ne pouvons trop faire usage de ses expressions, pleines d'énergie & de force; mais lorsqu'il tombe luy-mesme dans l'erreur, bien loin de l'imiter, nous devons le combattre avec les mesmes armes par lesquelles il a accoustumé de nous soumettre.

Dumoulin a reconnu luy-mesme la difficulté de cette matiere, lorsqu'il dit à ce sujet: *Certè iste paragraphus est de illis qui indigerent inquisitione super formâ & modo utendi, sed puto quòd si inquireretur, non inveniretur certum judicium nec determinatus utendi modus.*

Et lorsqu'il s'est déterminé à n'admettre l'effet du reméré contre le seigneur, que pendant les neuf premieres années, il a adjouté que c'étoit *sine præjudicio potioris sententiæ*; ce qui marque qu'il sentoit luy-mesme la difficulté que pouvoit souffrir son avis à cet égard: ainsi, c'est se conformer aux vûes de Dumoulin, que de rechercher quels sont sur ce sujet, les véritables principes auxquels on doit s'arrester.

PREMIEREMENT, il est certain que la faculté de rachat, stipulée dans la vente, sans réserver la mouvance, empesche que le seigneur qui a reçu de premiers droits lors de cette alienation, n'en perçoive de nouveaux lorsque le vendeur rentre dans sa chose, dans le temps fixé par le contract.

EN SECOND LIEU, il est également certain que lorsque la vente sous faculté de rachat, est faite avec reserve de mouvance, il n'est dû aucuns droits pour ce genre d'alienation, ni au moment de la vente, ni au moment que l'on exerce le reméré.

EN TROISIEME LIEU, c'est une maxime qui est à present universellement reconnüe, que l'action de reméré, quoyque stipulée pour un petit nombre d'années, dure trente ans, à moins que l'acquireur n'ait fait prononcer par un jugement, que cette action est perimée & esteinte: & tant que ce jugement n'est point intervenu, & que les trente ans ne sont point passez, l'action peut estre exercée.

Or le vendeur estant encore à temps pour rentrer dans son fonds, il n'est pas possible d'admettre que le seigneur soit en droit de pretendre qu'il y a ouverture au fief & mutation de vassal, & que l'acquireur luy doit des droits, & est obligé de le reconnoistre. Au contraire, toutes les raisons que Dumoulin a employées pour écarter le seigneur pendant les neuf premieres années, se réunissent pareillement pour l'écarter pendant le surplus des trente ans.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à peser le motif qui détermine Dumoulin à limiter l'effet du reméré à l'espace de neuf ans; son unique motif, c'est que le seigneur pourroit estre trop long-temps sans recevoir de droits de mutation. *Secus*, dit-il, *si permetteretur retentio fidei usque ad quindecim, viginti vel triginta annos, quia tunc patronus posset incurrere notabilem diminutionem jurium suorum, quia interim novus acqvisitor feudi posset nedum morte, sed etiam donatione, venditione aut aliàs, frequenter mutare feudum de manu in manum, & tamen harum mutationum respectu nihil posset patronus pretendere, & sic feudum staret per longum imo per longissimum tempus, absque eo quod jura feudalia acquiri possint patrono, & sic istud redundaret in nimiam captivem patroni.*

Pour peu que l'on y fasse attention, on reconnoitra que ce motif n'a aucun fondement solide; premierement, parce que, suivant Dumoulin luy-mesme, tant que dure la faculté de rachat: *Interim non suspenduntur jura vel commoda patroni, imo possunt verificari & habere locum cum effectu ex persona veteris vasalli.* Par exemple, si celuy qui a vendu avec reserve de foy & hommage & sous faculté de rachat, ne laisse point d'héritiers directs, il sera dû les mesmes droits que si le fief mesme, & non pas seulement la faculté de rachat, tomboit en collateral. *Si medio tempore sine liberis moriatur, perinde erit ac si feudum nullo modo esset in alium translatum.* Secondement, parce qu'il n'y a aucun des autres genres de mutation qui peuvent arriver du chef de l'acquireur, qui ne puisse arriver pareillement du chef de celuy qui a aliené sous faculté de rachat, & avec la reserve de l'hommage, & qui par consequent ne puisse donner ouverture à des droits au profit du seigneur; car des-là que l'action de reméré est immobilière, & qu'elle represente le fief mesme dans la main du vassal, en sorte que c'est à l'héritier des propres à succeder à cette action, si le fief estoit un propre, & que l'aisné y doit avoir son droit d'aisnesse en succession entre nobles, toutes choses reconnuës par Dumoulin, comme on l'a vû plus haut; il est indubitable que, soit que le propriétaire de cette action la transmette à des héritiers collateraux, soit qu'il l'aliene à titre de don, de vente ou autrement, il sera dû à l'ancien seigneur les mesmes droits que si le fief mesme estoit aliené.

Dumoulin en convient: Par rapport au droit de rachat, & par rapport au droit de retrait féodal, il n'exclut le seigneur * que des droits de quint. Et * *Art. 23.* quelle est la raison qu'il en apporte? c'est, dit-il, * que l'intention de la coustume est, de n'accorder ces derniers droits, que lorsque le corps mesme, le propre individu du fief, change réellement de main, & non pas lorsqu'il n'y a que l'action & le droit au fief qui passe d'un propriétaire à un autre; *effectus autem quem nostra consuetudo intendit & respicit, ad hoc videlicet ut jura feudalia debeantur, est quod FEUDUM IPSUM transferatur & mutet manum de uno in alium.* * *N.º 32.* * *N.º 35.*

Cette raison que Dumoulin propose comme décisive, *Ratio decisiva*, tend uniquement à exempter de droits, les ventes qui font passer à différentes personnes l'action de reméré, sans les rendre propriétaires du fief.

Mais par rapport à celuy qui a acheté le droit de reméré de l'ancien propriétaire, ou de ses ayans causes, & qui l'a réduit en acte, qui retire effectivement l'héritage; on ne peut pas revoquer en doute qu'il ne doive les mesmes droits qu'il auroit payez s'il eust acquis directement le fief mesme.

Autrement rien ne seroit plus facile que de frauder le seigneur; car celuy qui voudroit avoir le fief, & éviter de payer les droits de mutation, n'auroit qu'à interposer une tierce personne, à laquelle le propriétaire vendroit à faculté de rachat, & sous la reserve de la foy & hommage: le veritable acquireur achetant ensuite cette action de reméré, & venant à l'exercer, se trouveroit avoir le fief entier & dans son premier estat, sans que le seigneur eust reçu aucuns droits, puisque la reserve de la foy & hommage auroit empêché qu'il n'en fust dû pour la vente à faculté de rachat, & que la vente de cette faculté n'en produiroit point, ce qui choque l'équité & la raison.

Si l'on est forcé de reconnoître que la vente de la faculté de rachat, qui est suivie de l'exercice du reméré, doit les mesmes droits que la vente du fief; il est donc vray de dire que la durée de cette faculté ne nuit pas plus au seigneur pendant trente ans, que pendant neuf; & par consequent il n'y a rien dans tout ce que propose Dumoulin, qui puisse balancer la jurisprudence qui a prévalu,

& qui veut que cette action dure trente années, lorsque l'acquéreur n'a pas fait décider plutôt qu'elle devoit cesser.

EN QUATRIEME LIEU, la faculté de rachat peut se perpetuer au-delà même de trente années, lorsque celui à qui elle appartient, a intenté son action dans les trente ans, & lorsque l'effet de cette action n'a été suspendu que par des difficultés que ceux contre qui l'action étoit exercée, ont suscitées, pour se maintenir dans la propriété des héritages contentieux, ou qui ont été occasionnées par des événements publics, dont celui qui vouloit exercer le retrait, n'étoit pas maître.

* *De la souv.*
l. 3. ch. 2.

EN CINQUIEME LIEU, M.^r Lebre^t* établit pour maxime, que l'action de reméré, lorsqu'elle appartient à un Prince qui parvient à la couronne, devient aussi-tôt un bien domanial; d'où il résulte qu'elle se perpetue à toujours jusqu'à ce qu'il plaise au Roy d'en faire usage; qu'elle ne peut plus être aliénée ni prescrite, & que les héritages mêmes, que cette faculté de rachat représente, sont censés s'unir & s'incorporer de plein droit au domaine royal, comme s'ils étoient actuellement possédés par le Roy, sauf néanmoins la jouissance des acquereurs, jusqu'à ce qu'ils aient été remboursés.

IL EST FACILE de faire l'application de ces principes, à l'espèce dont il s'agit. Les Seigneurs d'Albret, qui ont aliéné partie de leur domaine, l'ont-ils fait sous faculté de rachat? ont-ils laissé passer trente années sans user de cette faculté? est-il intervenu, avant l'expiration des trente ans, quelque jugement qui les ait déboutez de leur action? ou, cette action étoit-elle encore subsistante, & dans toute sa force, lorsque Henry IV. est monté sur le trône?

Pour s'éclaircir sur tous ces faits, il n'y a qu'à consulter les titres produits en l'instance, on y verra que les alienations qui ont été faites par les Seigneurs d'Albret, n'ont pu opérer un dépié de fief, & même que plusieurs des terres aliénées doivent être réputées domaniales, attendu que la plupart des alienations n'ont été faites que sous la faculté de rachat, & que cette faculté appartenoit encore à Henry IV. lorsqu'il est parvenu à la couronne.

Par des lettres patentes du 5. février 1487. Jean d'Albret Roy de Navarre, donna pouvoir à Alain d'Albret son pere, « de vendre & d'aliéner une partie » des terres & seigneuries de ses comté de Perigord & vicomté de Limoges, » avec toutes justices, cens, rentes, domaines, & autres droits & devoirs qui luy » appartenoint & ce, *en tels termes de rachat qui seroient avisez & accordez par ledit* » Seigneur son pere.

En execution de ces lettres, Alain d'Albret ayant aliéné à Geoffroy de Saint-Astier, par contract du 26. août 1498. la justice de la paroisse de Savignac-les-deux-Eglises, avec les domaines & droits en dépendans, il stipula *la faculté de reméré pour six années.*

Ce court délai prouve que les Seigneurs d'Albret, en vendant une partie de leur domaine, pour se procurer des deniers comptans & subvenir à la nécessité de leurs affaires, avoient en même temps en vûe de rentrer dans la suite, dans ces mêmes biens, en remboursant le prix des alienations, ou plutôt *des engagements*, lorsqu'ils seroient en état de le faire.

On voit aussi que ces seigneurs ont toujours conservé depuis, cet esprit de retour, qu'ils ont fait différentes tentatives pour le mettre à execution, & qu'ils n'en ont été empêchés que par les malheurs des temps.

Car les lettres patentes que Henry IV. donna le 14. juillet 1593. pour parvenir à tirer de nouvelles finances de ceux qui avoient acheté les terres de son ancien domaine sous faculté de rachat, exposent « que depuis cent ans & plus,

plus, il y avoit un procès intenté & pendant en son Grand-Conseil, pour « raison de certaines terres & seigneuries vendues & aliénées par deffunt Alain « d'Albret son trisayeul, & autres ses predecesseurs, au comté de Perigord & « vicomté de Limoges, *communement appelé le procès des vieilles & anciennes « alienations* : Que nonobstant les troubles qui avoient presque toujours esté « depuis, & estoient encore de present dans le royaume, il n'avoit point cessé « de faire ses diligences *pour poursuivre le vuidange desdites terres, ainsi qu'il estoit « requis*, & que le jugement définitif *ne pouvoit estre qu'à son profit, attendu « l'équité de ses poursuites.* »

Dans de pareilles circonstances, que l'Evesque de Perigueux a eu soin de passer sous silence, parce qu'il luy est impossible d'y répondre, prétendra-t'il avec succès, faire prononcer aujourd'huy contre le Roy, la peine odieuse du dépié de fief, & luy enlever des domaines & des mouvances très-considerables, sous pretexte d'alienations faites vers 1490. qui estoient revocables de leur nature, contre lesquelles les Evesques de Perigueux n'ont point reclamé pendant plus de cent années, parce que la mouvance sur Auberoche, ne leur appartenoit plus depuis long-temps, & dans lesquelles, les predecesseurs de Henry IV. & ce Prince luy-mesme, ont toujours eu & l'intention & le droit de rentrer, en vertu d'une faculté de reméré, qui subsistoit encore lors de son avenement au trône, qui, par cela mesme, est devenue domaniale & imprescriptible, qui a rendu de mesme nature les héritages qu'elle representoit, & dont l'effet est tel que le Roy peut encore rentrer dans les terres aliénées sous cette faculté, en remboursant les possesseurs actuels, des finances que leurs auteurs ont payées, soit pour leur acquisition primitive, soit pour suspendre & éloigner l'exercice du reméré.

L'EVEQUE de Perigueux, pour éluder des moyens si pressans, propose deux objections bien foibles; la premiere, c'est que le contract de 1487. par lequel les paroisses d'Antonne & de Sarliac ont esté vendues au sieur de Saint-Astier, renferme une alienation *à perpetuité*. L'Inspecteur general a rendu compte de ce fait, en rapportant les propres termes de cette vente; mais cela ne détruit pas un autre fait également certain, sçavoir, que la paroisse de Savignac-les-deux-Eglises, a esté alienée au mesme Geoffroy de Saint-Astier, par le contract de 1497. *sous faculté de rachat*; cela n'affoiblit pas l'argument que l'Inspecteur general tire de cette clause de reméré, & qui consiste à soutenir que les ventes à perpetuité, n'ont pû operer un dépié de fief, parce qu'elles sont en très-petit nombre, & que la plupart des autres alienations ont esté faites sous la reserve de la faculté de rachat, dont l'effet, suivant Dumoulin, est de faire envisager le fief aliené, comme estant encore dans la main du vassal.

La seconde objection de l'Evesque de Perigueux, consiste à dire que l'on ne rapporte qu'un seul contract dans lequel cette faculté de rachat ait esté stipulée.

Mais quelle en est la raison? c'est que de tous ceux auxquels les alienations ont esté faites, il n'y en a qu'un seul qui soit partie en cette instance, & dont les titres ayent esté produits.

Le temps fera connoître quelles sont les autres personnes qui ont acquis sous cette condition; quant à present, il est sûr que le sieur de Saint-Astier possède à ce titre la paroisse de Savignac; & par consequent, cette portion de domaine doit estre à l'abri des prétentions de l'Evesque de Perigueux: il est sûr pareillement, qu'il y a eu un grand nombre d'autres alienations qui ont esté faites de la mesme maniere; par consequent, on doit présumer telles, c'est-à-dire faites avec faculté de rachat, toutes les alienations que l'Evesque de Perigueux ne justifiera pas avoir esté faites à perpetuité: Et la preuve démonstrative, que les

alienations accompagnées de la clause de reméré, sont en grand nombre, se trouve écrite dans le contract passé par les Commissaires du Roy avec le sieur de Saint-Astier, le 8. juillet 1597. Il y est dit expressément, que les predecesseurs du sieur de Bories, depuis leur acquisition, *avoient esté actionnez par les predecesseurs de Sa Majesté, pour retirer les paroisses & justices alienées; & ce, en vertu des pactes apposez aux contracts sur ce faits: que l'instance intentée à ce sujet, avoit esté continuée jusqu'à cejourd'huy, COMME PLUSIEURS AUTRES DE PAREILLE NATURE, par actions ou assignations renouvelées, & que le tout étoit à présent pendant au Grand-Conseil.*

On doit croire que si l'Evesque de Perigueux eust fait attention à des termes si précis, il n'auroit pas avancé comme un fait constant, que les Ducs d'Albret n'ont jamais fait usage de la faculté de reméré qu'ils avoient stipulée, & qu'ils n'ont pû transmettre cette faculté à Henry IV. puisque le contraire est prouvé par les pieces de l'instance.

PREUVES DE LA SEPTIEME PROPOSITION.

Que les jugemens obtenus par l'Evesque de Perigueux ou par ses predecesseurs, ne peuvent prévaloir sur les droits du Roy.

L'INSPECTEUR GENERAL commencera par rappeler en peu de mots, en quoy consistent ces jugemens.

En 1623. ceux qui estoient préposez à la poursuite des droits du Roy, firent assigner les sieurs Foucault & d'Hautefort, pour qu'ils eussent à passer declaration au Roy, des terres qu'ils possédoient en Perigord, & qui dépendoient de la chastellenie d'Auberoche.

Le sieur de la Beraudiere Evesque de Perigueux, qui avoit obtenu depuis peu des lettres de Sa Majesté, qui enjoignoient aux Commissaires du domaine de faire des recherches concernant les droits de son Evesché, & qui avoit recouvert les hommages rendus à ses predecesseurs, pour la chastellenie d'Auberoche, par les Vicomtes de Limoges avant 1364. reclama la mouvance sur le chef-lieu de cette chastellenie, possédé par le sieur Foucault, & sur la terre d'Abjac possédée par le sieur d'Hautefort; & sur le vû de ces anciens hommages, dont on a rendu compte ci-dessus, les Commissaires du domaine ordonnerent que les sieurs Foucault & d'Hautefort rendroient hommage à l'Evesque, de ce qu'ils possédoient *de l'ancienne terre d'Auberoche.*

En 1672. le sieur d'Hautefort fut assigné de nouveau, à la requeste du fermier du domaine, pour fournir au papier-terrier du Roy, en qualité d'engagiste, une déclaration de la terre d'Abjac & de la seigneurie d'Ans.

Le sieur Boux, qui estoit alors Evesque de Perigueux, se pourvut au Conseil, & demanda à estre maintenu dans le droit de mouvance sur toute la chastellenie d'Auberoche, & en particulier sur la terre d'Abjac, conformément au jugement rendu à ce sujet en 1623.

Le sieur de Pericard Evesque d'Angoulesme, prétendit de son costé, que la seigneurie d'Ans relevoit de son Evesché.

Et le sieur d'Hautefort se joignit aux deux Evesques, pour faire débouter le Fermier de ses demandes.

Les contestations furent renvoyées par un arrest du Conseil du 16. Novembre 1672. devant M.^r de Seve Intendant en Guyenne.

M.^r de Seve rendit son ordonnance le 20. decembre 1673. par laquelle il

maintint le sieur d'Hautefort dans la propriété des terres d'Abjac & d'Ans, & les Evêques de Perigueux & d'Angoulesme, dans le droit de mouvance sur ces deux terres.

Ceux qui avoient esté chargez de faire proceder à la revente des domaines du Roy en Guyenne, en vertu d'une declaration du mois d'avril 1672. comprirent dans les affiches, comme terres domaniales & fujettes à revente, non-seulement la seigneurie d'Ans & la terre d'Abjac, mais aussi toute la chastellenie d'Auberoche en general.

Les deux Evêques n'eurent pas de peine, après avoir obtenu le jugement du 20. decembre 1673. à faire décider par M.^r de Seve, que ces differentes terres & seigneuries devoient estre distraites des affiches; c'est ce que M.^r de Seve ordonna par deux jugemens rendus le mesme jour 5. mars 1674. & il motiva sa décision en ces termes, dans l'une & l'autre ordonnance: *Attendu que lesdites terres n'ont jamais esté ni pû estre du domaine de Sa Majesté, avons fait deffenses de les faire mettre aux encheres, & publier en vente, & ordonnons qu'elles seront distraites & tirées des affiches.*

Le Fermier du domaine appella de ces differentes ordonnances. M.^r Bazin Maistre des Requestes, fut nommé Rapporteur; il communiqua l'affaire à quelques-uns de Messieurs les Commissaires du bureau du domaine, & il intervint arrest le 6. octobre 1674. dont voicy le dispositif.

Le Roy en son Conseil, sans avoir égard à l'appel de Vialet & Millot fermiers du domaine, ordonne que les jugemens des 20. decembre & 5. mars derniers, seront executez selon leur forme & teneur, SANS PREJUDICE NEANTMOINS DES DROITS DE SA MAJESTÉ, en cas de réunion à son domaine, du corps des chastellenie d'Ans & baronnie d'Auberoche, deffenses au contraire.

Sur le fondement de cet arrest, les Evêques de Perigueux se sont fait rendre des hommages par differentes personnes, qui ont cru avoir interest de relever de cet Evêché plutôt que du Roy, & ils ont obtenu des ordonnances des Tresoriers de France en 1680. 1684. & 1700. par lesquelles ils ont fait prononcer main-levée des saisies faites sur quelques-uns de ceux qui possedoient des héritages dépendans de la seigneurie d'Auberoche.

Il paroist par ces ordonnances, que les premiers juges ont regardé l'arrest de 1674. comme un arrêt de provision, qui leur lioit les mains quant à present, mais qui laissoit subsister les droits du Roy au fond; c'est pourquoy ils n'ont accordé que des main-levées, *provisoires des fruits saisis, la saisie du fonds tenant.* Ce sont les termes de ces ordonnances.

On a vû qu'en 1717. le sieur Clement Evêque de Perigueux, fit des tentatives inutiles pour se soumettre le sieur de Saint-Astier, qui se maintint dans la qualité de vassal immédiat du Roy.

L'Evêque de Perigueux a eu plus de perseverance & de succès en 1734. & il a fait confirmer par l'arrest du Parlement de Bordeaux de 1736. le jugement du Seneschal de Perigord, qui condamnoit le sieur de Saint-Astier & le sieur Arnaut, à luy rendre hommage.

L'AVANTAGE que l'Evêque de Perigueux prétend tirer de tous ces jugemens réunis, se réduit à trois points principaux.

Il commence par relever; comme quelque chose de très-extraordinaire, l'opposition qu'il y a entre les conclusions prises par l'Inspecteur general, & ce qui a esté décidé par l'arrest de 1674. *Cela forme, dit-il, un prodigieux contraste.*

L'Inspecteur general a peine à croire que cette reflexion ait esté proposée comme un moyen serieux. Est-il en effet fort étonnant, lorsqu'un arrest est

attaqué par la voye de l'opposition, que la demande au fond soit contraire à ce que l'arrêt a jugé? Si quelque chose avoit droit de surprendre, ce seroit si au contraire on s'opposoit à un arrêt qui auroit jugé conformément à la demande de celui qui y forme opposition.

En second lieu, si l'on en croit l'Evesque de Perigueux, on ne peut revenir contre aucun arrêt, sans mettre en compromis les lumieres & la réputation des Magistrats qui les ont rendus.

Mais c'est vouloir tirer des consequences odieuses, d'un principe fort innocent, ou plutôt, c'est attribuer aux Magistrats, un sentiment qu'ils sont bien éloignés d'adopter. Quelle que soit la vivacité de leur penetration, l'élevation, la justesse & la force de leur genie, ils reconnoissent qu'ils sont hommes, & qu'ils jugent sur ce qui leur est présenté par d'autres hommes. Quelle que soit l'étendue de leurs connoissances, ils n'embrassent pas tous les objets à la fois, ou ils ne les envisagent pas toujours par tous leurs costez: Quoyqu'ils puissent suppléer des moyens qui ont échappé aux parties, il est certain néanmoins qu'ils se déterminent principalement & le plus communement, sur les preuves que les parties leur présentent. C'est pourquoy il est de principe, que le moyen le plus sûr pour faire cesser l'effet d'un jugement, c'est de prouver que celui qui y avoit interest, n'a point esté deffendu.

En troisieme lieu, l'Evesque de Perigueux soutient, que les jugemens obtenus par ses predecesseurs, ont esté rendus *après les contestations les plus vives, les mieux éclaircies & les plus débattues; après que l'on a fourni, de la part du Fermier du domaine, tous les éclaircissements possibles.*

Cependant, dans la réalité, on trouve que les jugemens n'ont décidé en faveur de l'Evesque de Perigueux, que parce que ceux qui auroient dû veiller à la conservation des droits du Roy, ou agissoient de concert avec l'Evesque, ou ne faisoient aucun usage des moyens décisifs pour Sa Majesté, ou ne les mettoient pas dans tout leur jour.

Lors du jugement de 1623. l'Evesque de Perigueux reclamoit la mouvance sur Auberoche, en consequence des hommages qui avoient esté rendus à ses predecesseurs, par les anciens Vicomtes de Limoges, dont il rapportoit des copies en forme; & ces titres n'étoient point contredits par le Fermier du domaine: les sieurs Foucault & d'Hautefort, propriétaires des terres dépendantes d'Auberoche, bien loin de suppléer au silence du Fermier, estoient d'accord avec l'Evesque, & concouroient avec luy pour faire décider conformément à sa pretention.

L'Evesque de Perigueux demande dans quelle source l'Inspecteur general a puisé ces faits, c'est dans l'exposé de la requeste que l'Evesque presenta au Conseil le 18. octobre 1672. & dans l'interest des parties, que l'on peut citer avec fondement comme le principe de leurs démarches.

Les sieurs Foucault & d'Hautefort sentoient que s'ils demeuroient soumis à l'obligation de passer des reconnoissances au Roy, pour les terres qu'ils avoient achetées de Henry IV. on ne manqueroit pas d'envisager ces terres comme des domaines engagez, dans lesquels le Roy est toujours maistre de rentrer, en rendant la finance pour laquelle l'alienation a esté faite; au lieu qu'en faisant declarer ces terres mouvantes d'un seigneur particulier, ils pouvoient esperer que l'on perdrait de vûe le principe de leur possession, & que l'on ne penseroit pas à les évincer de leur propriété.

Lorsque M.^r de Seve prit connoissance de l'affaire en 1673. & 1674. le fermier, en fournissant de réponses aux moyens que les Evesques de Perigueux & d'Angoulesme

d'Angoulesme faisoient valoir, proposa des raisons qui estoient solides en elles-mêmes, mais qu'il presenta d'une maniere si sommaire & si peu approfondie, qu'on ne doit pas estre étonné si les efforts des deux Evêques & des autres parties réunies ont prevalu.

D'ailleurs, ce fermier luy-mesme termina ses requestes, en declarant *Que néant-moins il s'en remettoit à la prudence de M.^r l'Intendant.*

Lors de l'arrest rendu au Conseil le 6. d'Octobre 1674. sur l'appel de ce fermier, il ne donna qu'une seule requeste, par laquelle il se contenta d'employer ce qu'il avoit dit devant M.^r de Seve, le vû de l'arrest en fait foy, & il n'y eut point de partie publique qui prît en main la deffense des droits de Sa Majesté.

Enfin, lorsque la mesme question de mouvance a este portée devant le Seneschal de Perigord en 1734. le Procureur du Roy a redigé & motivé ses conclusions, comme s'il eust esté chargé de faire réussir les demandes de l'Evêque.

Et lorsque l'on proceda sur l'appel de la sentence du Seneschal, au Parlement de Bordeaux, l'instance ne fut point communiquée au Procureur general.

APRÈS avoir envisagé ces differens jugemens comme par les dehors, si l'on passe à l'examen des motifs sur lesquels ils ont esté rendus, on verra qu'il s'en faut de beaucoup que ces jugemens soient absolument décisifs pour l'Evêque de Perigueux.

En 1623. & en 1673. & 1674. on présupposoit que l'Evêque estoit encore propriétaire du droit de mouvance immédiate sur la chastellenie d'Auberoche, attendu qu'il justifioit par des titres anciens, & qui n'estoient point contredits, que cette chastellenie relevoit originairement de son Evêché : De l'existence présupposée de ce droit de mouvance en faveur de l'Evêque, M.^r de Seve a tiré cette consequence, qu'une terre appartenante au Roy, & qui relevoit d'un seigneur particulier, n'avoit pû estre réunie au domaine ; c'est pourquoy, en déboutant le fermier de ses demandes, il a motivé son jugement en ces termes : *Attendu que la terre d'Auberoche n'a jamais esté ni pû estre du domaine de Sa Majesté.*

L'Inspecteur general vient de faire voir au contraire, dans le point de fait, que la mouvance des Evêques de Perigueux sur Auberoche, avoit esté éteinte dès 1399. & dans le point de droit, que la mouvance d'un seigneur particulier, sur une terre qui appartient au Roy lorsqu'il parvient à la couronne, ne peut former d'obstacle à la réunion de cette terre au domaine, & que tout le droit du seigneur se resout en une simple demande en indemnité : ainsi l'Inspecteur general a suffisamment développé l'erreur que renferment le jugement de 1623. & les ordonnances de M.^r de Seve de 1673. & 1674.

Lors de l'arrest de 1674. M.^{rs} du Conseil ont pensé comme M.^r de Seve, que la mouvance sur Auberoche appartenoit encore à l'Evêque en 1589. parce que ce fait n'avoit esté ni détruit, ni mesme contesté par le fermier ; & en consequence, ils ont jugé qu'on devoit laisser jouir l'Evêque, de cette mouvance, jusqu'à ce que le Roy luy eust donné une indemnité convenable, & tant que les domaines dépendant de la terre d'Auberoche, seroient entre les mains de divers particuliers.

Mais M.^{rs} du Conseil ont porté leurs vûes plus loin que M.^r de Seve, en ce qu'ils ont estimé que la terre d'Auberoche estoit devenue domaniale par l'avènement de Henry IV. à la couronne ; que les alienations qui en avoient esté faites depuis, n'avoient pû former que de veritables engagements, soumis à la faculté perpetuelle de rachat ; & qu'en consequence, le Roy estoit en droit de rentrer dans ces terres lorsqu'il le jugeroit à propos.

Voilà le motif pour lequel, en adjugeant la provision à l'Evesque, & en confirmant les jugemens de M.^r de Seve, quant à la possession actuelle seulement, ils ont réservé au Roy de faire valoir le privilege d'indépendance, qui est nécessairement attaché à tout ce qui luy appartient, lorsqu'il auroit retiré ces terres engagées; *SANS PREJUDICE NÉANTMOINS des droits de Sa Majesté, en cas de réunion à son domaine, de la chastellenie d'Auberoche.*

Cette dernière disposition de l'arrest de 1674. marque que M.^{rs} du Conseil ont absolument rejeté le faux principe, sur lequel M.^r de Seve s'estoit déterminé, sçavoir, *que la terre d'Auberoche n'avoit jamais esté ni pû estre du domaine de Sa Majesté*: & elle apporte aux ordonnances de M.^r de Seve, une limitation que l'Inspecteur general a cru devoir relever, comme très-importante, & qui embarrasse beaucoup l'Evesque de Perigueux, parce qu'elle diminue infiniment l'avantage qu'il comptoit tirer de cet arrest, & des jugemens qui l'ont précédé.

L'Evesque de Perigueux fait tous ses efforts pour éluder l'effet de cette réserve, mais il ne peut pas empêcher qu'elle n'existe dans l'arrest: Dès-là qu'elle s'y trouve écrite, il faut nécessairement qu'elle ait un sens fixe, un objet précis & déterminé; & l'Evesque de Perigueux n'a pû luy en assigner un, contraire à celui que l'Inspecteur general a expliqué, parce qu'en effet il n'est pas possible de luy en donner d'autre.

M.^{rs} du Conseil n'auroient pas réservé au Roy de faire valoir ses droits dans le cas où il viendrait à réunir *DE FAIT* à son domaine, la chastellenie d'Auberoche, s'ils n'avoient pas esté persuadés que le Roy estoit en droit d'y rentrer *ex causa antiqua*, c'est-à-dire, en vertu de la réunion *DE DROIT* qui s'estoit opérée par l'avenement de Henry IV. à la couronne.

Cette distinction naturelle & nécessaire entre la *réunion de fait* & la *réunion de droit*, répond à tous les vains raisonnemens qui ont esté proposés par l'Evesque de Perigueux.

L'ARREST de 1674. prévoit une réunion: Or, suivant l'Evesque de Perigueux, on ne prévoit que les choses qui n'existent pas: Donc cet arrest a jugé que la chastellenie d'Auberoche n'estoit pas réunie au domaine. Cette première objection n'est qu'une pure subtilité.

L'arrest prévoit une *réunion de fait* par rapport aux terres qui avoient composé la chastellenie d'Auberoche, parce que ces terres estoient alors, comme elles le sont encore aujourd'huy, hors des mains du Roy: mais ce qui rendoit cette réunion de fait possible, ce qui mettoit le Roy en estat de l'exécuter, c'est qu'il y avoit eu précédemment une *réunion de droit*; c'est que ces terres, avant d'estre aliénées, avant de passer dans la main du sieur Foucault & des autres engagistes, avoient appartenu au Roy, comme Roy, pendant plusieurs années, & estoient, par conséquent, devenues des portions integrantes du domaine de l'estat.

Il est mesme impossible d'imaginer d'autre droit, en vertu duquel la réunion prévue par l'arrest de 1674. eust pû estre faite, que le droit de propriété, qui a appartenu à Henry IV. la domanialité qui y a esté attachée par l'avenement de ce Prince à la couronne, le privilege d'imprescriptibilité qui luy a esté communiqué par la mesme voye, & qui rend toutes les alienations & tous les engagemens qui ont esté faits depuis, sujets à l'exercice du rachat.

Si la réunion prévue par l'arrest de 1674. n'a pû avoir d'autre principe que la domanialité de la terre d'Auberoche, si cette domanialité n'a pu avoir d'autre fondement que la réunion au domaine, qui s'est opérée de plein droit lorsque Henry IV. est monté sur le trosne; cette domanialité & cette réunion de

plein droit, ont donc esté reconnues par cet arrest, l'arrest forme donc un préjugé en ce point contre l'Evesque de Perigueux, bien loin de luy estre favorable.

L'EVESEQUe de Perigueux se retranche ensuite, sur ce que, de l'aveu de l'Inspecteur general, la premiere partie de l'arrest luy accorde la jouissance de la mouvance sur Auberoche à titre d'indemnité & de dédommagement, & par forme de provision. *La provision ne s'accorde qu'aux titres: Donc le Conseil a jugé en 1674. que les titres de l'Evesque de Perigueux établissent son droit d'une maniere suffisante: Il n'y a rien eu de changé depuis; donc la sentence de 1734. & l'arrest de 1736. qui ont accordé à l'Evesque la continuation de sa jouissance, ont bien jugé.* Ce sont les propres termes de l'Evesque de Perigueux.

Cette seconde objection reçoit plusieurs responses également décisives.

Premierement, il est vray en general, que l'on doit accorder la provision aux titres, lorsque les titres sont précis, & que d'ailleurs ils ne sont point combattus: mais lorsqu'il est prouvé que le droit énoncé par des titres anciens, a esté éteint dans la suite par une voye légitime, & que ces premiers titres ne peuvent plus y avoir d'application, la provision doit estre revuée, & l'on doit retablir les choses dans leur veritable ordre.

Or l'Inspecteur general a fait voir que la mouvance de l'Evesque de Perigueux avoit esté éteinte dès 1399. parce que la chastellenie d'Auberoche avoit passé des Comtes de Perigord, entre les mains du Roy, qui ne peut estre le vassal d'aucun de ses sujets. Ce fait important n'avoit point esté relevé jusqu'icy, ni lors des jugemens de 1623. & 1673. ni lors des arrests de 1674. & 1736. cependant il en résulte un moyen peremptoire contre l'Evesque, & qui exclut de sa part, toute demande qui tend à obtenir un dédommagement que ses predecesseurs ont reçu, ou du moins qu'ils ont laissé prescrire depuis plusieurs siècles.

En second lieu, quand on supposeroit que l'Evesque de Perigueux auroit conservé jusqu'en 1589. droit à la mouvance immédiate sur Auberoche, ce qui n'est pas, & qu'il auroit pû prétendre alors une indemnité; les jugemens qui l'ont autorisé à exercer cette mouvance sur tout ce qui peut dépendre de cette chastellenie indistinctement, ont porté cette indemnité beaucoup trop loin, & le Roy seroit lezé considerablement si ces jugemens subsistoient; l'Evesque de Perigueux en demande la preuve, la voicy.

L'indemnité n'auroit pû estre dûë, que relativement à l'estat où se trouvoit la chastellenie d'Auberoche lorsque Henry IV. est parvenu à la couronne: or il est certain que les domaines qui avoient esté détachés de cette chastellenie, par des démembrements très-anciens, non blâmés par les Evesques, & même approuvés par leur silence, n'estoient plus sujets à l'exercice de leur mouvance immédiate, & par conséquent, on n'a pas dû autoriser l'Evesque à s'en faire servir.

En troisieme lieu, la premiere partie de l'arrest de 1674. qui confirme les jugemens precedens, quant à la possession, ne peut se soutenir, parce qu'elle est contraire aux loix que l'on doit suivre pour la manutention des domaines de la couronne.

1.^o Elle accorde à l'Evesque de Perigueux, un exercice de mouvance sur des fonds que cet arrest reconnoît pour domaniaux, & qu'il declare par cette raison, sujets à la faculté de rachat, sçavoir, les terres dépendantes de la chastellenie d'Auberoche, qui avoient esté alienées depuis l'avenement de Henry IV. à la couronne: Et c'est donner directement atteinte au privilège d'indépendance, qui est inseparablement attaché à tout ce qui fait partie du domaine. Car le domaine n'est pas d'une nature differente, lorsqu'il est possédé par des engagistes, que lorsqu'il reside dans

la main du Roy, il demeure toujours imprescriptible & indépendant, & il ne peut jamais estre assujetti à la mouvance d'aucun seigneur particulier.

2.^o La premiere partie de l'arrest de 1674. soumet à l'Evesque de Perigueux, les terres que les auteurs de Henry IV. avoient alienées à la charge de la foy & hommage envers eux; Cette disposition renferme encore une contravention formelle aux ordonnances, attendu qu'elles deffendent d'abandonner, mesme aux possesseurs des domaines engagez, l'exercice des droits de mouvance qui sont attachez à ces domaines.

L'article XV. de l'edit donné à Moulins au mois de fevrier 1566. au sujet du domaine, porte précisément *que la reception en foy & hommage des fiefs dépendans des terres domaniales, au cas d'alienation d'icelles, doit demeurer & appartenir au Roy, & qu'on ne peut ceder que les profits des fiefs, à ceux auxquels ces terres sont dûement & licitement transférées & concedées.*

Or l'Inspecteur general a establi que tout ce qui composoit la chastellenie d'Auberoche en 1589. est devenu domanial par l'avenement de Henry IV. à la couronne, sçavoir, le chef-lieu de cette chastellenie, les paroisses adjacentes, le droit de rentrer dans celles qui n'avoient esté alienées que sous faculté de rachat, & la mouvance immédiate sur tous ceux auxquels il avoit esté vendu différentes portions de cette chastellenie, à perpetuité, & sous la reserve de la foy & hommage.

L'Inspecteur general a fait voir que Henry IV. luy-mesme, lorsqu'il estoit le plus pressé d'argent, en ordonnant la vente de ce qui luy restoit des domaines de la chastellenie d'Auberoche, avoit deffendu d'aliener, & s'estoit expressement reservé les mouvances de son comté de Perigord & de sa vicomté de Limoges, dont la chastellenie d'Auberoche faisoit partie.

Par consequent, les jugemens & arrests qui ont fait passer ces mouvances aux Evesques de Perigueux, doivent estre revoquez & anéantis: les hommages que ces Evesques se sont fait rendre par les vassaux du Roy, doivent estre annulez & demeurer sans effet; & les actes par lesquels la plupart de ces vassaux avoient precedemment servi le Roy, doivent reprendre leur premiere force.

Et à plus forte raison, ceux de ces vassaux qui n'ont jamais reconnu d'autre seigneur que le Roy, qui n'ont jamais servi les Evesques de Perigueux (c'est le cas où se trouve le sieur de Saint-Astier) ne peuvent estre assujettis à cet Evesque, au prejudice de Sa Majesté & des droits sacrez & inalienables de son domaine.

T R O I S I E M E C H E F.

Concernant le fief de la Brochancie.

LES MESMES moyens qui excluent l'Evesque de Perigueux, de la mouvance immédiate sur tout ce qui a cy-devant fait partie de la chastellenie d'Auberoche, l'excluent necessairement, & en particulier, de la mouvance du fief de la Brochancie, qui se trouve enclavé dans la paroisse d'Antonne, l'une de celles qui appartennoient autrefois aux chastelains d'Auberoche.

Ainsi la question se reduit à sçavoir, si la mouvance sur ce fief, doit appartenir au Roy, ou au sieur de Saint-Astier, aux auteurs duquel la Justice & la Directe sur les paroisses d'Antonne & Sarliac a esté alienée à perpetuité en 1487. par les predecesseurs de Sa Majesté.

L'Inspecteur general est persuadé que si l'on fait attention, d'un costé, à la modicité du prix stipulé par ce contract, qui n'est que de six cens livres tournois, & de l'autre, à l'estenduë des paroisses d'Antonne & de Sarliac, & à la valeur

valeur réelle de ces termes du contract de vente, *necnon omnes census, redditus, acaptamenta, possessiones & emphyteotas, quos ipse Dominus venditor in eisdem parochiis habere contingat*; on reconnoitra facilement qu'Alain d'Albret n'a cédé au sieur de Saint-Astier, avec la justice des deux paroisses, que les censives & la directe sur les héritages roturiers situez dans ces mesmes paroisses, & qu'il n'a point entendu aliener la mouvance sur les héritages féodaux.

A ces premieres considerations, on en peut joindre quatre autres. 1.^o Suivant la doctrine de Dumoulin, le seigneur ne peut aliener ses vassaux immédiats, sans aliener le chef-lieu de la seigneurie. 2.^o Le sieur de Saint-Astier ne rapporte aucun acte par lequel il paroisse que luy ou ses auteurs ayent jamais exercé aucun droit de mouvance sur les propriétaires du fief de la Brochancie. 3.^o Outre ce fief, il y en a encore quelques autres dans les mesmes paroisses, dont les propriétaires ont rendu hommage au Roy. 4.^o Le vû de l'arrest du premier Mars 1736. de la cassation duquel il s'agit, nous apprend qu'en 1638. il fut fait un eschange de la metairie de la Brochancie, contre d'autres biens, & que les lods & ventes dûs pour la plus-valuë de cette metairie, furent payez en 1657. à Madame la Marechale de Guébriant, engagiste du comté de Perigord. La possession de cette engagiste, est icy décisive pour le Roy, & fait connoistre que la mouvance du fief de la Brochancie, débattuë entre l'Evesque de Perigueux & le sieur de Saint-Astier, n'est ni à l'un ni à l'autre, mais appartient veritablement au Roy, & qu'il n'y a que Sa Majesté qui soit en droit d'en percevoir les droits.

RECAPITULATION.

DES TROIS OBJETS qui font la matiere de cette instance, le premier & le troisieme sont sans aucune difficulté.

L'EVEQUE de Perigueux n'a jamais esté servi de la mouvance qu'il prétend sur les paroisses d'Antonne & de Sarliac; il n'estoit point question de ces paroisses lors des jugemens que ses predecesseurs ont obtenus; les tentatives qu'ils ont faites en 1674. & 1717. n'ont produit aucun effet, elles sont demeurées infructueuses à cet égard.

Sa Majesté au contraire & les Seigneurs de la maison d'Albret, ses auteurs, ont toujors joui paisiblement du droit de mouvance sur ces deux paroisses, depuis 1487. jusqu'en 1734.

Par consequent, ce droit, fondé dans l'origine, sur le titre primordial constitutif de la propriété des sieurs de Saint-Astier, & devenu domanial par la réunion qui s'en est faite au domaine, par l'avenement d'Henry IV. à la couronne, n'a pû estre osté au Roy par la sentence du Seneschal de Perigord, de 1734. & par l'arrest du Parlement de Bordeaux de 1736. sans operer une contravention formelle aux loix & aux principes qui rendent inalienable le domaine de l'estat, & tous les droits qui en dépendent.

LE SIEUR de Saint-Astier n'a, non plus que l'Evesque de Perigueux, ni titre ni possession, pour contester au Roy la mouvance sur le fief de la Brochancie.

Le droit general, le principe de la grande main du Roy, l'universalité de territoire & les derniers actes possessoires, se réunissent en faveur de Sa Majesté, pour luy assurer la propriété & la jouissance de cette mouvance.

PAR RAPPORT aux terres & seigneuries qui ont fait partie de la châtellenie d'Auberoche, comme domaine, ou comme fief, on ne peut avoir égard

10
à aucun des prétextes que l'Evesque de Perigueux employe pour se les assujettir.

Tous ses raisonnemens présupposent que la mouvance sur la chastellenie d'Auberoche luy appartenoit encore lorsque Henry IV. est monté sur le trosne en 1589. & l'Inspecteur general a establi par des titres précis, que cette mouvance avoit esté esteinte dès 1399. Que le Roy estoit devenu dès-lors, propriétaire de cette chastellenie, par la confiscation prononcée contre les Comtes de Perigord, auxquels elle appartenoit en consequence de la vente qui leur avoit esté faite en 1346. par le Vicomte de Limoges. L'Inspecteur general a fait voir par les lettres patentes de Charles VI. qu'il produit, que ce Prince n'a mis la chastellenie d'Auberoche hors de ses mains, à titre de don, en faveur de Louis Duc d'Orleans son frere, qu'à la charge qu'il tiendrait cette chastellenie, comme tous les autres domaines qui faisoient la matiere du don, *en foy & hommage du Roy & de sa couronne.*

Il est certain que depuis cette époque importante, jusqu'à ce que la propriété de cette chastellenie ait retourné au domaine, par l'avenement d'Henry IV. à la couronne, aucuns des seigneurs auxquels elle a appartenu, comme héritiers ou ayans cause de Louis Duc d'Orleans, n'ont reconnu l'Evesque de Perigueux, & que ces seigneurs sont demeuré vassaux du Roy pour raison de la chastellenie d'Auberoche, comme pour le comté de Perigord, le vicomté de Limoges, & les autres terres exprimées dans les lettres de 1399.

Il est donc indubitable que l'Evesque de Perigueux n'estoit plus à temps en 1623. de reclamer son ancien droit de mouvance, qui ne subsistoit plus, & dont il avoit reçu ou laissé prescrire l'indemnité depuis plus de deux siecles.

L'Evesque de Perigueux a allegué qu'une partie de la seigneurie d'Auberoche avoit appartenu à Madame Catherine, sœur de Henry IV. L'Inspecteur general a fait voir que la loy de la famille dont cette Princesse estoit issue, qui devoit regler ses droits & ses pretentions, & qui estoit écrite dans le contract de mariage d'Antoine de Bourbon & de Jeanne d'Albret, ses pere & mere, l'excluoit de tous droits de propriété sur les terres, & ne luy attribuoit qu'un droit de recompense en deniers, qui la rendoit créanciere, & non pas propriétaire.

L'Evesque de Perigueux a voulu jeter des doutes sur la maxime incontestable de la réunion qui s'opere de plein droit au domaine, par l'avenement du Roy à la couronne. L'Inspecteur general a développé les vrais principes, sur lesquels cette loy fondamentale de l'estat est appuyée, & qui font connoître que cette loy doit produire son effet, quoyque les terres, qui se trouvent appartenir au nouveau Souverain, relevent de quelque seigneur particulier.

L'Evesque de Perigueux s'est flatté que sous prétexte du prétendu dépié de fief, qu'il reproche aux auteurs de Henry IV. il pourroit soustraire à l'application des principes domaniaux, les portions de la chastellenie d'Auberoche, qui avoient esté alienées par les Seigneurs d'Albret, & qu'il parviendrait à s'en faire adjuger la mouvance. L'Inspecteur general a écarté ce moyen par plusieurs circonstances également décisives: Premièrement, Henry IV. possédoit encore, lorsqu'il est parvenu à la couronne, le chef-lieu de la chastellenie d'Auberoche, & sept de ses principales paroisses: les Seigneurs d'Albret n'avoient donc point encouru la peine du dépié, telle qu'elle doit avoir lieu, suivant la coustume de Paris. En second lieu, la coustume de Paris n'a borné le jeu de fief aux deux tiers, que lors de la réformation de l'année 1580. le jeu de fief estoit permis auparavant d'une maniere indéfinie: on ne peut donc appliquer sa disposition nouvelle à cet égard, à des alienations faites près de cent ans auparavant, par les seigneurs

d'Albret, en pays de droit escrit, où il n'y avoit aucune loy municipale qui gênaît les propriétaires de fief dans la liberté naturelle de sous-inféoder. En troisième lieu, ces sous-inféodations ont esté faites, pour la plupart, avec clause de reméré; & cette faculté de rachat, stipulée par les contrats d'alienation, & soutenüe par les démarches que les Seigneurs d'Albret & leurs successeurs ont faites pour la mettre a execution, a dû faire envisager les portions alienées sous cette faculté, comme si elles fussent toujours demeurées dans leurs mains.

Les jugemens que l'Evesque de Perigueux a obtenus en 1623. 1673. 1674. & 1736. ont tous posé sur un faux principe, sur la présupposition que cet Evesque avoit encore droit à la mouvance sur Auberoche. L'erreur de fait, dans laquelle les Juges sont tombez à cet égard, estant aujourd'huy pleinement éclaircie, il en résulte évidemment, que l'Evesque de Perigueux n'a ni titre ni qualité pour revendiquer les droits qui luy ont esté adjugez mal-à-propos, & que les jugemens qu'il a obtenus doivent estre reformez.

Il ne reste donc plus rien qui puisse former obstacle aux droits de Sa Majesté; & c'est avec raison, que l'Inspecteur general du domaine soutient pour le Roy, que les portions de la chastellenie d'Auberoche, qui estoient possédées par Henry IV. lors de son avenement à la couronne, & qui ont esté alienées depuis, forment des domaines engagez, qui ne peuvent estre soumis à la mouvance d'aucun seigneur particulier, & que les autres portions de cette chastellenie, qui ont esté alienées à perpetuité & à la charge de la foy & hommage, par les auteurs de Henry IV. relevent nûement du Roy. *Signé* FRETEAU.

BUREAU DU DOMAINE.

Monsieur DE LA PORTE Maître des Requestes, Rapporteur.